



# Cause

COMPRENDRE LE MONDE  
AGIR POUR LE CHANGER



ÉTÉ  
2022  
# 29

# commune

REVUE D'ACTION POLITIQUE DU PCF

p. 12 DOSSIER

# AMÉRIQUE LATINE LES CHEMINS SINUEUX DE L'ÉMANCIPATION

p. 3 ÉDITORIAL  
Vers un bloc populaire

p. 58 CONTROVERSE  
Les attentes  
de la génération Z

p. 76 LIRE  
Taux de profit et  
surexploitation dans  
le secteur médico-social

p. 8 LE GRAND ENTRETIEN

## Vincent Boulet : Quelles perspectives envisager en Europe ?

Parti communiste français

### 3 ÉDITO

**Jean Quétier** Vers un bloc populaire

### 6 POÉSIES

**Victor Blanc** Joë Bousquet (1897-1918-1950)

### 7 REGARD

**Élodie Lebeau** « Giro Gráfico » L'Amérique latine dissidente s'expose à Madrid

### 8 LE GRAND ENTRETIEN

**Vincent Boulet** Quelles perspectives envisager en Europe ?

### 12 LE DOSSIER

AMÉRIQUE LATINE. LES CHEMINS SINUEUX DE L'ÉMANCIPATION

**Élodie Lebeau, Constantin Lopez** Les progressismes en Amérique latine : bilan et perspectives

**Cécile Dumas** Vers de nouveaux progrès et de nouvelles coopérations

**Franck Gaudichaud, Thomas Posado** Fin et suites : vers une deuxième vague de gouvernements progressistes en Amérique latine ?

**Maëlle Mariette, Franck Poupeau** Au-delà de la critique de l'extractivisme

**Christian Girault** Où en est l'intégration latino-américaine ?

**Francisco Dominguez** Bolivie : le socialisme, seule voie vers la décolonisation

**Richard Marin** Vers le retour des années Lula ?

**Marcelo Casals** La fin du néolibéralisme au Chili ?

**Olivier Le Roy** Cuba : faire face à la pandémie sous blocus

**Jérôme Baschet** La rébellion zapatiste et l'internationalisme du XXI<sup>e</sup> siècle : luttes planétaires et pluralité des mondes

**Lina Sankari** Venezuela : l'épopée d'une résistance

### 58 CONTROVERSE

**Gérard Streiff** Les attentes de la génération Z

### 60 PHILOSOPHIQUES

**Guillaume Méjat** La nature et l'animal chez Marx et Engels

### 63 HISTOIRE

**Mario Amorós** Histoire et biographie, rendre compte du Chili récent

### 67 PRODUCTION DE TERRITOIRES

**Amaury Gandon-Vallier, Sidi Abbas** Chaos urbain au Liban

### 70 SCIENCES

**Karine Chemla** Sciences chinoise, grecque, arabe : mythes et réalités

### 74 SONDAGE

**Gérard Streiff** Moins de 2000 euros

### 75 STATISTIQUES

**Fanny Charnière** 57 % des besoins énergétiques de l'Union européenne proviennent des importations

### 76 LIRE

**Kevin Guillas-Gavan** Taux de profit et surexploitation dans le secteur médico-social

### 78 CRITIQUES

**Juan José Sebreli** *La Modernité assiégée*

**Gérard Streiff** *Le Puzzle Kanapa*

**Ixchel Delaporte** *Dame de compagnie en immersion au pays de la vieillesse*

## Cause commune

La rédaction en chef de ce numéro a été assurée par Sabrina Royer

Tél. : 01 40 40 12 34 - Directeur de publication : Guillaume Roubaud-Quashie

Directeur : Guillaume Roubaud-Quashie • Rédacteurs en chef : Sabrina Royer, Jean Quétier, Gérard Streiff • Secrétariat de rédaction : Noëlle Mansoux, Chantal Guerre, François Polomé • Comité de rédaction : Aurélien Aramini, Victor Blanc, Aurélien Bonnarel, Vincent Boulet, Saliha Bousseadra, Pierre Crépel, Maëva Durand, Jean-Michel Galano, Baptiste Giron, Florian Gulli, Nicolas Lambert, Élodie Lebeau, Constantin Lopez, Igor Martinache, Dorian Mellot, Mathieu Menghini, Marine Miquel, Pierrick Monnet, Michaël Orand, François Polomé, Julien Rossi, Nicolas Tardits • Direction artistique et illustrations : Frédo Coyère • Mise en page : Sébastien Thomassey • Édité par l'association Paul-Langevin (6, avenue Mathurin-Moreau - 75 167 Paris Cedex 19) • Imprimerie : Public Imprim (12, rue Pierre-Timbaud BP 553 69 637 Vénissieux Cedex) • Dépôt légal : mai-juin-juillet-août 2022 - N°29 - ISSN 2265-4585 • N° de commission paritaire : 0924 G 93466.

# Vers un bloc populaire

**L'**élection présidentielle française de 2022 a incontestablement mis – ou remis – au goût du jour une notion politique faussement évidente : celle de bloc. Le regroupement de la grande majorité des suffrages des électeurs autour de trois candidatures incarnant autant d'options idéologiques divergentes a en effet conduit nombre d'acteurs et de commentateurs à parler de la constitution de trois blocs, sans que la signification précise de ce terme soit toujours explicite. Au-delà même du substantif, la cohorte d'adjectifs qui l'accompagne a elle aussi de quoi susciter l'interrogation, notamment lorsqu'elle nous met en présence d'une série manifestement hétérogène. La tripartition évoquée par Jean-Luc Mélenchon en constitue de ce point de vue un témoignage frappant. Selon ses propres termes, les résultats du scrutin montreraient l'existence de trois forces : le bloc libéral, le bloc d'extrême droite et le bloc populaire – auxquels il faudrait adjoindre, pour proposer un diagnostic complet, un quatrième bloc défini par l'abstention.

S'il a peu été remarqué, l'effet d'asymétrie que cette classification ne peut manquer de provoquer n'en est pas moins déroutant. Trois des quatre blocs susmentionnés renvoient, par leur dénomination même, à des options électorales fondées, pour deux d'entre eux, sur ce que l'on pourrait appeler des visions du monde : la loi du marché pour l'un, le repli sur soi pour l'autre, s'il fallait résumer à l'extrême. Il paraît plus difficile de parler à la place du bloc abstentionniste en lui prêtant une cohérence idéologique, même minimale.

---

« C'est vers la gauche que les voix des habitants des quartiers populaires des grandes villes se sont portées, et dans des proportions parfois fort nettes, comme en témoigne par exemple le résultat du premier tour dans un département comme la Seine-Saint-Denis. »

---

La notion de bloc populaire, en revanche, dit autre chose. Elle fait au moins implicitement signe vers la question de la composition de classe du groupe que l'on s'efforce de caractériser. En ce sens, il est permis de penser que cette notion contient bien davantage que les autres, car elle n'en reste pas à la surface des suffrages, exprimés ou non, mais entre au contraire en profondeur dans la chair du social. Elle entend nommer non seulement l'adhésion à un certain contenu programmatique, fondé sur un profond bouleversement des rapports entre capital et travail, mais aussi et inséparablement revendiquer son ancrage dans ce milieu social qui rassemble les forces vives de la nation, celui des classes populaires. ►►

- Dès lors, une première question se pose : ce bloc populaire revendiqué existe-t-il vraiment ? Certains analystes médiatiques, comme le sondeur Jérôme Sainte-Marie, auteur d'un récent ouvrage lui-même intitulé *Bloc populaire*, ont trouvé bon de s'insurger contre cette prétention. Dans une tribune publiée le 28 avril dans le journal *Marianne*, l'intéressé affirme ainsi que « les catégories populaires se sont sans cesse davantage tournées vers une idéologie protectrice, souverainiste, dont l'expression électorale est constituée par Marine Le Pen ». À le suivre, le vote en faveur de Jean-Luc Mélenchon ne serait quant à lui qu'un agrégat de « diverses "minorités" au sens anglo-saxon » rassemblées autour de « la petite-bourgeoisie urbaine diplômée ».

Un tel diagnostic, s'il peut entrer en résonance avec certaines lectures simplificatrices de la structuration de la société française, n'en repose pas moins sur une faute de raisonnement. Il y aurait les catégories populaires d'un côté, les « minorités » de l'autre, et les deux s'excluraient mutuellement. Or il est clair, pour qui n'est pas entièrement aveuglé par les discours promus par la fondation Terra Nova, que ce que le terme « minorités » a ici vocation à désigner n'est, pour l'essentiel, pas autre chose qu'une fraction des catégories populaires, celle qui vit dans les banlieues des grandes villes.

---

« Dans la bataille des élections législatives, mais aussi et surtout au-delà, la contribution des communistes sera décisive pour poursuivre le développement – quantitatif et qualitatif – de ce bloc populaire encore en voie de formation. »

---

Cette précision sémantique n'a rien d'anodin, elle constitue même le préalable indispensable à toute étude sérieuse de la question de l'existence réelle du bloc populaire. Dès lors que l'on garde à l'esprit que les habitants des banlieues des grandes villes font bel et bien partie des classes populaires – le fait même qu'il soit nécessaire de le préciser constitue d'ailleurs un signal plus qu'inquiétant –, on ne peut que s'inscrire en faux contre ceux qui prétendent, sans apporter la moindre nuance, que celles-ci seraient acquises aux idées de Marine Le Pen. Pour au moins une partie d'entre elles, l'affirmation est tout simplement fausse. C'est au contraire vers la gauche que ses voix se sont portées, et dans des proportions parfois fort nettes, ce dont témoigne par exemple le résultat du premier tour dans un département comme la Seine-Saint-Denis.

Faut-il pour autant accorder le point à Jean-Luc Mélenchon lorsqu'il entérine purement et simplement la naissance du bloc populaire ? Cela n'est pas tout à fait certain et mérite au moins discussion. Il paraît plus raisonnable de parler d'un bloc populaire *en puissance* parce qu'encore inachevé. À ce stade, en effet, l'existence d'un bloc populaire *en acte* est confrontée au minimum à un problème d'*extension* et à un problème de *cohésion*.

Le premier est sans doute le plus visible et le plus fréquemment souligné. Si les forces de gauche en général et de la France insoumise en particulier ont réussi, lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2022, à capter de façon significative une fraction des classes populaires, cette partie à elle seule est loin d'être le tout. Faute peut-être d'en avoir fait un objectif politique prioritaire, la conquête des franges des milieux populaires les plus éloignées des grandes métropoles n'a clairement pas eu lieu, ce que n'a pas manqué de souligner à sa manière le député François Ruffin à l'issue du scrutin. Cette tâche est d'autant plus indispensable qu'il n'est pas de victoire possible sans s'affranchir de la tutelle à laquelle les forces réactionnaires ont trop souvent soumis ces territoires. En 1926, Gramsci insistait déjà sur la nécessité de briser ce « monstrueux bloc agraire » qui, en Italie méridionale, permettait de maintenir le *statu quo* en assurant l'hégémonie des propriétaires fonciers sur les paysans pauvres. La situation est aujourd'hui bien différente, mais l'enjeu n'a peut-être pas disparu.

---

« La notion de bloc populaire entend nommer non seulement l'adhésion à un certain contenu programmatique, fondé sur un profond bouleversement des rapports entre capital et travail, mais aussi et inséparablement revendiquer son ancrage dans ce milieu social qui rassemble les forces vives de la nation, celui des classes populaires. »

---

Gramsci nous aide d'ailleurs aussi à penser le problème de la cohésion du bloc populaire qu'il s'agit de constituer. Tâchant d'exposer, dans ses *Cahiers de prison*, de quelle manière se crée un bloc historique, il affirmait que doit naître, entre les représentants et les représentés, un rapport d'« adhésion organique », faute de quoi une direction politique est condamnée à devenir « une caste ou un sacerdoce ». Ces deux écueils permettent, chacun à sa manière, de mettre le doigt sur les risques auxquels nous expose toute distorsion de la relation que les forces de gauche sont appelées à nouer avec les milieux populaires. Ni caste, ni sacerdoce : ni groupe fermé sur lui-même, incapable de sentir les dynamiques de fond qui traversent la société, ni autorité ecclésiastique prêchant la vérité révélée à des ouailles ébahies.

Face à ces grands enjeux, l'action des communistes est plus que jamais nécessaire. Dans la bataille des élections législatives, mais aussi et surtout au-delà, leur contribution sera décisive pour poursuivre le développement – quantitatif et qualitatif – de ce bloc populaire encore en voie de formation. « Passage du savoir au comprendre, au sentir, et vice versa du sentir au comprendre, au savoir », disait encore Gramsci. Dialectique difficile, hors de laquelle pourtant il n'est manifestement point de salut. ●

**Jean Quétier**, rédacteur en chef de *Cause commune*.

## JOË BOUSQUET (1897-1918-1950)

« Je ne savais pas ce qui m'arrivait. D'emblée, j'étais dans l'intimité d'un homme. Il parlait à la première personne, comme je pense. Il semblait qu'il n'y eût que lui de vivant, un homme seul, dont je ne savais rien que ces quelques lignes : "...n'a pas quitté depuis vingt-trois ans le lit où...". Cette petite phrase, comme le décor planté quand le rideau se lève : il y a un monde par-derrière, si je consens à y croire. » Aragon commence par ces mots un article de 1942 consacré à Joë Bousquet, le Maître de Carcassonne, qu'il a déjà rencontré deux ans plus tôt, au cœur de la débâcle, lorsqu'il se réfugia chez lui quelques temps. Né en 1897, Joë Bousquet connaît un destin singulier. En 1918, mobilisé durant la Première Guerre mondiale, il reçoit une balle allemande en pleine colonne vertébrale. Paralysé des membres inférieurs, il ne quittera plus son lit, dans sa chambre de Carcassonne. Commence alors la véritable vie de Joë Bousquet, au point qu'il écrira plus tard : « Ma blessure existait avant moi, je suis né pour l'incarner. » Il n'est pourtant pas inactif : il écrit, lit énormément, fonde une revue, résiste même, à l'occupation et au régime de Vichy (sa chambre sert à la Résistance de boîte à lettres pour communiquer), et la plupart des grands écrivains du siècle recherchent sa correspondance. Peu de poètes ont su élever à ce degré d'expression poétique l'intime, les profondeurs insondées du cœur humain, la grande nuit qu'il renferme. Pour d'autres que lui, cela supposerait amphigouris, obscurités et abstractions cabotines. Mais Joë Bousquet nous introduit dans sa nuit en pleine lumière, par des mots simples, lumineux, légèrement surannés, comme si le temps s'était quelque part suspendu ce jour de mai 1918 où la balle a fouillé entre ses côtes, cherchant un trésor qu'il était seul à pouvoir nous donner. Un grand silence continue d'entourer la vie et l'œuvre de celui qui fut l'un des poètes les plus importants du siècle dernier. Puisse le lecteur entrer à pas feutrés dans sa chambre et respecter ce silence, comme dans la bibliothèque d'une âme exquise. ●

**Victor Blanc**

### Mon frère l'ombre

Avec ses souliers de pierre  
Qu'il tenait à chaque main  
Le portier du cimetière  
A fait danser le chemin

Avec ses sabots de cendre  
Sur les lèvres d'un amant  
Le sonneur est venu prendre  
Ce qu'il disait en dormant

L'absence aux souliers de feuilles  
Donne son cœur pour toujours  
Au seul galant qui la veuille  
Le vent qui change les jours

La vieille aux souliers de paille  
Hisse un fagot sur ses reins  
Et dans une ombre à sa taille  
Porte la lune à la main

La nuit tous les pas se mêlent  
Ce qui nous mène est perdu  
L'air est bleu de tourterelles  
Le ciel le vent se sont tus

Et pareil à la colombe  
Qui meurt sans toucher le sol  
Entre l'absence et la tombe  
L'oubli referme son vol

Mais il survit du murmure  
Où tout se berce en mourant  
L'amour des choses qui dure  
Au cœur d'un mort qui m'attend

Joë Bousquet, « Mon frère l'ombre » (1943),  
*La Connaissance du soir*, Gallimard, 1947.

## « Giro Gráfico » L'Amérique latine dissidente s'expose à Madrid



Pedro Lemebel, *Hablo por mi diferencia*, 1986, photographie, caisse de lumière (85 x 120 cm) et enregistrement sonore (11'), musée Reina Sofía, Madrid.

Cette photographie documente la performance que Pedro Lemebel a réalisée en 1986, à Santiago du Chili, lors d'une rencontre clandestine d'organisations de gauche, en pleine dictature militaire. À cette occasion, l'artiste a lu pour la première fois son manifeste *Hablo por mi diferencia* (Je parle pour ma différence). Dans ce texte, Pedro Lemebel dénonce le manque de considération ou, pire, les moqueries, voire les violences exercées par les organisations et militants de la gauche révolutionnaire traditionnelle contre les homosexuels et transsexuels, au nom de l'« homme nouveau » et son injonction masculiniste. Les ayant vécues dans sa peau, il clame à qui veut bien l'entendre : « Ma virilité c'est de m'accepter différent / Être un lâche est beaucoup plus dur / Je ne tends pas l'autre joue / Je tends mon cul, camarade / Et ça c'est ma vengeance. »

Cette œuvre sera exposée aux côtés de celles de bien d'autres artistes (Julio Le Parc, Taller 4 Rojo, Juan Carlos Romero, Iconoclastas, Mariana Chiesa, Linhas do Horizonte, Escuadrón Guillemet,

etc.) au musée Reina Sofía de Madrid, à partir du 18 mai. Exceptionnellement, nous pourrions y admirer quelques-unes des banderoles peintes et déployées dans les rues d'Amsterdam, le 12 septembre 1981, par les artistes de l'Association internationale de défense des artistes victimes de la répression dans le monde (AIDA), lors de la manifestation pour les « 100 artistes disparus » en Argentine. Proposée par le réseau international de chercheurs Red Conceptualismos del Sur, cette exposition invite à réfléchir aux ruptures et réinventions des langages suscitées par des contextes coercitifs, particulièrement en Amérique latine depuis les années 1960. Dans leurs différences respectives, ces récits alternatifs tressent ensemble un imaginaire collectif de la dissidence. Ils s'entremêlent, annonce le titre de l'exposition, « comme le lierre sur le mur » (Violeta Parra).

« Giro Gráfico, como en el muro la hiedra », musée Reina Sofía, Madrid, du 18 mai au 13 octobre 2022. ●

Élodie Lebeau

## Quelles perspectives envisager en Europe ?

À la veille des élections législatives et dans le contexte créé par l'intervention militaire de la Russie en Ukraine, **Vincent Boulet**, responsable des questions européennes au sein de la commission internationale du PCF, donne des pistes pour un avenir en Europe, prenant en compte un nouveau rapport de force.

— PROPOS RECUEILLIS PAR **SALIHA BOUSSEDRA** —

© Lors de son discours pour la « journée de l'Europe » le 9 mai dernier, le président de la République, Emmanuel Macron, s'est dit favorable à une réforme des traités européens. Quelles sont les raisons de cette proposition ?

Cette idée flotte dans l'air chez une partie des classes dirigeantes européennes. La brutalité et l'ampleur de la crise covid-19 les ont poussées à prendre des mesures qu'elles juraient impossibles la veille encore. La « suspension » des règles budgétaires et le relâchement du "semestre européen" en sont les manifestations les plus visibles. Des projets de réforme de ces règles circulent, mais aucune décision n'est encore prise. La suspension vient d'être prolongée d'un an, au grand dam d'ailleurs du ministre des Finances allemand, le très orthodoxe libéral Christian Lindner. Mais il ne s'agit pas d'une remise en cause des fondements libéraux de l'Union européenne. Les dernières « recommandations » de la commission concernent les retraites et sont parfaitement en phase avec le projet de Macron de reporter l'âge de départ à 65 ans. Les bourgeoisies européennes

sont cependant contraintes de prendre en compte l'ampleur de la crise de défiance démocratique, de la crise sociale et de la crise climatique. L'UE fut au bord de l'éclatement lors de la crise de 2008-2015. Macron veut éviter la répétition d'un tel scénario. Il doit également prendre en compte l'évolution des rapports de force. Les bourgeoisies européennes ne sont pas pour l'instant en situation de pouvoir écraser un pays, comme elles l'ont fait pour la Grèce. Pour le bloc bourgeois, il s'agit de passer les compromis nécessaires pour sauver l'essentiel, à savoir le marché unique, en cette période de mutations et de crises de la mondialisation capitaliste, en structurant d'une manière plus solide un ensemble européen face à la fragmentation du capitalisme mondialisé.

Nous nous sommes toujours opposés aux traités libéraux et avons toujours exigé leur révision, mais pas dans le sens indiqué par Macron dans son discours du 9 mai. La levée de la règle de l'unanimité, si elle concerne des domaines comme ceux de la politique étrangère et de la défense, va à l'encontre de la souveraineté des peuples. Macron parle également de fixer comme objectifs de l'UE « la crois-

sance, le plein emploi, et les objectifs climatiques ». C'est un langage nouveau pour l'UE. Mais il ne propose pas de revenir sur les règles existantes qui gravent dans le marbre la concurrence, ni de remettre en cause le fonctionnement de la BCE. C'est toute la contradiction d'une telle orientation.

© Quelle est la différence avec la proposition de la Nouvelle union populaire écologique et sociale (NUPES) qui revendique de son côté une « désobéissance » aux traités européens ?

L'idée de désobéissance recouvre différentes perceptions. La première consiste à utiliser les règles d'exemption qui existent dans les traités actuels et qui ont été négociées lors de la ratification ou de la négociation des traités. Le Danemark, par exemple, en bénéficie en ce qui concerne la monnaie unique, qu'il ne rejoindra pas. Il en bénéficiait également pour la défense européenne. Un référendum organisé dans le pays le 1<sup>er</sup> juin peut d'ailleurs lever cette dernière exemption. Si cela était le cas, les traités actuels précisent qu'on ne peut pas revenir en arrière : la levée d'une exemption est définitive. J'en profite pour dire que nous sou-

tenons les forces de gauche, pacifistes, qui appellent à voter contre cette levée, à l'image de l'Alliance rouge verte. Par ailleurs, les « coopérations renforcées » peuvent entrer dans ce même type de démarche, comme cela est précisé dans le programme de la NUPES. Des exemples concrets sont des points d'appui. Ainsi, en 2011, onze pays de l'UE s'étaient mis d'accord pour introduire entre eux une taxation sur les transactions financières. Puis, du fait du relâchement de la pression populaire, ces gouvernements, parmi lesquels celui de Nicolas Sarkozy et de François Fillon, avaient abandonné ce projet, non pas du fait de l'UE en soi, mais de l'absence de mobilisation citoyenne suffisante pour les pousser à aller jusqu'au bout de la démarche. Une autre perception de l'idée de désobéissance est celle qui s'obtient, toujours sur la base d'un rapport de force politique, par une bataille contre la commission européenne.

la France accepte les « recommandations » de la commission sur les retraites ? Est-ce que la France accepte le retour, même sous une forme modifiée, de règles budgétaires imposées aux peuples ? Il appartiendra alors au gouvernement français de mener la bataille au niveau européen pour refuser ce qui va à l'encontre de la souveraineté des peuples et d'un mouvement transformateur politique et social. Il aura les capacités de le faire : la France ne signifie pas rien dans l'Union européenne, de par sa place politique et économique. Mais les batailles et les pressions seront d'une haute intensité. On peut déjà percevoir la constitution en Europe d'une coalition d'intérêts de gouvernements libéraux et atlantistes. Il faudra dès lors que le gouvernement français soit en mesure de trouver les alliances nécessaires en Europe pour construire le rapport de force nécessaire. Le fait que la France donne le signal politique

de la souveraineté démocratique des peuples et des nations. Aucune délégitimation de souveraineté ne peut se faire sans l'aval des peuples. Personne ne peut leur imposer un système économique, social, politique, qu'ils n'ont pas choisi démocratiquement. C'est ce qu'on appelle « l'Europe à géométrie choisie ». Des coopérations peuvent se nouer à deux, trois, quatre... jusqu'à vingt-sept États pour la lutte contre l'évasion fiscale, l'alignement vers le haut des droits sociaux et des salaires...

**© Emmanuel Macron souhaite mettre en place une « communauté politique européenne », institution parallèle à l'Union européenne (UE), pour travailler à l'intégration de l'Ukraine. Cette intégration est-elle possible ?**

Tout d'abord, il appartient à Emmanuel Macron de dire ce qu'il entend par « communauté politique européenne » et comment il compte la construire. On peut noter que cette idée nourrit déjà un tir de barrage de la part de certains gouvernements, à l'image du gouvernement polonais.

Il n'en demeure pas moins que, pour l'Ukraine comme pour d'autres États, la question de l'élargissement est à prendre avec une grande prudence et que la construction d'un espace commun large « paneuropéen » se pose. Comme pour tous les autres peuples, l'adhésion de l'Ukraine à l'UE exige une série de conditions. Le processus est donc de longue durée. On peut rappeler que, dans l'état actuel des choses, l'UE ne reconnaît pas l'État ukrainien comme une démocratie et, partant, considère qu'il ne répond pas aux critères dits « de Copenhague » fixés par une réunion du conseil européen dans la capitale danoise en 1993 dans l'objectif, précisément, d'une adhésion de pays de l'Europe centrale et orientale. Par ailleurs, dans les circonstances actuelles, l'entrée de l'Ukraine dans l'UE représenterait un pas de plus vers ►►

## « Les bourgeoisies européennes ne sont pas pour l'instant en situation de pouvoir écraser un pays, comme elles l'ont fait pour la Grèce. »

Enfin, il y a une désobéissance plus structurelle, qui s'attaque à la logique néolibérale de l'UE. Elle exige, là encore, non seulement la construction d'un rapport de force, mais aussi celle d'un mouvement d'entraînement de plusieurs peuples et États européens. La question n'est pas simplement la « désobéissance », mais la capacité d'ouvrir la voie à des ruptures en Europe avec les politiques menées jusqu'à présent, ce qui passe par des alliances et la construction de nouveaux rapports de force. Des sujets très concrets, et très importants, vont se poser à court terme : est-ce que la France accepte la levée de la règle d'unanimité en matière de politique extérieure et de défense ? Est-ce que

en refusant en toute souveraineté des règles européennes, qu'elles soient existantes ou à venir, peut et doit créer un mouvement au sein de certains gouvernements de l'UE et chez les peuples européens.

Car la désobéissance est un moyen pour aller plus loin : c'est-à-dire engager un processus de transformation au niveau européen, de renégociation des traités pour une nouvelle construction européenne, de peuples et de nations souveraines et associées. Contrairement à Emmanuel Macron qui caresse la vieille idée libérale d'une « Europe à plusieurs vitesses » venant de Jacques Delors, notre projet pour les peuples d'Europe met au cœur des coopérations européennes le respect

►► la généralisation du conflit. Le traité de Lisbonne a introduit, en son article 42.7, une clause de défense mutuelle. Celle-ci stipule qu'au cas où un État membre serait l'objet d'une agression armée sur son territoire, les autres États membres lui doivent aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir. Elle est directement inspirée de l'article 5 de l'OTAN.

et les grandes compagnies privées d'électricité qui défendent bec et ongles la libéralisation du marché de l'électricité. Les intérêts et les profits des secondes sont très âprement défendus par la première, du haut de son dogme du marché libre et non faussé. Mais ce fut une bataille intense et de longue durée. Les compagnies privées Iberdrola et Endesa, hostiles

de gaz et d'électricité. De plus, cette mesure prouve la nocivité du libéralisme, ici dans le domaine énergétique, et de la loi du profit, dont le « marché » européen, construit de toutes pièces par les règles européennes de mise en concurrence, est le représentant. L'intervention de la puissance publique pour faire baisser les prix est urgente dans l'ensemble de l'Europe et cela impose des ruptures avec les règles libérales européennes.

## « Le peuple irlandais et le Sinn Féin ont et auront besoin d'une solidarité active et constante, comme le PCF en a témoigné depuis de nombreuses décennies. »

Enfin, et d'une manière plus structurée, se pose encore et toujours la question de la nature libérale de l'Union européenne. L'accord d'association actuel entre l'UE et l'Ukraine est d'ailleurs bâti sur de tels fondements, accentuant l'exploitation des travailleurs ukrainiens en Europe. L'expérience atteste que l'élargissement sans fin de l'UE ne constitue pas la meilleure façon de commencer une nouvelle construction européenne au service des peuples, et non plus de la finance. D'une manière immédiate, on peut réorienter l'accord d'association pour développer l'aide humanitaire, sanitaire, alimentaire. Sur le moyen terme, le pays a toute sa place dans l'espace paneuropéen commun de paix, de coopération et de sécurité collective, dont la mise en chantier sera urgente après le cessez-le-feu et le retrait des troupes russes.

© L'Espagne et le Portugal ont obtenu un plafonnement des prix du gaz de la part de Bruxelles, cette victoire peut-elle s'élargir à d'autres pays de l'UE ?

Il s'agit d'une victoire importante qui montre qu'il est possible de faire plier à la fois la commission européenne

à l'idée de voir réduits leurs bénéfices, espéraient maintenir le système de tarification européen, qui fait que toutes les énergies sont vendues au prix de la technologie la plus chère, à savoir celle des centrales à gaz. Le « décrochage » obtenu par le gouvernement espagnol permet de réduire de 30 % la facture de l'énergie pour les particuliers et pour les entreprises. La baisse des tarifs sera financée par une baisse des profits des compagnies privées.

La commission européenne fait ce qu'elle peut pour réduire la portée de cette victoire, en mettant en avant les particularités ibériques de la fourniture d'énergie, la faible interconnexion de la péninsule avec le reste de l'UE, ainsi que le caractère provisoire de la mesure, en vigueur « pour au moins douze mois ».

Il n'en demeure pas moins que cette mesure a une portée européenne évidente. Elle montre d'une part l'importance d'avoir des compagnies productrices et fournisseuses d'énergie totalement publiques. C'est d'ailleurs la bataille qui s'ouvre maintenant en Espagne. Nos camarades du PCE et d'Unidas Podemos portent l'exigence de la nationalisation des compagnies

© L'Espagne n'est-elle pas l'exemple des victoires qu'une union de la gauche est capable d'arracher ?

Le fait que la coalition Unidas Podemos, qui comprend la Gauche unie, dont fait partie le Parti communiste d'Espagne, et Podemos, participe au gouvernement permet d'arracher des avancées significatives pour les droits des travailleurs et pour l'égalité femmes-hommes. Cela implique cependant d'imposer un rapport de force difficile avec la social-démocratie au sein même du gouvernement. En dépit des difficultés, la coalition Unidas Podemos est incontestablement l'aile marchante de la gauche. Cela démontre que la présence de ministres communistes au gouvernement est utile pour les intérêts du plus grand nombre. On peut citer, parmi les victoires remportées, celles obtenues par la ministre communiste du Travail Yolanda Diaz : la hausse progressive du salaire minimum à 60 % du salaire moyen, l'expérimentation de la semaine de 32 heures payée 40 heures, l'instauration d'un revenu minimum, la révision de la loi travail prise par la droite qui généralisait la précarisation des salariés, etc. L'objectif de ces réformes est de « récupérer », pour reprendre le terme employé par la gauche espagnole, les droits que la droite a cherché à supprimer.

Trois leçons peuvent être tirées de l'expérience espagnole. La première est qu'il est possible de constituer un gouvernement d'union de la gauche

sur des bases permettant de stopper l'offensive néolibérale et d'obtenir des mesures sociales progressistes. La deuxième est qu'à l'intérieur du gouvernement, les différentes composantes n'ont pas un accord total sur l'ensemble de la politique à mener. Les questions internationales, par exemple, font l'objet d'importantes différences. Mais cela n'empêche pas d'agir dans un gouvernement commun. Enfin, troisième leçon, il faut se préparer à la réaction brutale du bloc bourgeois, de la droite qui, en Espagne comme en France, se radicalise.

### 🕒 **Le Sinn Féin en Irlande vient d'obtenir une victoire historique.**

**Cela signifie-t-il que l'Irlande est enfin prête à la réunification ?**

La victoire du Sinn Féin en Irlande du Nord, qui va de pair avec des perspectives historiques en République d'Irlande, ouvre, pour la première fois, la possibilité que nos camarades soient en position de responsabilité pour rendre effectifs les droits historiques du peuple irlandais à vivre dans une République unifiée. Cette victoire est d'autant plus importante que tout, dans le système et l'existence même de l'Irlande du Nord, est fait pour l'empêcher. Cela sera un des grands sujets européens de la décennie. Le peuple irlandais et le Sinn Féin ont et auront besoin d'une solidarité active et constante, comme le PCF en a témoigné depuis de nombreuses décennies. La France peut et doit jouer son rôle, eu égard aux liens historiques qui unissent, depuis la Révolution française, les républicains irlandais et le mouvement ouvrier en France et en Europe. Cette solidarité devra se manifester au cours du vaste débat démocratique que le Sinn Féin souhaite ouvrir dans toute l'Irlande pour parvenir à la tenue, d'ici environ cinq ans, d'un référendum de réunification, comme la possibilité en est ouverte dans les accords de paix de 1998. Mais il faudra, là encore, vaincre des résistances.

Cette solidarité doit en effet s'exercer à propos des pressions nécessaires sur les unionistes et, surtout, sur le gouvernement britannique qui a décidé de mettre en place tous les blocages possibles pour empêcher la libre expression du peuple irlandais. C'est très grave. Et très immédiat. Le gouvernement de Londres, s'appuyant sur ses alliés unionistes qui sont en pleine dérive de blocage politique, refuse de tenir compte du résultat du vote des Irlandais du Nord et de reconnaître Michelle O'Neill comme légitime Première ministre de la région. De plus, il a décidé arbitrairement de remettre en cause les accords passés après le Brexit assurant la libre circulation sur l'ensemble de l'île. La France doit agir pour que le droit international soit respecté. Rien ne peut remettre en cause les accords de paix de 1998.

mouvement ouvrier et de la gauche en France imprime un tempo à notre camp politique et social dans l'Europe entière. Et la gauche européenne, aujourd'hui, en a bien besoin, quand on voit les difficultés importantes auxquelles sont confrontées les forces progressistes dans un certain nombre de pays. Un score significatif de la gauche en France, sans parler d'une victoire, sera un élément important, apte à faire bouger les lignes en Europe. De plus, cela illustrerait que la gauche est en situation d'offrir aux peuples une autre perspective que celle du duel entre la droite ultralibérale et conservatrice, et l'extrême droite raciste et xénophobe.

Si la coalition de gauche l'emporte, cela ouvrirait une période d'affrontements majeurs et les rapports de force seraient considérablement modifiés.

## « Dans les circonstances actuelles, l'entrée de l'Ukraine dans l'UE représenterait un pas de plus vers la généralisation du conflit. »

Enfin, la résistance viendra aussi de la classe dirigeante irlandaise, dont les représentants politiques font tout pour empêcher le Sinn Féin d'accéder au pouvoir au Sud, afin de maintenir le système fiscal irlandais existant et sa domination sur la vie politique. Des batailles majeures s'annoncent donc.

### 🕒 **Comment les eurodéputés du groupe de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique (GUE/NGL) ont accueilli le rassemblement de la NUPES ? Que peut-on espérer comme victoires européennes si la NUPES l'emporte en France ?**

La conclusion de l'accord entre les forces de la gauche française fait événement en Europe car la situation du

Les forces de gauche, une fois arrivées au pouvoir, sont systématiquement confrontées à l'isolement et à la réaction violente du capital et des bourgeoisies européennes qui cherchent à les écraser. Si la France bascule à gauche, de nouvelles perspectives s'ouvriraient pour mener les batailles pour une nouvelle construction européenne qui ne soit plus fondée sur le libre-échange et le néolibéralisme, mais sur des coopérations entre peuples et nations souveraines et associées. Bien évidemment, cela exigera une bataille d'une haute intensité contre le bloc bourgeois en Europe qui ne se laissera pas faire. Tout dépendra donc du rapport de force qu'il sera possible d'établir et des alliances possibles en Europe. ●

# AMÉRIQUE LATINE. LES CHEMINS SINUEUX DE L'ÉMANCIPATION

## Les progressismes en Amérique latine : bilan et perspectives

PAR **ÉLODIE LEBEAU** ET **CONSTANTIN LOPEZ\***

**D**epuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, l'Amérique latine a vu la gauche arriver au pouvoir dans de nombreux pays. À une première vague – Venezuela (1998), Argentine (2003), Brésil (2003), Bolivie (2005), Uruguay (2005), Chili (2006), Équateur (2007), Nicaragua (2007), Salvador (2009) – a succédé une seconde – Mexique (2018), Argentine (2019), Bolivie (2020), Pérou (2021), Chili (2022)... Au-delà de leur ancrage assumé à gauche, ces expériences sont diverses, tant en ce qui concerne les orientations qu'elles revendiquent que les contextes dans lesquels elles se sont déroulées.

Pour autant, toutes ces tentatives plus ou moins ambitieuses de transformation sociale ont eu en commun l'obligation de se confronter aux structures et aux logiques de fonctionnement d'un capitalisme dépendant, exerçant des effets adverses sur la possibilité de mise en œuvre de projets d'émancipation à l'échelle nationale et régionale. Ce dossier était l'occasion de proposer une réflexion en forme de point d'étape sur le bilan, les contraintes et les perspectives des projets progressistes en Amérique latine. Pour cela, les contributeurs ont choisi d'appréhender ces questions selon différents angles et en laissant

la parole à un large spectre d'analyses critiques, au travers de cas nationaux et de sujets plus transversaux.

### LES PROBLÈMES DU DÉVELOPPEMENT EN AMÉRIQUE LATINE

Schématiquement, les économies latino-américaines font face à deux problèmes majeurs qui entravent leur développement : de très fortes inégalités et la spécialisation primo-exportatrice. Cette situation vient de loin. On peut en retracer l'origine dans la colonisation ibérique, au cours de laquelle les territoires de l'empire ont été connectés aux économies métropolitaines en tant que fournisseurs de produits primaires (agricoles et miniers), porteurs d'une rente de la terre. Les populations indigènes asservies et afrodescendantes esclavagisées ont été subordonnées au pouvoir d'élites issues des pays colonisateurs qui s'approprièrent les ressources. Avec les indépendances, au XIX<sup>e</sup> siècle, les élites créoles s'émancipent de la tutelle métropolitaine et conquièrent le monopole du pouvoir politique, tout en s'articulant plus étroitement aux économies capitalistes dominantes de l'époque (la Grande-Bretagne puis les États-Unis). La spé-

cialisation primo-exportatrice est approfondie. Les inégalités internes, loin de se résorber, s'aggravent : le pouvoir métropolitain, qui posait certaines limites à l'exploitation des populations indigènes, ne joue plus le rôle de tiers régulateur dans les rapports entre indigènes et créoles, laissant à ces derniers le champ libre pour accentuer l'exploitation des populations autochtones et s'appropriier les terres.

Au XX<sup>e</sup> siècle, le développement du capitalisme en Amérique latine prend ainsi une voie particulière. Alors qu'en Europe l'expansion industrielle est stimulée par la croissance du marché intérieur et l'exportation de produits manufacturés, l'industrialisation de l'Amérique latine est étroitement dépendante du va-et-vient des exportations de produits primaires – notamment en raison de l'instabilité des prix et des volumes exportés – et peine à se doter d'un dynamisme endogène. Le retard technologique et industriel de ces pays se combine à l'insuffisance des débouchés internes, accentués par de très fortes inégalités. Les premiers noyaux d'industrie moderne apparaissent autour des activités primo-exportatrices. Ces dernières exercent des effets d'entraînement sur l'industrie et les activités liées au marché intérieur.

Ultérieurement, dans le cadre des politiques d'industrialisation par substitution d'importations (ISI) mises en place massivement à partir des années 1930, c'est toujours la rente de la terre qui permet d'obtenir les devises pour financer l'importation des moyens de production dont a besoin l'industrie. Néanmoins, l'industrie produit essentiellement pour un marché intérieur protégé et de faible taille, dominée par la demande de strates à hauts revenus, et à l'aide de technologies obsolètes. Par conséquent, les économies d'échelle restent limitées. De plus, les créations d'emplois sont insuffisantes pour absorber une population active en augmentation, dont une grande part trouve refuge dans des activités de survie dans les zones rurales ou en ville. Ce mode de développement pose rapidement des problèmes de balance des paiements. Les importations augmentent trop vite, stimulées par la surévaluation du taux de change, tandis que les devises nécessaires à l'industrialisation

ne peuvent pas être obtenues *via* l'exportation de produits manufacturés car ces derniers restent peu compétitifs. En outre, la demande des pays centraux pour les produits primaires est atone ou instable, et les prix mondiaux de ces produits tendent à évoluer défavorablement comparativement à ceux des produits manufacturés.

Dans cette situation, les économies latino-américaines vont s'ouvrir de plus en plus au capital étranger. Premièrement, les investissements directs des entreprises transnationales du « centre » s'accroissent, au prix d'une aliénation des centres de décision économiques de plus en plus manifeste. Deuxièmement, les États et les entreprises vont s'endetter massivement à l'extérieur. Un « piège de la dette » se referme sur ces économies dans les années 1980 et les soumet à des ingérences croissantes de la part des institutions financières internationales (IFI), FMI et Banque mondiale contrôlées par les États-Unis, imposant des « réformes » aux effets délétères en contrepartie de nouveaux crédits ou de renégociations de la dette externe.

« Les gouvernements dits “progressistes” ont souvent été tentés d'user d'expédients et ont hésité à s'attaquer aux fondements du pouvoir des classes possédantes latino-américaines – au risque de se limiter à ne réformer que des aspects périphériques du capitalisme dépendant. »

La néolibéralisation brutale de ces économies, réalisée avec la complicité d'élites antipatriotiques et prédatrices, aggrave les effets de la crise et casse la dynamique de croissance. Les IFI poussent les économies latino-américaines à se recentrer sur leurs « avantages comparatifs » – c'est-à-dire à produire pour les besoins des centres – de façon à exporter davantage et à rem- ▶▶

►► boursier la dette. Cela crée les conditions d'une reprimarisation de ces économies et/ou d'une réorientation de l'industrie vers la sous-traitance internationale, au détriment des activités orientées vers le marché intérieur. En même temps, la libéralisation et l'ouverture financières accentuent la volatilité macroéconomique (notamment *via* leur action procyclique sur le taux de change) et facilitent le drainage vers les centres et les paradis fiscaux des capitaux dont les pays latino-américains auraient tant besoin pour se développer.

### LA NÉCESSITÉ DE TRANSFORMATIONS PROFONDES

Pour les pays d'Amérique latine, les défis de transformation sociale sont immenses. Les inégalités et la spécialisation primo-exportatrice représentent deux obstacles de poids à surmonter, d'autant plus qu'ils apparaissent comme des éléments matriciels de toute une série d'autres problèmes (dépendance technologique, industrielle et financière, instabilité macroéconomique, problèmes récurrents de balance des paiements, fuite de capitaux et évasion fiscale, instabilité politique, problèmes environnementaux...). Pour cela, il est nécessaire de combiner des réformes de structure avec une stratégie de développement ambitieuse mais réaliste.

L'État devrait développer ses capacités de régulateur, de planificateur, de producteur de biens et services collectifs, de gestionnaire des secteurs stratégiques ; et renforcer le système fiscal en affirmant son caractère progressif. Les institutions monétaires et financières gagneraient à être transformées pour permettre un financement d'activités créatrices d'emploi et susceptibles de générer une dynamique de croissance répondant aux besoins humains. Un autre aspect crucial – notamment dans des pays où l'agriculture est bien souvent le premier secteur fournisseur d'emplois – est lié à la nécessité de redistribuer les « actifs productifs » agricoles. Une réforme agraire, souhaitable dans bien des pays, ne pourrait toutefois être viable qu'en étant assortie de mesures d'accompagnement complémentaires (accès à l'eau, au crédit, assistance technique

et commerciale...). Enfin, il semble fondamental de gagner en autonomie stratégique vis-à-vis de l'impérialisme états-unien. Cela suppose de développer de nouvelles coopérations (notamment avec les pays « émergents ») et d'approfondir l'intégration régionale.

La mise en œuvre de telles mesures représente un épineux problème politique. Sur le plan externe, elles risquent de se heurter aux agressions impérialistes. Sur un plan interne, le processus de transformation devrait pouvoir s'appuyer sur un bloc social majoritaire et suffisamment puissant pour mettre en échec la contre-offensive des tenants du *statu quo*. Face à un tel défi, il n'est pas étonnant que les gouvernements dits « progressistes » aient souvent été tentés d'user d'expédients et aient hésité à s'attaquer aux fondements du pouvoir des classes possédantes latino-américaines – au risque de se limiter à ne réformer que des aspects périphériques du capitalisme dépendant.

### LES PROGRESSISMES LATINO-AMÉRICAINS EN PERSPECTIVE

Au vu de leurs « avantages comparatifs » actuels, il semble qu'on peut dessiner à gros traits trois voies de développement ouvertes aux pays latino-

américains pour parvenir à accroître leur autonomie stratégique, diffuser le progrès technique et augmenter le bien-être de la population. Néanmoins, les contraintes du capitalisme dépendant semblent empêcher de viser simultanément ces trois objectifs à court terme.

Une première possibilité consisterait à utiliser les recettes issues des exportations de produits primaires pour accroître le bien-être de la population en mettant de côté l'ambition de la diversification productive à court terme (ce qu'ont fait les Cubains dans les années 1960, avec la

canne à sucre). Une telle stratégie, redistributive, miserait sur l'amélioration des droits sociaux, de l'éducation, de la santé, des infrastructures, entre autres, pour permettre à terme de dynamiser l'économie et de développer des activités plus intensives en technologie. La réussite de cette stratégie est suspendue à la possibilité de capter un montant de rente élevé. De plus, la

« Toutes les tentatives de transformation sociale en Amérique latine ont eu en commun l'obligation de se confronter aux structures et aux logiques de fonctionnement du capitalisme, contrariant la mise en œuvre de projets d'émancipation. »

création d'emplois et les possibilités de générer un rattrapage technologique seront probablement limitées à court terme : les entreprises étrangères seront probablement attirées essentiellement dans les secteurs liés à la primo-exportation ou dans les secteurs abrités produisant pour le marché intérieur.

Les ressources d'exportation pourraient également être utilisées pour diversifier les activités productives grâce à des subventions directes ou indirectes. Les décideurs parieraient ici sur le fait que la stimulation des investissements et le développement d'activités nouvelles pourraient favoriser la création d'emplois et l'apprentissage sur le tas, permettant un rattrapage technologique progressif à partir d'une situation initiale de relative protection commerciale. Le risque serait de voir se constituer une industrie inefficace, dépendante de transferts de rente. De plus, cela suppose également que les recettes d'exportation demeurent à un niveau suffisant. L'expérience de l'ISI montre, au contraire, que la diversification productive réalisée avec l'aide du capital étranger ne garantit pas le renforcement de l'autonomie technologique et industrielle. Aujourd'hui, une telle voie semble en partie barrée par le caractère libre-échangiste des normes régissant le commerce international, défendues en particulier par l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Une troisième voie, celle du capitalisme de soustraitance, miserait sur la baisse du coût salarial total pour développer l'industrie et diversifier l'économie. Cela pourrait favoriser des transferts de technologie et une montée en gamme des exportations, permettant à terme d'augmenter les salaires et d'améliorer le niveau de vie. Le risque serait ici de voir se développer une exploitation capitaliste effrénée, générant des troubles sociaux et politiques ou favorisant un raidissement autoritaire. Le pays pourrait se voir piégé dans une « trappe des revenus moyens », avec impossibilité d'augmenter les salaires pour ne pas risquer de voir s'enfuir les entreprises transnationales. Pour l'instant, les progressistes latino-américains semblent avoir favorisé des trajectoires combinant des éléments des deux premiers types (utilisation des recettes d'exportation pour améliorer le bien-être social et, dans une moindre mesure, pour promouvoir l'industrialisation des matières premières et développer des activités industrielles centrées sur le marché intérieur). Il faut reconnaître l'importance des efforts réa-

lisés par nombre de gouvernements pour rétablir une certaine souveraineté et une capacité de gestion sur des secteurs stratégiques (particulièrement en ce qui concerne les ressources du sous-sol), pour renforcer et rendre plus juste le système fiscal, développer la protection sociale, promouvoir l'intégration régionale et de nouvelles coopérations sud-sud, créer des alternatives en matière monétaire et financière....

« Au cours des années 2010, lorsque les prix des matières premières se sont retournés, les gouvernements progressistes ont été fragilisés politiquement et un espace s'est ouvert pour le retour d'une droite revancharde. »

Pour autant, les avancées dans ces domaines sont restées bien souvent limitées et, surtout, les réformes de structure ne sont pas allées jusqu'à remettre en cause les rapports de propriété dans le domaine de la production. Au cours des années 2010, lorsque les prix des matières premières se sont retournés, les gouvernements progressistes ont été fragilisés politiquement et un espace s'est ouvert pour le retour d'une droite revancharde qui s'est acharnée à détruire certaines réalisations prometteuses des gouvernements progressistes ou à empêcher le retour au pouvoir de la gauche.

#### **ENTRE RÉFORMES ET RÉVOLUTIONS : PERSPECTIVES POUR LA GAUCHE EN AMÉRIQUE LATINE**

Ce que montre l'histoire de la gauche en Amérique latine, c'est la quasi-impossibilité du réformisme dès lors qu'il est perçu comme une menace à la domination des élites locales et des États-Unis. Depuis la tentative de Jacobo Árbenz de mettre en œuvre une réforme agraire en 1954 au Guatemala contre les intérêts de la United Fruit Company, tous les gouvernements ayant tenté une sortie « réformiste » du capitalisme dépendant ont été impitoyablement renversés par des coups d'État, des « sanctions » économiques et des opérations de déstabilisation coordonnées et/ou soutenues par les États-Unis ▶▶

►► (l'exemple le plus connu étant probablement le Chili de 1973). Les seules expériences progressistes qui ont duré dans le temps n'ont pu le faire qu'en affrontant avec une grande abnégation et au prix d'énormes sacrifices la réaction des élites locales et les agressions impérialistes. On pense en premier lieu à Cuba, mais aussi à la Bolivie, au Venezuela et au Nicaragua.

Pour autant, au XXI<sup>e</sup> siècle, aucune expérience de gauche n'a pour l'instant eu la capacité ou l'ambition de remettre en cause le capitalisme, en dehors bien sûr du cas historique cubain. Tous les gouvernements de la vague rose ont été amenés à s'associer de façon plus ou moins étroite à des groupes d'intérêt capitalistes tirant profit d'un accès privilégié à l'État ou bénéficiant des politiques de développement mises en œuvre. Ce faisant, les gouvernements progressistes ont été contraints d'infléchir leurs projets pour les faire correspondre aux intérêts de fractions de la bourgeoisie. D'où l'ambivalence de certaines de ces expériences : progrès sociaux, redistribution et en même temps politiques d'attractivité orientées vers le capital étranger, signature de traités de libre-échange, contre-réformes du code du travail, refus de porter atteinte à des intérêts constitués en redistribuant l'eau et la terre, etc.

Ernesto Che Guevara disait que la révolution est comme une bicyclette, et qu'elle tombe quand on cesse de pédaler. Dans le cas latino-américain,

la question se pose de savoir jusqu'à quel point un processus d'inclusion, basé sur la redistribution des revenus et l'association avec des groupes capitalistes structurellement ambigus, est susceptible d'induire une adhésion durable

---

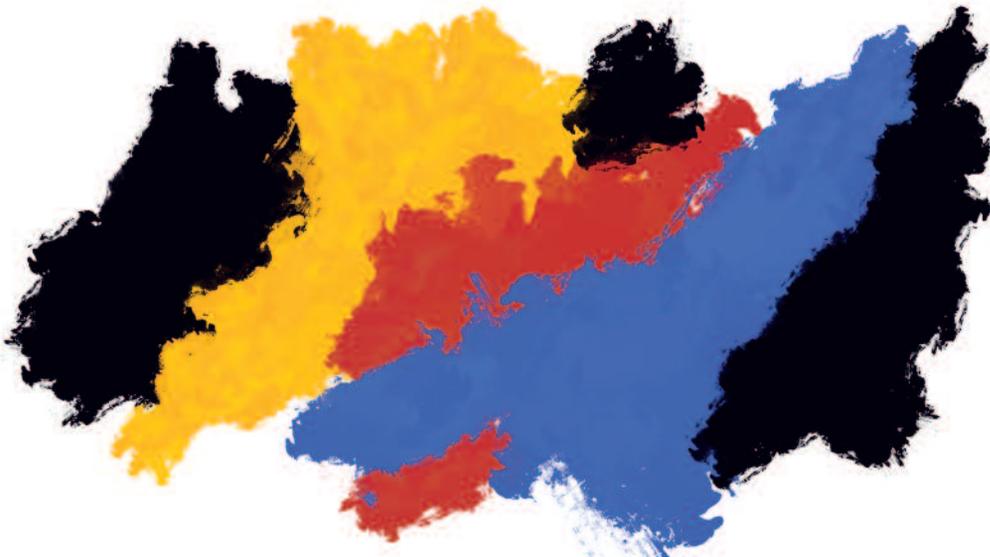
« La néolibéralisation brutale de ces économies, réalisée avec la complicité d'élites antipatriotiques et prédatrices, aggrave les effets de la crise et casse la dynamique de croissance. »

---

des populations, au-delà d'un boom des prix des matières premières et sans une remise en cause en profondeur des inégalités dans le domaine de la production. La deuxième vague progressiste sera probablement confrontée aux mêmes dilemmes. Seuls les peuples latino-américains et leurs organisations détiennent les clés de ce problème crucial. ■

\*Élodie Lebeau et Constantin Lopez

sont membres du comité de rédaction de *Cause commune*. Ils ont coordonné ce dossier.



# Vers de nouveaux progrès et de nouvelles coopérations

Considérant l'Amérique latine comme leur « arrière-cour », les États-Unis n'ont jamais cessé de vouloir s'immiscer dans les affaires intérieures des pays latinos et sud-américains mais les évolutions récentes peuvent entraver leur influence.

PAR **CÉCILE DUMAS\***

**A**u cours de leur histoire et jusqu'à aujourd'hui, les peuples et pays d'Amérique latine ont connu de nombreux et douloureux épisodes de déstabilisation politique, de coups d'État appuyés par les ambitions hégémoniques des États-Unis et subi des politiques néolibérales dévastatrices. Ils ont aussi expérimenté des luttes émancipatrices originales et porté au pouvoir des forces de gauche et de transformation sociale coalisées. Même si, au cours des années 2010, la contre-offensive réactionnaire et ultraconservatrice a triomphé, souvent dans la violence, de l'Équateur au Brésil, en passant par la Colombie et la Bolivie, les mouvements et soulèvements populaires dans plusieurs pays de la zone (Chili, Bolivie, Mexique, etc.), débouchant pour un certain nombre sur des victoires électorales, au cours des deux dernières années, ont singulièrement rebattu les cartes.

Ces récents changements politiques nationaux et le regain de processus régionaux ou internationaux pourraient venir réduire encore l'influence nord-américaine déjà en difficulté et ouvrir des perspectives nouvelles de progrès et de coopérations régionales.

## LES AVANCÉES ET REPLIS DES ANNÉES 2000

En 1959, Cuba a ouvert le ban de la libération des peuples du sud et latino-américains avec la victoire de sa révolution sur la dictature de Batista, devenant le point de référence obligé des luttes et des projets d'émancipation du continent. Les décennies qui suivirent en portent la

trace, tout comme les dynamiques de résistance politique et les mouvements sociaux.

Dans les années 1960-1970, les difficultés rencontrées par l'industrialisation mirent en doute la possibilité d'un développement capitaliste autonome des pays latino-américains. Face à la montée des revendications de masse apparaissent des dictatures militaires violemment anti-communistes et socialement régressives dans le Cône Sud et au Brésil. Les années qui suivent sont marquées par l'essor de revendications

---

« En dépit des difficultés créées dans le contexte pandémique, l'intervention des populations, le nouveau cycle électoral et de nouveaux processus régionaux et internationaux peuvent contribuer à réduire l'influence états-unienne sur les pays d'Amérique latine. »

---

démocratiques, anti-impérialistes, et, de plus en plus, par des contestations du néolibéralisme. De nouvelles formations politiques voient le jour, en expression et prolongement politique des mouvements sociaux : le Parti des travailleurs (PT) au Brésil (1980), le Mouvement vers le socialisme (MAS) en Bolivie (1997), ou encore Alianza País en Équateur (2006). ▶▶

► Alors que ces changements semblaient prometteurs de dynamiques durables de développement humain, démocratique, social, environnemental, ils n'ont pas pu empêcher la contre-offensive des droites latino-américaines. Que s'est-il passé ? Les gauches latino-américaines ont buté sur un certain nombre d'obstacles politiques et socio-économiques. D'abord, l'arrivée au pouvoir de ces formations a paradoxalement fragilisé les mouvements sociaux qui les ont portées au pouvoir. On peut, par exemple, noter un phénomène d'« absorption » par les institutions politiques formelles de nombreux dirigeants des mouvements sociaux, affaiblissant de ce fait les structures de ces derniers, faute de relève. Ensuite, bien que les nouvelles Constitutions aient joué un rôle essentiel dans l'initiation de changements structurels, les transformations politiques ont bien souvent été insuffisantes et les tentatives de transformation de l'économie sont restées timides. La première vague des progressismes latino-américains a bénéficié d'une conjoncture économique favorable, marquée par la hausse des prix et de la demande mondiale des matières premières (liée notamment à l'essor chinois) et par des bas taux d'intérêt mondiaux. Ces facteurs ont joué un rôle clé pour la stabilisation des gouvernements progressistes, permettant un progrès social sans remise en cause décisive des structures injustes et inefficaces entravant le développement de ces pays. L'accroissement des marges de manœuvre budgétaires des États, les créations d'emplois et des politiques déterminées de redistribution du revenu ont permis à des millions de personnes de sortir de la « pauvreté extrême » et de la « pauvreté simple ». Dans le même temps, les catégories plus aisées de la population se sont, elles, considérablement enrichies, par exemple au Brésil ou au Venezuela, générant des doutes au sein des mouvements populaires et des acteurs sociaux. De même, la dépendance aux exportations de matières premières est restée inchangée. L'embellie économique a réduit les moyens de pression de la Banque mondiale et du FMI pour influencer sur les politiques économiques des pays latino-américains. Pour autant, le capital transnational a su trouver de nouvelles possibilités de profits et d'accumulation, et les institutions financières internationales, en bons soldats de l'impérialisme, n'ont pas renoncé à peser sur les orientations économiques aux échelles natio-

nales et régionales par la promotion de politiques néolibérales.

Ces contradictions vont traverser l'ensemble des pays de la région. Le continent, loin de s'unifier, est tiraillé entre des logiques en partie contradictoires. Aux perspectives d'intégration de la *Patria grande* et aux revendications de souveraineté nationale anti-impérialistes, s'oppose un projet d'intégration approfondie avec l'Amérique du Nord avec, pour slogan : « L'Amérique aux Américains ». En parallèle, les projets d'intégration visant à renforcer des marchés « sous-régionaux » (Cône Sud, pays andins, Amérique centrale) ne disparaissent pas. Les processus d'intégration dans la période restent donc particulièrement complexes, fragmentés et, en définitive, fragiles.

---

« Les gauches latino-américaines ont buté sur un certain nombre d'obstacles politiques et socio-économiques. »

---

Les pays progressistes opteront pour la première visée avec la constitution de l'Union des nations sud-américaines (UNASUR), de la Communauté d'États latino-américains et caraïbes (CELAC) puis de l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (ALBA), cadres régionaux venant s'ajouter à une architecture institutionnelle déjà stratifiée et arborescente. Dans cette perspective sont envisagées des coopérations sur une base de réciprocité et de respect des souverainetés entre des pays inégalement dotés en ressources pour parvenir à un développement partagé sur un pied d'égalité. Pour autant, ces initiatives ne sont pas encore parvenues à créer de nouvelles logiques supplantant les inerties héritées de l'histoire de la région.

Pour les pays néolibéraux, l'Organisation des États américains (OEA), dont le siège est à Washington, reste une organisation régionale de référence sur le plan politique. Cette officine, systématiquement favorable aux gouvernements ultralibéraux et/ou d'extrême droite, a été abondamment utilisée par le président Donald Trump dans ses attaques contre les forces progressistes latino et sud-américaines. Par ailleurs, l'échec

de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) n'a pas signifié la fin des perspectives d'intégration économique dans une optique néolibérale, avec notamment la perspective de la constitution d'une zone de libre-échange intégrant à terme les pays de l'Alliance du Pacifique (créée en 2011) avec les États-Unis et d'autres pays de la zone Océanie-Pacifique.

Les stratégies de développement des pays gouvernés par les gauches latino-américaines sont loin d'avoir été homogènes. Si certaines ont revendiqué la volonté de transformer le système productif pour promouvoir une industrie nationale et renforcer le marché intérieur, comme en Bolivie, en Équateur ou au Nicaragua, d'autres semblent avoir misé sur un type de social-démocratie mettant l'accent sur la redistribution, comme au Brésil, en Argentine ou en Uruguay. Le Venezuela a, quant à lui, choisi une voie originale : Chávez, avec les revenus du pétrole, organisa divers types de missions en direction des plus pauvres dans les domaines des services publics, de l'économie sociale ou de l'agriculture des peuples indigènes.

Mais aucune de ces expériences n'a pu dépasser la logique de la rente (minière, pétrolière, agricole...), au détriment de l'évolution structurelle nécessaire au développement industriel national. Tous ces « modèles » demeureront dans le cadre d'une économie mixte en conservant la pluralité des opérateurs publics et privés, en particulier dans les domaines de l'éducation et de la santé, et ne viendront pas à bout d'une économie informelle très importante.

Faisant feu de ces fragilités, une nouvelle vague conservatrice s'est engagée en Amérique latine, mais cette dernière semble d'autant moins inéluctable qu'elle a déjà subi plusieurs revers sérieux et perdu de son actualité.

### **VERS DE NOUVEAUX PROGRÈS ET DE NOUVELLES COOPÉRATIONS ?**

Fin 2019, plusieurs pays ont vu exploser les colères contre les inégalités sociales insupportables, contre les confiscations du pouvoir, les inégalités de droits et de libertés, la corruption, l'autoritarisme, les violences faites aux femmes : Bolivie, Chili, Colombie et Équateur auxquels s'est ajouté, en 2021, le Pérou.

Ces mouvements sociaux en particulier de la jeunesse, des femmes et des peuples indigènes, souvent violemment réprimés, ont porté des aspirations profondes de changement de société

et se sont poursuivis au-delà de la pandémie, la crise sanitaire précipitant d'ailleurs les peuples du continent dans de graves difficultés sociales et, à nouveau, dans la grande pauvreté.

À ce sujet, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), par l'intermédiaire de sa secrétaire exécutive, Alicia Bárcena, explique qu'il faudra mettre en œuvre des politiques universelles, redistributives et solidaires pour éviter une nouvelle décennie perdue. Une recommandation dont pourrait s'inspirer également la France, qui est membre de cette commission régionale de l'ONU par la présence de certains de ces départements-régions d'outre-mer sur le continent.

Dans le feu de ces années de crise économique et de crise sanitaire, nombreuses sont les forces de transformation sociale et d'émancipation qui, en Amérique latine, ont cherché à construire de nouveaux rassemblements politiques et à contribuer à ce que les constructions régionales solidaires franchissent de nouvelles étapes, que de nouveaux liens s'établissent entre mouvements sociaux et décisions politiques.

---

« Les mouvements sociaux en particulier de la jeunesse, des femmes et des peuples indigènes, souvent violemment réprimés, ont porté des aspirations profondes de changement de société et se sont poursuivis au-delà de la pandémie. »

---

Ces mouvements populaires ont certainement favorisé la victoire du MAS fin 2020 en Bolivie, et le retour de la démocratie et de l'État pluri-national avec Luis Arce et son vice-président, David Choquehuanca, après le putsch conduit par Jeanine Añez avec le soutien actif de l'administration Trump. L'élection, en août 2020, de Luis Abinader en République dominicaine est aussi l'aboutissement d'un mouvement massif de contestation dit des « marches vertes » contre la corruption de l'ancien président au pouvoir depuis seize ans. ►►



►► Le cas le plus marquant de l'influence des mouvements sociaux est certainement celui du Chili où le président Sebastián Piñera a été obligé de convoquer un référendum pour se prononcer sur un changement constitutionnel. Celui-ci a été suivi par des élections présidentielle et parlementaires qui ont vu un gouvernement progressiste, mené par Gabriel Boric, arriver au pouvoir. Aux côtés de l'Assemblée constituante composée de représentants élus par la population, le Chili progressiste se met aujourd'hui au travail pour en finir définitivement avec les restes de la dictature militaire. Le référendum sur la nouvelle Constitution, prévu le 4 septembre prochain, augure un moment d'intenses débats politiques au cœur du processus de changement commencé par les mouvements de jeunesse, des femmes, des peuples autochtones et des organisations de gauche.

Tous ces bouleversements, l'intervention des populations dans toute leur diversité, le nouveau cycle électoral, de nouveaux processus régionaux et internationaux, peuvent contribuer à réduire un peu plus l'influence états-unienne sur les pays d'Amérique latine, en dépit des difficultés créées dans le contexte pandémique et qui ont accentué la vulnérabilité externe de nombre de pays périphériques.

« Les stratégies de développement des pays gouvernés par les gauches latino-américaines sont loin d'avoir été homogènes. »

Les appels et annonces de boycott du nouveau sommet des Amériques de juin 2022 organisé par Joe Biden en sont une manifestation explicite. Le président états-unien doit faire face à une solidarité régionale revendiquée par de nouveaux acteurs du continent, exprimée par exemple par

Andrés Manuel López Obrador, président mexicain, qui refuse de faire le déplacement si Cuba, le Nicaragua et le Venezuela ne sont pas invités.

Les gauches latino-américaines retrouvent une dynamique de progression et, de ce point de vue, la situation de la Colombie, grande alliée de Washington, sera à observer de près, tout comme celle du Brésil, avec la réélection possible de Lula en octobre prochain.

C'est donc une nouvelle période qui peut s'ouvrir, fin 2022, vers de

nouveaux progrès sociaux et de nouveaux droits pour les peuples latino-américains mais aussi vers de nouvelles coopérations régionales avec, peut-être, un renforcement de la CELAC et de nouvelles perspectives en matière de relations internationales. Tout ce que les États-Unis sous la conduite de Joe Biden chercheront sans doute – et à quel prix ? – à faire échouer. ■

\*Cécile Dumas est responsable adjointe du secteur international du PCF. Elle a la charge des questions migratoires et de l'Amérique latine.

# Fin et suites : vers une deuxième vague de gouvernements progressistes en Amérique latine ?

Après une période régressive, les résultats électoraux de la gauche dans un certain nombre de pays pourraient annoncer un retour des processus d'émancipation, mais le contexte international, le poids pris par les droites extrêmes laissent planer beaucoup d'incertitudes.

PAR **FRANCK GAUDICHAUD** ET **THOMAS POSADO\***

**L**a victoire du libéral Mauricio Macri en Argentine en 2015, l'élection du député d'extrême droite Jair Bolsonaro au Brésil en 2018 après l'*impeachment* abusif de 2016 contre Dilma Rousseff, le coup d'État contre Evo Morales en Bolivie en 2019 et le retour au pouvoir de la droite uruguayenne après quinze années de gouvernement du Frente Amplio semblaient augurer d'un retour des droites au pouvoir en Amérique latine. Cette conjoncture sociopolitique régressive pour les gauches de gouvernement était également marquée par l'effet de la crise du capitalisme mondial, débutée au Nord en 2008, et qui atterrit avec force dans la région à partir de 2013-2014, clôturant le cycle postnéolibéral ouvert notamment par Hugo Chávez (Venezuela), Lula (Brésil) et Rafael Correa (Équateur).

## UN RETOUR EN FORCE DE PERSPECTIVES PROGRESSISTES ?

Pourtant, l'élection historique d'Andrés Manuel López Obrador en 2018, mettant fin à près d'un siècle de la « dictature parfaite » du Parti révolutionnaire institutionnel au Mexique, le retour d'un péronisme de centre-gauche au pouvoir en Argentine en 2019, la fin du gouvernement putschiste bolivien grâce à un nouveau succès électoral du parti d'Evo Morales en 2020 et les victoires de Pedro Castillo au Pérou, de Xiomara Castro au Honduras et de Gabriel Boric au Chili semblent augurer d'une nouvelle vague de gouvernements progressistes en Amérique latine. Le « tournant

conservateur » paraît avoir du plomb dans l'aile, confirmant ainsi certaines analyses du sociologue et ex-vice-président de la Bolivie, Álvaro García Linera, quant aux fluctuations, avancées et reculs – telles des marées – des gauches et des progressismes latino-américains, et par là même, selon lui, de la possibilité même de révolutions démocratiques et décoloniales.

« L'Amérique latine est entrée dans une zone de turbulences et de forts affrontements de classe. »

Le moment actuel semble d'autant plus favorable à un retour en force de perspectives progressistes que les sondages donnent désormais les candidats de gauche favorisés des prochaines élections présidentielles en Colombie (avec Gustavo Petro et Francia Márquez) et au Brésil (avec Lula pour le Parti des travailleurs). Peut-on, dans ces conditions, parler d'un nouvel « âge d'or » des gouvernements progressistes latino-américains enterrant définitivement l'idée d'une « fin de cycle », concept âprement débattu dans le champ intellectuel critique sud-américain il y a quelques années, et largement abandonné depuis ? ▶▶

« La menace impérialiste n'est pas effacée : les blocus dont souffrent Cuba et le Venezuela et le rejet que subissent les migrants centre-américains en témoignent. »

► Au-delà de la grande diversité des expériences qui sont parfois comprises dans ces processus, il est évident que cette nouvelle vague de victoires électorales progressistes ravive les couleurs des gauches latino-américaines (tout au moins celles qui ont pour objectif la conquête électorale du pouvoir d'État) des dernières décennies. Ceci alors que plusieurs expériences emblématiques apparaissent éloignées de la ferveur qui les avait portées au pouvoir, dans des configurations toutefois bien différentes et selon des temporalités propres à chaque processus. Ainsi, à rebours de la révolution sandiniste, le clan de Daniel Ortega a mis en place un népotisme brutal. Au Venezuela, le souvenir d'Hugo Chávez paraît lointain lorsqu'on observe la dollarisation rampante, dénoncée notamment par le Parti communiste vénézuélien dans un contexte d'effondrement économique et de sanctions impérialistes états-uniennes. Á Cuba, les effets conjugués de la pandémie (particulièrement destructrice dans une économie dépendante du tourisme) et du blocus ont débouché sur une manifestation d'une ampleur inédite le 11 juillet 2021, dont la répression a remis sur le devant de la scène la question du pluralisme politique dans la plus grande île des Caraïbes. Dans le sillage de mouvements sociaux et populaires puissants à partir de l'automne 2019 dans des États néolibéraux qui semblaient condamnés à être des alliés fidèles des États-Unis, des gauches unies en Colombie (coalition entre le Parti communiste, Colombie humaine et Union patriotique) et au Chili (coalition entre le Parti communiste, des écologistes régionalistes et le Front large) ont réussi à s'imposer électoralement face aux oligarchies ou sont en passe de le faire. Par ailleurs, les trajectoires de la lutte sociale jusqu'au palais

« La puissance des mouvements populaires peut être la clé afin de dépasser les obstacles, qu'ils soient économiques, institutionnels ou politiques. »

présidentiel de Pedro Castillo (syndicaliste péruvien, enseignant d'une région rurale et indigène) et de Gabriel Boric (leader chilien du mouvement étudiant de 2011) sont aussi « disruptives » que celles de Lula et Evo Morales (tous deux syndicalistes, indigène dans le cas du président bolivien) avaient su l'être à l'orée des années 2000. Cette nouvelle vague ne saurait pourtant être idéalisée : la droite équatorienne a emporté l'élection présidentielle de 2021 face à une gauche divisée entre écologistes, indigènes et partisans de l'ancien président Correa ; la droite argentine a largement gagné les élections législatives de 2021 ; en Uruguay, la droite libérale gouverne depuis 2020 et consolide son pouvoir après quinze années de gouvernement social-démocrate (Front large).

#### DES MARGES DE MANŒUVRE LIMITÉES ET DES OBSTACLES INSTITUTIONNELS

À la différence des années 2000, ce « progressisme tardif » a toutefois des marges de manœuvre beaucoup plus limitées et des objectifs politiques largement revus à la baisse. Si les exécutifs du temps de Lula et Chávez ont pu bénéficier d'une période de relative abondance grâce au boom du prix des matières premières, les seconds arrivent au pouvoir dans une conjoncture économique beaucoup plus morose, dans un continent épuisé par les effets conjoints de la baisse du cours des matières premières et de la profonde crise sanitaire de la covid-19. On peut ajouter à cela des cas nationaux spécifiques. L'endettement massif de l'Argentine, lançant depuis la crise de 2001 et fortement aggravé par Mauricio Macri, auprès du FMI ces dernières années limite d'autant les ambitions de son successeur de centre-gauche, qui se refuse à dénoncer cette dette. Au Mexique, Donald Trump a imposé à Andrés Manuel López Obrador un chantage sur les exportations mexicaines en contrepartie d'une gestion répressive des flux migratoires provenant d'Amérique centrale. Enfin, une des causes des difficultés économiques majeures de Cuba et du Venezuela réside dans les mesures coercitives unilatérales impériales adoptées par ce même Donald Trump et jusqu'à présent maintenues par Joe Biden. Les nouveaux gouvernements progressistes ou de centre-gauche se heurtent également à des obstacles institutionnels : ni Pedro Castillo, ni

Gabriel Boric ne disposent de majorité parlementaire. La recherche de soutiens au sein des différentes chambres tend à aseptiser leurs programmes de changement vers un « extrême centre » qui risque d'alimenter rapidement mécontentements et désillusions du « peuple de gauche », à commencer par les classes populaires. Le président péruvien a même déjà dû essayer deux tentatives de destitution, pour l'heure avortées. Quant à Gabriel Boric, sa cote de popularité est déjà en berne, alors que s'approche la date fatidique du référendum du 4 septembre prochain destiné à valider la nouvelle Constitution en cours de rédaction (qui serait alors l'une des plus démocratique et « avancée » de l'Amérique latine). Enfin, obstacle politique considérable, l'émergence de l'extrême droite comme force majeure de certains pays peut s'avérer un danger mortel pour les processus d'émancipation. Au Brésil, le profasciste Jair Bolsonaro, s'il n'a pas réussi à s'implanter localement, menace de ne pas rendre le pouvoir en cas de défaite face à Lula en octobre prochain. Au Chili, le candidat d'extrême droite, José Antonio Kast, lui aussi nostalgique de la dictature militaire, est arrivé en tête du premier tour de l'élection présidentielle et a obtenu 44 % des suffrages exprimés au second. Au Pérou, les soutiens de Keiko Fujimori, fille de l'ancien autocrate, ont contesté durant de longs mois l'élection de Pedro Castillo, en tentant d'entacher sa légitimité. Les moteurs de ces forces politiques réactionnaires sont multiples. Dans certains pays, la revanche contre la gauche est une des caractéristiques majeures de celles-ci, en rejet du pouvoir jugé « corrompu » du PT au Brésil (qui l'était toutefois beaucoup moins que les partis de droite), contre le supposé « désordre » créé par le mouvement social chilien (en oubliant surtout la féroce répression étatique dont il a fait l'objet). Les millions de Vénézuéliens hors de leur pays sont la cible d'une xénophobie croissante au Chili et au Pérou. Enfin, le développement des Églises évangéliques contribuent à l'avancée des idées les plus réactionnaires sur les problématiques de genre. En réponse, les gauches cherchent parfois des alliances « contre-nature » : c'est le cas de Lula qui a choisi de s'unir avec une figure de la droite libérale pour affronter Bolsonaro. Toutefois, la puissance des mouvements populaires peut être la clé afin de dépasser ces obstacles, qu'ils soient économiques, institutionnels ou politiques. Le mouvement social chilien a su, à partir d'octobre 2019, rompre le cadre institutionnel

hérité de Pinochet avec une vague de manifestations qui a obtenu la convocation d'une Convention constitutionnelle chilienne ; la puissance des mouvements féministes a été décisive pour cela. La montée récente du prix des carburants a provoqué des manifestations réprimées dans le sang par le gouvernement Castillo au Pérou.

#### UNE ÈRE DE POLARISATION ET D'INCERTITUDES

Dans l'ensemble de l'aire latino-américaine, les enjeux d'émancipation d'un mode de développement « extractiviste », fondé sur les matières premières et l'extraction de biens communs naturels, schéma hérité de la colonisation ibérique, demeurent entiers. La place assignée à l'Amérique latine dans le cadre de la division internationale du travail du capitalisme mondialisé est celle d'un fournisseur de produits à faible valeur ajoutée, condamnant la région à des cycles d'abon-

---

« En temps d'abondance, les gouvernements progressistes actifs entre 2002 et 2015 ont pu redistribuer les revenus, mais sans s'en prendre aux possédants, ni transformer en profondeur la distribution des actifs productifs et les relations sociales de production capitalistes. »

---

dance et de crise, à la prédation de l'environnement et à la dépossession des terres des communautés indigènes. En temps d'abondance, les gouvernements progressistes actifs entre 2002 et 2015 ont pu redistribuer les revenus, mais sans s'en prendre aux possédants, ni transformer en profondeur la distribution des actifs productifs et les relations sociales de production capitalistes. En outre, dans la période actuelle, des réformes fiscales radicales et des audits sur le paiement des dettes extérieures seraient indispensables pour redistribuer durablement les richesses dans un continent qui reste le plus inégalitaire de la planète. Aucune des gauches de gouvernement actuelles n'a souhaité s'engager jusque-là sur un tel chemin, et encore moins assumer l'héritage ►►

►► « rupturiste » des gauches révolutionnaires des années 1960 et 1970.

Ce début de XXI<sup>e</sup> siècle a été le moment d'un basculement majeur de l'Amérique latine. La Chine est devenue le premier partenaire commercial de la plupart des pays de la région en lieu et place des États-Unis, ainsi qu'un prêteur alternatif aux institutions financières internationales placées sous la domination états-unienne. La menace impérialiste n'en est pas pour autant effacée : les blocus dont souffrent Cuba et le Venezuela et le rejet que subissent les migrants centre-américains en témoignent. Les échanges commerciaux avec la Chine, s'ils ne sont pas assortis d'une ingérence politique et militaire, n'en demeurent pas moins clairement asymétriques, tout comme le seront immanquablement ceux résultant du projet d'accord de libre-échange entre l'UE et le Mercosur en l'absence de transformations profondes du modèle de développement actuel. L'enjeu d'une intégration régionale « latino-américaniste » demeure central face à ces grandes puissances avides de s'appropriier les matières premières. Les gouvernements progressistes des années 2000 avaient su créer des institutions nouvelles (CELAC, UNASUR, ALBA-TCP) et conquérir une relative autonomie diplomatique que le retour des droites avait tenté d'éteindre.

L'objectif de ces nouveaux gouvernements progressistes est désormais de s'affirmer sur la scène

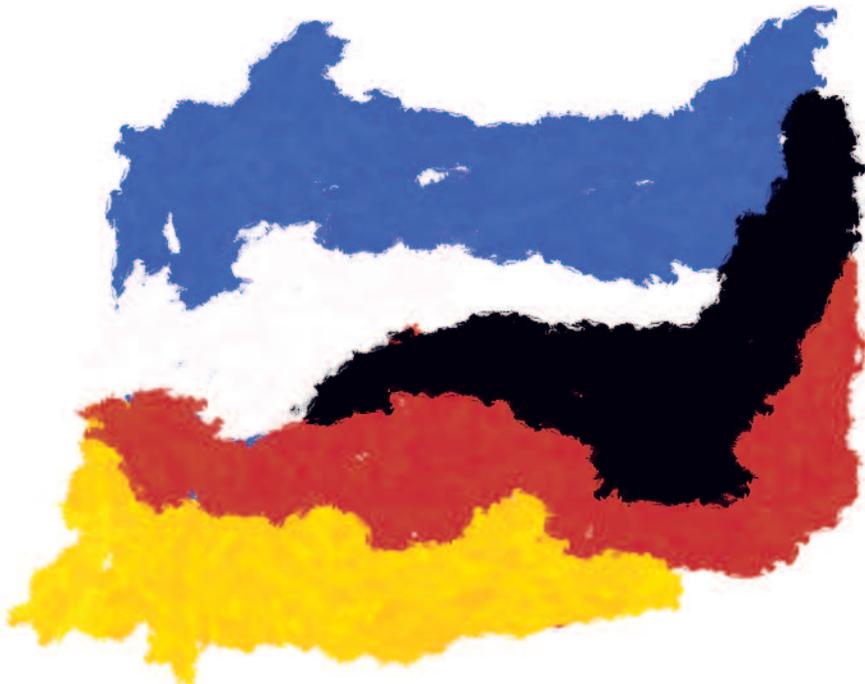
géopolitique mondiale à l'heure où les tensions sont majeures et de bâtir de manière concertée un mode de développement et productif caractérisé à la fois par le retour de la puissance publique, la redistribution fiscale, la coopération économique, les transferts technologiques et une transition écologique « postextractiviste ».

Plus qu'un retour des gauches au pouvoir, on observe ainsi une ère de polarisation et d'incertitudes. Nous sommes pour l'heure loin d'un nouvel âge d'or des gauches en Amérique latine : à l'inverse de ce qui se passait entre 2002 et 2015, il n'y a pas d'hégémonie de ces nouveaux exécutifs et moins de récits mobilisateurs pour un « autre monde possible ». La situation actuelle correspond plutôt à ce que Antonio Gramsci appelait une « crise organique » : lorsqu'une crise économique se poursuit, et que les gouvernants, quelle que soit leur couleur politique, ont des difficultés à obtenir le consentement de leurs populations dans un contexte où la coercition augmente de la part des États. Très clairement, l'Amérique latine est entrée dans une zone de turbulences et de forts affrontements de classe. ■

\***Franck Gaudichaud** est historien.

Il est professeur en histoire et études latino-américaines à l'université Toulouse-Jean-Jaurès.

**Thomas Posado** est docteur en sciences politiques à l'université Paris-8 et chercheur au Centre de recherches sociologiques et politiques.



# Au-delà de la critique de l'extractivisme

En évacuant le rôle régulateur de l'État, la critique du néo-extractivisme s'interdit de comprendre la stratégie à moyen terme des gouvernements progressistes.

PAR MAËLLE MARIETTE ET FRANCK POUPEAU\*

## LES VEINES ENCORE OUVERTES DE L'AMÉRIQUE LATINE ?

L'Amérique latine, généreusement dotée en ressources naturelles, a longtemps été reléguée au rôle de pourvoyeur de matières premières par les puissances coloniales occidentales puis par le capitalisme mondial. Face à cet héritage colonial, la dénonciation de telles pratiques, du Nord au Sud, par des réalisateurs, journalistes, artistes et même universitaires s'accompagne souvent d'un récit politique générique, quelle que soit la situation présentée : une entreprise transnationale, anonyme et sans scrupule ; des communautés indigènes en sursis et victimes de l'indifférence, voire de la complicité, des autorités étatiques ; un cri de désespoir contre une modernité prédatrice de toute force vitale. Si ce récit exerce une telle adhésion, ce n'est pas seulement parce qu'il produit une compassion évidente et immédiate pour les dominés, c'est aussi parce qu'il fournit une argumentation aisément accessible, au service d'une cause incontestable et universelle.

Ce récit politique ramène chaque conflit à un mal unique, et facilement identifiable : *l'extractivisme*, défini par l'intellectuel uruguayen Eduardo Gudynas comme « un mode d'extraction des ressources naturelles, à des volumes importants et à haute intensité, qui sont orientés essentiellement à l'exportation comme matières premières sans traitement ou avec un traitement minimal ». Cette notion ne s'applique pas seulement aux gouvernements conservateurs mais aussi aux gouvernements progressistes arrivés successivement au pouvoir en Amérique latine (Venezuela, 1998 ; Brésil, 2003 ; Argentine, 2003 ; Uruguay, 2005 ; Bolivie, 2006 ; Équateur, 2007), dont le point commun est une volonté de transformation sociale avec « un rôle plus actif de l'État », afin de réduire les inégalités et de lutter contre la pauvreté. Certains

de ces gouvernements comme ceux du Venezuela, de la Bolivie et de l'Équateur revendiquent de plus l'orientation vers un « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle ». Mais leurs prétentions à rompre avec le capitalisme seraient largement infondées, il s'agirait en réalité d'un « néo-extractivisme progressiste » qui ne ferait que reproduire les politiques néolibérales antérieures (en les habillant d'un vernis de redistribution sociale). La spécificité de ce néo-extractivisme serait, selon Gudynas, de réguler « l'appropriation des ressources à travers la nationalisation des entreprises et des matières premières, la révision des contrats et l'augmentation des droits d'exportation et des taxes. Il utilise en outre les revenus excédentaires pour [...] sécuriser le développement national et la souveraineté, réduire la pauvreté, accroître la participation sociale, diversifier les économies locales et garantir la stabilité politique ».

En réalité, l'État compensateur mis en place par les politiques extractives « accepte le capitalisme et considère que ses effets négatifs peuvent être rectifiés ou amortis » en croyant profiter du « boom des *commodities* » (matières premières) pour financer leurs idéaux de justice sociale et de redistribution. Les gouvernements progressistes auraient en fait retrouvé des formes de développement obsolètes, qui s'opposent à ce que le penseur vénézuélien Edgardo Lander désigne par « les notions de "bien vivre" (*sumak qamaña, suma kawsay*) issues des peuples indigènes andins et amazoniens », et qui ont été « incorporées aux luttes pour la défense des territoires, contre les monocultures, les transgéniques et les mines ». La notion de néo-extractivisme constitue désormais une sorte d'évidence permettant de disqualifier les gouvernements progressistes. Largement reprise par les activistes et les universitaires du Nord au Sud, elle est aussi instrumentalisée par ►►

- les oppositions de droite qui, en Amérique latine, valorisent sans scrupule la cause écologique au sein des luttes politiques nationales. On peut donc se demander ce qui a pu conduire certains intellectuels de gauche, initialement favorables aux projets de transformation sociale, à faire de ces gouvernements les principaux adversaires de la cause qu'ils étaient censés porter. Si l'on peut reconnaître des formes de déception envers les politiques menées, on peut s'interroger sur le rejet du progressisme porté par une notion comme celle de néo-extractivisme, qui selon l'intellectuelle argentine Maristella Svampa présente

« Changer une matrice productive prend du temps, au moins une génération : un temps que les échéances électorales ne laissent que rarement, en l'absence d'améliorations concrètes des niveaux de vie. »

L'avantage d'être à la fois analytique et mobilisatrice. On verra qu'elle n'est, en fait, ni l'une ni l'autre et qu'elle promeut une vision du monde conservatrice. À en croire Svampa, la notion de néo-extractivisme permettrait ainsi de rendre compte à la fois de la « crise économique » du capitalisme, de la « crise écologique » qui accompagne l'extension des territoires exploités, de la « crise de la démocratie » dans le monde, de la « crise géopolitique » provoquée par la transition hégémonique des États-Unis à la Chine, de la « crise du patriarcat » dans la sphère domestique et familiale, etc. Dès lors, les accusations de répression violente qu'exerceraient les gouvernements socialistes, qualifiés d'autoritaires, de productivistes et d'insensibles aux considérations environnementales portées par les militants écologistes et les populations indigènes, constituent l'essentiel d'une argumentation qui n'a pour elle que la distorsion des chiffres ou les assimilations abusives concernant la répression, et qui s'en remet, finalement, à l'exaltation d'un idéal de vie au sein de petites communautés proches de la nature pour incarner d'autres alternatives au développement capitaliste.

Les gouvernements progressistes ont parfois réprimé des mouvements contre leurs projets de modernisation, mais il est rarement fait cas de situations où certains leaders voulaient surtout conserver leurs prérogatives locales héritées des périodes néolibérales précédentes. Il faut aussi préciser que les critiques du néo-extractivisme profitent du caractère indéfendable de ces incidents pour amalgamer les conflits socio-environnementaux avec les assassinats de leaders écologistes qui ont eu lieu principalement dans d'autres pays. En effet, chaque année l'ONG britannique Global Witness publie un rapport qui recense le nombre d'assassinats de défenseurs de l'environnement (souvent des leaders indigènes ou des activistes) dans le monde. La plupart des textes qui dénoncent le néo-extractivisme font état de ces assassinats comme preuves à charge. Or, lorsqu'on regarde de plus près les chiffres du rapport de l'ONG en 2017, comme ceux des années précédentes et suivantes, on se rend compte que les assassinats se produisent principalement non dans les pays du prétendu « néo-extractivisme progressiste » mais en Colombie, au Guatemala, au Honduras, au Mexique, au Pérou et, évidemment, au Brésil (qui est un cas à part en raison de son histoire et de l'emprise des entreprises en Amazonie). Effectivement, l'ONG avance que beaucoup de crimes ont lieu dans des conflits contre des projets miniers et pétroliers, mais on peut regretter la confusion entretenue par les critiques du néo-extractivisme sur la criminalisation des luttes en ce qui concerne les pays responsables de la répression et des crimes contre les militants écologistes (« Land and environmental defenders: annual report archive » sur le site [globalwitness.org](http://globalwitness.org)).

#### LES GOUVERNEMENTS PROGRESSISTES AU PILORI

La réduction des conflits à un antagonisme entre les communautés indigènes et l'État au service des multinationales occulte la pluralité des intérêts en jeu. Plutôt qu'énumérer la liste de tous les conflits qui n'entrent pas dans le cadre de la critique du néo-extractivisme, on peut noter que les biais d'analyse qui en découlent conduisent à un cercle interprétatif : les mesures de redistribution sociales réalisées par les gouvernements progressistes sont réduites à des logiques clientélistes à visée électoraliste. L'accent mis sur la redistribution serait, selon Gudynas, un « piège assistentialiste » qui aurait pour effet non seulement d'habituer

les populations à des aides entravant leur autonomie, mais aussi de produire leur consentement envers des projets garants de l'augmentation des niveaux de vie. La critique du néo-extractivisme fonctionne ainsi comme la dénégation freudienne, elle n'a jamais tort : si une communauté s'oppose à un projet minier, le conflit est élevé au rang de « lutte exemplaire » ; si une autre communauté y adhère, c'est qu'elle a été « achetée » et « corrompue » (à tous les sens du mot). Cette critique campe, pour reprendre les termes de Frédéric Lordon, une « nouvelle scène de l'histoire », qui opposerait les méchants gouvernements progressistes et les bonnes communautés indigènes – « qui peut être contre ? ».

Les tentatives de régulation jouées par les États ne sont jamais mentionnées par les critiques du néo-extractivisme. Par exemple, en Bolivie, les lois minières de 2014 et 2016 promeuvent l'interdiction de contrats entre les coopératives et les transnationales, et tentent de réglementer les conditions de travail dans les mines (syndicalisation, salaires, etc.). Ce n'est pas défendre aveuglément ces tentatives de régulation que de dire que cette critique contribue même à occulter certaines dimensions constructives des actions de transformation sociale – et qu'elle (s') empêche par-là même de saisir tout un pan des alternatives politiques impulsées, souvent laborieusement, mais dans des contextes toujours hostiles, par ces mêmes gouvernements. N'est-ce pas ce que les forces de droite veulent justement éviter : que l'on mette en œuvre, et que l'on pense par la même occasion, de telles alternatives au développement capitaliste ?

En évacuant le rôle régulateur de l'État, la critique du néo-extractivisme s'interdit donc de comprendre la stratégie à moyen terme des gouvernements progressistes. Même Gudynas reconnaît « les premiers essais gouvernementaux dans la conception de plans pour transcender le développementalisme conventionnel », notamment ceux du secrétariat national de la Planification qui, en Équateur, a élaboré un plan national pour le bien vivre : « Au-delà de son applicabilité actuelle, il est important de noter que l'un de ses axes conceptuels est de sortir d'une économie postextractiviste pour passer à une autre basée sur les connaissances et les services ». Il ne précise cependant pas de quel métal seront faits les ordinateurs de ce nouvel âge

de l'économie, ni d'où proviendront le cuivre ou le lithium pour les fabriquer.

Ce qui est considéré comme une sorte d'enfermement dans les logiques productivistes répond pourtant, en Bolivie tout au moins, aux exigences de souveraineté nationale et d'industrialisation des ressources naturelles (telles le lithium), formulées dans l'« agenda d'octobre », qui est établi par les mouvements sociaux à la suite de la « guerre

du gaz » de 2003, et qui est repris par le parti de Evo Morales, le Movimiento al Socialismo (Mouvement vers le socialisme ou MAS), lors de l'élection de celui-ci à la présidence en 2005. Dès son arrivée au pouvoir, Evo Morales défend l'idée d'une extraction du lithium « 100 % national » dont le pays possède la plus grande réserve au monde. Son ambition est d'exporter le lithium, non à l'état brut, mais transformé en batteries produites sur place, à plus forte valeur ajoutée. En 2008,

le gouvernement bolivien est à l'origine d'un plan national d'industrialisation du lithium sous l'égide d'une entreprise nationale en développant une technologie locale, afin de ne pas dépendre de multinationales et de brevets étrangers. Pour y parvenir, l'État débourse près de 1 milliard de dollars (900 millions d'euros), soit l'un des investissements les plus importants de l'histoire du pays. Qui, dans le confort moral (et le conformisme logique) des condamnations sans appel assénées par les critiques du néo-extractivisme, mentionnera de tels dispositifs publics, ainsi que la volonté de préservation d'une souveraineté intellectuelle sur les innovations industrielles attentives à leurs effets sur leurs environnements immédiats ? ►►

« La critique du néo-extractivisme apparaît en accord avec l'idéologie néolibérale. »

## La « guerre du gaz » de 2003 en Bolivie

En octobre 2003, des manifestations contre un projet d'exportation du gaz bolivien vers le Chili déclenchent une répression violente qui fait près de soixante-dix morts dans la ville de El Alto. Les blocages qui s'ensuivent, menés notamment par les comités de quartier de la ville ainsi que les principales organisations syndicales, provoquent le départ du président Gonzalo Sanchez de Lozada et les mouvements sociaux se réunissent alors pour formuler une plateforme de revendications connue sous le nom d'agenda d'octobre.

► Qui, au-delà du dogme du « boom des *commodities* », prêterait attention au déclin des puits de gaz naturel en Bolivie (en 2021, la production est de 28 % inférieure à celle de 2014) et aux engagements concrets dans une transition vers des énergies renouvelables, avec par exemple l'installation de trois cent mille panneaux photovoltaïques répartis sur deux cent quatorze hectares dans la ville d'Ancotanga sur l'Altiplano bolivien ? Autant de pistes vers la construction d'alternatives politiques qui sont occultées par les critiques des gouvernements progressistes. Mais peu importe pour la radicalité révolutionnaire :

quoique fassent les gouvernements progressistes, revient la même accusation : c'est mal, parce que c'est l'État.

Changer une matrice productive prend du temps, au moins une génération : un temps que les échéances électorales ne laissent que rarement, en l'absence d'améliorations concrètes des niveaux de vie. Les gouvernements progressistes s'engagent-ils dans un long processus d'industrialisation nationale, contre toutes les recommandations des experts internationaux : extractivisme ! Améliorent-ils leur « efficacité » en faisant des partenariats avec des entreprises privées : extractivisme !, encore, pour acquérir des devises ! Adoptent-ils les recettes des organismes internationaux : extractivisme !, toujours, pour rembourser leurs financements à crédit ! Finalement, rien ne va, jamais, quelles que soient les mesures prises.

#### UNE NOTION PEU MOBILISATRICE QUI SE TROMPE DE CIBLES

Un saut dans la réalité permet de mesurer le manque d'ancrage de ce discours au sein des populations dont il est supposé véhiculer la parole, et combien il anime, pour l'essentiel, moins les gens concernés que ses penseurs, leur lectorat et leurs relais militants qui, de colloques en webinaires et en tribunes, proclament, à l'instar de l'économiste équatorien Alberto Acosta et de Gudynas, la nécessité de « revenir aux valeurs primitives », dont la célébration de la Pachamama et d'une forme de frugalité sont des éléments centraux. Ainsi les aspirations et les intérêts des populations de ce continent, qu'elles soient ou non directement concernées par l'exploitation

des ressources naturelles, se trouvent largement recouverts (et, on l'a vu, artificiellement homogénéisés) par ceux qui prétendent s'en faire les porte-parole, mais qui portent en réalité essentiellement leur parole à travers leur critique du néo-extractivisme, au demeurant, on va le voir, particulièrement soluble dans la droite la plus libérale et la plus autoritaire.

La radicalité chic de cette critique du néo-extractivisme n'a pas pour seuls inconvénients de n'avoir, de fait, aucune efficacité véritable hors des sphères de l'académie et du militantisme intellectuel, et

de masquer les aspirations (parfois contradictoires) des populations concernées au premier chef par les projets miniers et pétroliers. Cette critique se caractérise aussi par son profond mépris du réel en n'accordant à peu près aucune importance à la question de la possibilité économique d'une sortie brutale du système honni, faisant resplendir aux yeux de tous la pureté de la fin dispensant de mettre les mains dans le cambouis des moyens, fusse par le bout de la plume. Dès lors, si le capitalisme est compatible avec la fin de la dépendance économique aux combustibles fossiles et aux minéraux et, partant, avec le retour à la vérité naturelle dont les « communautés indigènes » sont les derniers porteurs, vive le capitalisme !

Et non seulement la critique du néo-extractivisme pourrait-elle s'accommoder de ce dernier, mais elle apparaît en profond accord avec l'idéologie néolibérale : rejet de l'État (patriarcal, oppressif), qu'il s'agit d'affaiblir ; de la redistribution (qui est clientélisme), qu'il s'agit de remplacer par des cures d'austérité ; et de la planification (qui est bureaucratie sclérosante et corrompue), qu'il s'agit d'abandonner à des communautés locales qui, quoique ouvertes aux quatre vents de l'espace

« La réduction des conflits à un antagonisme entre les communautés indigènes et l'État au service des multinationales, occulte la pluralité des intérêts en jeu. »

### La transformation de la matrice énergétique bolivienne

Le pays a la capacité installée pour générer environ 3 800 MW et la consommation interne atteint à peine 1 600 MW. Les projets d'exportation d'électricité font donc partie des objectifs du gouvernement, mais ils ont un tout autre sens que celui que lui attribuent les critiques du néo-extractivisme.

global et de la circulation des capitaux, sauront s'autogouverner et se prescrire à elles-mêmes leur propre loi. Plus profondément encore, là où néolibéraux partisans du laisser-faire croient à la main invisible du marché qui régulerait idéalement les échanges entre les hommes si elle n'était pas entravée par les interventions de l'État, les penseurs et promoteurs politiques du postextractivisme croient que, sans ces dernières, une harmonie socionaturelle viendrait d'elle-même réguler idéalement les échanges entre les hommes et entre ces derniers et la nature. Dans les deux cas, on retrouve le principe fondamental de la pensée conservatrice, qui n'est pas tant qu'il ne faut pas que les choses changent, mais que les interventions humaines pour vouloir changer leur ordre naturel (qu'incarne aussi le marché) conduiront au pire. L'action politique doit alors se limiter à aménager cet ordre, qui évoluera de soi, dans le bon sens, et au bon rythme.

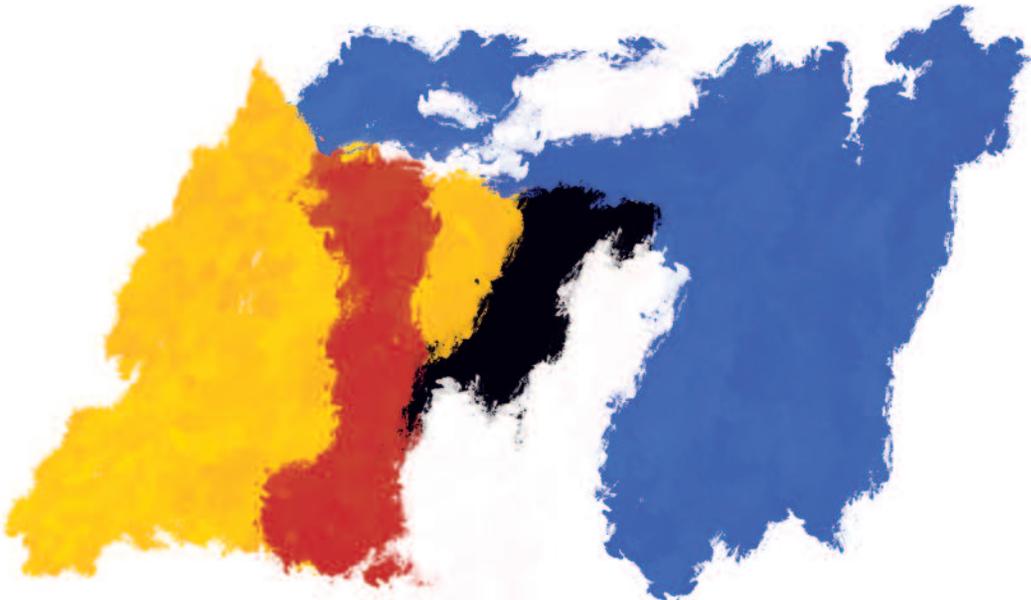
Et elle est peut-être même, tant est inédite cette « gauche flexible » – dont la souplesse la destine peut-être davantage au cirque qu'à la politique –, capable de ne pas reconnaître comme tel le coup d'État perpétré contre Evo Morales en Bolivie en octobre 2019; de ne pas s'élever contre le « gouvernement transitoire » de Jeanine Añez, composé d'extrémistes chrétiens et racistes, même lorsqu'il persécute les leaders de plusieurs organisations

sociales; de la défendre, au nom de la lutte contre « la dictature du MAS », contre les procédures judiciaires (entamées en mars 2021) qui pèsent à présent sur elle suite au massacre de trente-six manifestants indigènes; ou encore de garder le silence sur le décret approuvé par le président Lenín Moreno le 13 juillet 2018, qui rétablit le type de contrats pétroliers auxquels avait mis fin en 2010 le gouvernement de Rafael Correa, parce que trop favorables, par leur répartition des bénéfices entre l'État équatorien et les sociétés transnationales, à ces dernières.

Pour cette gauche, puisqu'il existe une « fausse contradiction » – pour ne pas avoir à dire « aucune différence » – entre le progressisme conservateur patriarcal, colonial et extractiviste d'Arauz, Ortega et Maduro et le libéralisme conservateur, patriarcal, colonial et extractiviste de Lasso, Macri, Guaidó, Añez, et puisque la menace d'une « crise civilisationnelle » se rapproche, et qu'elle est alimentée par les gouvernements « biocidaire, écocidaire, ethnocidaire et génocidaire » de la gauche progressiste néo-extractiviste, la conclusion est claire: « Tout sauf le socialisme! », ainsi que le crie la Pachamama (la terre-mère). ■

\***Maëlle Mariette** est journaliste.

**Franck Poupeau** est directeur de recherche en sociologie au CNRS.



# Où en est l'intégration latino-américaine ?

La question de l'intégration latino-américaine se pose dans le cadre d'une histoire des États-nations du continent qui court sur deux siècles, voire un siècle seulement ou moins pour certains pays des Caraïbes. Autrement dit, il s'agit d'une histoire récente : le Brésil commémore cette année les deux cents ans de son indépendance en 1822, l'année passée, c'était le Pérou qui célébrait son bicentenaire (1821).

PAR **CHRISTIAN GIRAULT\***

**C**es États-nations s'inscrivent dans une géographie particulière. La carte politique de l'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) comprend trente-cinq pays indépendants, plus un grand nombre de pays ou de territoires non indépendants, rattachés aux États-Unis (Porto Rico), à la France (les départements d'Amérique), au Royaume-Uni (de nombreux territoires insulaires), au royaume des Pays-Bas (les Antilles néerlandaises). Cette carte, répartie sur deux hémisphères, est donc complexe, surtout dans la zone Amérique centrale-Caraïbes. Cependant, les grands pays s'imposent par leur vaste superficie – le Brésil est un des plus grands pays du monde – et par leur peuplement important – le Brésil compte 215 millions d'habitants, le Mexique 126 millions. Et il convient de rappeler les difficultés de circulation, les barrières, les obstacles que représentent aujourd'hui encore les chaînes de montagnes, la cordillère des Andes, les bassins des grands fleuves, les espaces désertiques. La fragmentation politique, les grands espaces et aussi l'extraversion des économies représentent des défis évidents pour rassembler ces peuples.

---

« Les Latino-américains ne ressentent pas autant que les Européens l'urgence de se regrouper, mais les choses peuvent changer »

---

Sur ce point, il faut insister sur les différences d'échelle avec l'Europe : les territoires de l'Union européenne représentent 4,2 M km<sup>2</sup>, alors que la région ALC couvre 20,4 M km<sup>2</sup> étalés sur huit fuseaux horaires ! Comment les pays d'Amérique latine se regroupent-ils dans une situation aussi complexe ? Quelles sont leurs organisations régionales ?

## **LA RENAISSANCE D'ORGANISATIONS RÉGIONALES ET À NOUVEAU L'ÉCHEC ET LA DISPERSION**

Les premières organisations régionales sont nées en Amérique latine et dans les Caraïbes dans les années 1960, sous l'impulsion de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) des Nations unies. Mais la conjoncture n'était vraiment pas favorable. Les conflits intérieurs comme celui de la Colombie, les dictatures militaires dans le cône Sud, au Brésil, dans les Andes et en Amérique centrale expriment autant qu'ils amplifient la gravité de la crise multidimensionnelle qui frappe la région. Les peuples souffrent et les forces vives se dispersent avec l'exil à l'étranger des intellectuels et des chefs politiques. C'est au début du XXI<sup>e</sup> siècle dans le sillage de la « vague rose » (poussée progressiste dans les pays d'Amérique du Sud) qu'on retrouve un enthousiasme pour l'établissement d'organisations régionales. Les leaders de cette époque (Lula da Silva, Rafael Correa, Hugo Chávez, Michelle Bachelet...) investissent largement dans ces rapprochements des nations en signant des accords bilatéraux et régionaux.

Plusieurs organisations sont fondées dans cette période : l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA) créée en 2004, puis l'Union sud-américaine (UNASUR) fondée en 2008 et encore la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) en 2010 et enfin l'Alliance du Pacifique (AP) en 2011. Aujourd'hui, la plupart de ces institutions ne fonctionnent plus ou mal. L'UNASUR n'a plus de secrétariat et le magnifique bâtiment construit au nord de Quito pour l'héberger est resté vide. La génération de dirigeants évoqués ici n'est plus aux commandes.

---

« En Amérique du Sud, le processus le plus innovant à l'époque est le Mercosur qui rassemble deux anciens rivaux traditionnels (Brésil et République argentine) et deux petits pays (Uruguay et Paraguay). »

---

Tout n'a pas été négatif dans cette floraison de regroupements. Au-delà du romantisme et de la grandiloquence des discours, certains programmes étaient intéressants quand ils faisaient participer les collectivités locales ou la société civile. Les pays des Caraïbes ont largement bénéficié de la munificence du Venezuela à travers le programme PetroCaribe qui leur offrait du pétrole à des conditions préférentielles. Mais les ambitions étaient sans doute trop grandes, les coûts mal calculés. La monnaie commune n'a pas connu d'existence et la Banque du Sud n'a jamais été créée. À partir de 2017, les projets d'infrastructures prévues dans les travaux de l'IIRSA-COSIPLAN dans le cadre sud-américain restent en plan!

Aujourd'hui, le constat est donc celui d'une stagnation des processus d'intégration. « Au début des années 2020, l'intégration régionale se trouve à son plus bas niveau depuis un demi-siècle », affirme le géographe Sébastien Velut. Un essayiste salvadorien, Hugo Martínez, parle même de « désintégration latino-américaine ». Dans un rapport récent, le chercheur colombien Edgar Vieira Posada, coordinateur du GRIDALE, un groupe international de réflexion sur l'intégration

et le développement de l'Amérique latine, évoque les nombreuses causes de discorde, l'arrivée au pouvoir de gouvernements d'extrême droite, comme au Brésil, les affrontements idéologiques, les règles institutionnelles inadaptées des systèmes présidentielistes... On peut ajouter l'effondrement du Venezuela (avec 5 millions de réfugiés éparpillés dans le continent) qui est l'une des causes principales de la réaction politique dans le cadre des difficultés économiques et sociales liées à la pandémie de la covid-19 qui a touché ce continent. D'une manière plus générale, on remarque que les objectifs vertueux de l'intégration se heurtent aux réalités socio-économiques et politiques que les gouvernements de cette région, souvent élus pour des mandats brefs de quatre ans et disposant parfois de peu de légitimité, ne savent pas gérer. La question de la souveraineté, un terme sacré dans la région, est souvent aussi la pierre d'achoppement de tout accord régional qui demande obligatoirement de faire certaines concessions sur les prérogatives des États.

### TROIS LIGNES DE PENSÉE POUR REGROUPER LES NATIONS ET STRUCTURER LE CONTINENT

On peut saisir trois lignes directrices dans les efforts de regroupement des États-nations : une première ligne romantique « bolivarienne », qui joue sur l'identité latino-américaine en contrepoint des menées impérialistes de la puissance du Nord. Le deuxième courant est lié aux États-Unis dans leur action pragmatique et commerciale, qui profite largement de la situation fragile des territoires au Sud. Il est représenté typiquement par l'Accord économique qui réunit les trois pays d'Amérique du Nord, dont le Mexique, depuis 1994 (ALENA devenu ACEUM). La troisième ligne directrice, plus technique et « constructiviste », est celle de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) où l'intégration se fait sur le terrain en échangeant et commerçant.

### SE REGROUPER, AFFRONTER LA PUISSANCE DU NORD – LA LIGNE « BOLIVARIENNE »

À la fin des guerres d'indépendance dans l'Empire espagnol qui avaient entraîné un recul démographique et des destructions massives, Simón Bolívar convoque le Congrès de Panama en 1826 pour tenter de sauver un lien entre les pays « hispaniques ». Ce fut un échec. Cependant, ce moment restera dans l'esprit des Hispano-Amé- ▶▶

« Les États-Unis s'engagent dans des actions politiques (Alliance pour le progrès, 1961) et commerciales en direction de la zone ALC, dans un premier temps pour contrer les risques d'une avancée communiste et, plus tard, pour favoriser les liens commerciaux. »

►► ricains comme un symbole d'affirmation face aux États-Unis (la déclaration de Monroe date de 1823). Plus tard dans le siècle apparaissent le mot et la notion encore vague à l'époque d'« Amérique Latine ». Ce sont surtout des intellectuels et des grands écrivains, comme José Martí, Rubén Darío, José Enrique Rodó, Pedro Henríquez Ureña, qui donnent un sens valable au latino-américanisme, en le fondant sur la langue et la culture et en l'opposant au matérialisme brutal des Nord-Américains. Plus récemment, cette ligne de pensée est reprise par Fidel Castro et, plus tard par Hugo Chávez, qui revendiquent ce courant d'esprit « bolivarien ». Dans la lutte entre le Nord *yankee* et le Sud *latino*, marquée par les interventions nombreuses des États-Unis dans leur « arrière-cour » du début jusqu'à la fin du XX<sup>e</sup> siècle (République dominicaine 1965, Grenade 1983, Panama 1989, entre autres). Les Mexicains ont de leur côté établi un certain rapport de force à partir de la révolution mexicaine (1910-1917) et de son prolongement dans le système du parti PRI (au pouvoir jusqu'en 2000). Aujourd'hui, Andrés Manuel López Obrador (AMLO), le président du Mexique, se trouve pratiquement sur la même ligne avec son Mouvement de régénération nationale.

#### LES ÉTATS-UNIS TENTENT DE STRUCTURER LE CONTINENT À LEUR AVANTAGE

La deuxième page est rédigée par les États-Uniens. En organisant une conférence panaméricaine dès 1889 et en créant l'Union panaméricaine installée à Washington, ils se donnent des objectifs d'abord commerciaux et financiers. Ils promeuvent leurs intérêts dans une région où ils sont vraiment les plus forts, avec leurs chemins de

fer, leurs lignes de navigation, leurs banques. Le canal de Panama, achevé en 1914, leur sert de carte de visite. Les assemblées panaméricaines sont plutôt consacrées aux questions pratiques et juridiques. Ce n'est qu'avec la création de l'Organisation des États américains (OEA) à Bogotá, en 1948, que les questions politiques prennent plus d'importance. En 1947, un traité d'assistance réciproque avait d'ailleurs été signé entre les pays des Amériques (traité de Rio dit « Traité interaméricain d'assistance réciproque », TIAR). Les États-Unis s'engagent dans des actions politiques (Alliance pour le progrès, 1961) et commerciales en direction de la zone ALC, dans un premier temps pour contrer les risques d'une avancée communiste et, plus tard, pour favoriser les liens commerciaux.

« Aujourd'hui le constat est celui d'une stagnation des processus d'intégration. »

L'OEA, aujourd'hui sous la houlette du secrétaire général uruguayen Luis Almagro, est peu fonctionnelle et se retrouve sous le feu des critiques non seulement des Cubains mais aussi des gouvernements des Caraïbes. La crédibilité de cette organisation financée par Washington n'a jamais été bien grande. La charte démocratique adoptée en 2001 à Lima n'est pas vraiment respectée par les parties, y compris par les États-Unis eux-mêmes ! Le point positif à noter est que le Canada a rejoint l'OEA en 1990, ce qui le fait participer à la vie politique du continent au lieu de rester isolé. C'est en effet à partir de ce moment que le Canada s'ouvre nettement au Sud et cela se remarque dans la montée des échanges commerciaux, dans le tourisme, les programmes universitaires, les migrations aussi (Haïtiens, Caribéens, Centraméricains...). Le Canada est uni, comme le Mexique, avec les États-Unis dans un bloc commercial puissant sur la base de l'accord de l'ALENA (en vigueur depuis 1994), révisé et corrigé sous la houlette de Donald Trump sous le nom d'accord Canada-

États-Unis-Mexique (ACEUM en français). La dépendance du Mexique à l'égard des États-Unis est patente à tous les points de vue (commerce, investissements, migrations).

En 1994 à Miami, les États-Uniens inventent une nouvelle formule, les « sommets des Amériques », axés sur le commerce et les investissements. Ils font le forcing pour imposer leur zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). Les résultats de ces sommets sont décevants surtout à partir de l'échec de Mar del Plata (2005) qui marque le recul des États-Unis. Les États-Unis, qui ont connu bien des déboires dans leurs guerres en Afrique et en Asie, ont curieusement perdu beaucoup de leur intérêt pour la région. Un nouveau sommet des Amériques est convoqué en juin 2022 à Los Angeles. La réalisation de ce sommet, qui ne possède pas encore d'agenda, paraît douteuse à certains observateurs car la préparation du côté des États-Unis semble limitée.

#### **COOPÉRER POUR SE RASSEMBLER ET POUR SE DÉVELOPPER – LA LIGNE CONSTRUCTIVISTE DE LA CEPAL**

La CEPAL avait été créée en 1948 pour favoriser le développement de cette région du monde dans l'optique des Nations unies après la Seconde Guerre mondiale. Des économistes latino-américains renommés comme l'Argentin Raúl Prebisch ou le Brésilien Celso Furtado avaient pris en main les destinées de l'organisation et proposé une formule d'industrialisation par la « substitution des importations ». Les premiers traités de libre-échange en Amérique centrale (1960) et pour l'ensemble de l'Amérique latine (ALALC puis ALADI) sont signés à cette époque. Dans la foulée, on planifie des regroupements régionaux comme la Communauté andine (CAN), fondée sur la base de l'accord de Carthagène (1969), qui regroupera jusqu'à sept pays (depuis le Chili jusqu'au Venezuela). Mais la communauté s'effrite peu à peu lorsque surviennent les crises de la dette qui s'ajoutent à des crises politiques (coups d'État, gouvernements militaires en Bolivie, au Pérou, au Chili, en Équateur). Bref, les plans magnifiques du début pour une intégration et une planification des économies sont rangés dans les tiroirs. Dans les Caraïbes anglophones, un mouvement de même ordre s'organise autour des pays les plus importants, la Jamaïque et Trinidad, qui tentent de maintenir des liens entre eux dans la période postcoloniale. En fait, la Communauté caraïbe (CARICOM) n'arrive pas

à organiser un vrai « marché commun », comme prévu au départ, mais des accords sur le mouvement des personnes, des étudiants par exemple entre les campus de l'université des Indes occidentales (UWI), restent un acquis positif.

---

« C'est au début du XXI<sup>e</sup> siècle dans le sillage de la "vague rose" (poussée progressiste dans les pays d'Amérique du Sud) qu'on retrouve un enthousiasme pour l'établissement d'organisations régionales. »

---

En Amérique du Sud, le processus le plus innovant à l'époque est le Mercosur (le « marché commun » du Sud) qui rassemble deux anciens rivaux traditionnels (Brésil et République argentine) et deux petits pays (Uruguay et Paraguay). À la suite du traité d'Asunción, signé en 1991, les institutions se mettent en place. Le secrétariat s'installe à Montevideo, le commerce intra-régional progresse jusqu'à atteindre 20 % des échanges – comparativement, dans l'Union européenne 60 % des échanges se font à l'intérieur du groupe. Mais, à partir du début du siècle, des tensions se manifestent entre l'Argentine et l'Uruguay à propos de l'installation d'usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay ; les contentieux commerciaux se multiplient alors que les puissances extérieures déstabilisent les systèmes de production (la Chine envahit les marchés sud-américains). Surtout, les crises financières à répétition en Argentine mettent pratiquement à bas le système, alors que les Argentins s'enfoncent dans la pauvreté... Le commerce régional recule alors à 10 %. L'analyste argentin Félix Peña, spécialiste des négociations commerciales internationales, pointe du doigt l'inefficacité d'une organisation dont les membres ne respectent pas les règles et qui ne sait pas se réformer !

Et pourtant toutes ces structures inefficaces ou obsolètes existent toujours. Généralement, les organisations ne se sabordent pas. Elles ont plutôt tendance à s'empiler les unes sur les autres. On observe ainsi que les parlements ►►

► régionaux (Parlement andin, centre-américain ou du Mercosur) ne servent pratiquement à rien, si ce n'est à fournir des prébendes à des politiciens corrompus. Il y a une rémanence et une persistance des organisations, des institutions... Les bureaucrates ne veulent pas perdre leur poste et ils ont parfois raison parce qu'après des périodes de sommeil, les structures peuvent renaître en fonction de circonstances, de nouvelles occasions (tourisme, commerce électronique...).

#### APRÈS LE CONSTAT, UNE LUEUR D'ESPOIR ?

À la fin de ce tour d'horizon qui peut paraître désolant, il faut retourner à l'essentiel. Pourquoi les États cherchent-ils à se regrouper ? Pour être plus forts, pour se défendre de l'impérialisme et des puissants prédateurs, pour affirmer leurs positions, se développer, ce qui veut dire sortir de la pauvreté,

et pour coopérer dans un monde devenu multipolaire. En Amérique latine-Caraïbes, il n'existe pas, heureusement, de grand conflit comme en Afrique, en Asie et en Europe. Les Latino-Américains ne ressentent pas autant que les Européens l'urgence de se regrouper, mais les choses peuvent changer. Hugo Martínez, dans un élan d'optimisme, avance : « On a toujours dit que les crises représentent des opportunités. Aujourd'hui, face à la plus grande crise que traverse la région depuis un siècle, nous affirmons qu'elle a la possibilité d'aller de l'avant » et il évoque la figure héroïque de Francisco Morazán, qui s'est battu pour l'unité des pays d'Amérique centrale dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Comme on dit en espagnol, ¡Ojalá! Espérons qu'il dise vrai! ■

\*Christian Girault est géographe. Il est directeur de recherche émérite au CNRS.



# Bolivie : le socialisme, seule voie vers la décolonisation

Malgré les nombreuses tentatives de déstabilisation, soutenues par les États-Unis et la droite, le peuple bolivien a réussi à reconquérir le pouvoir démocratiquement. Le processus de changement vers le socialisme, le progrès social et la démocratie s'est à nouveau enclenché avec force en 2020.

PAR FRANCISCO DOMINGUEZ\*

**L**a longue et terrible nuit néolibérale, imposée à feu et à sang depuis trois décennies contre l'Amérique latine depuis la dictature de Pinochet au Chili, a frappé de plein fouet la Bolivie, deuxième pays le plus pauvre de la région. En 2000, l'une des pires années néolibérales de la région, la pauvreté et l'extrême pauvreté en Bolivie étaient respectivement de 66,4 % et 45,2 %. La dette publique, qui avait augmenté de façon exponentielle, représentait encore en 2005 73 % du PIB national, qui s'élevait alors à 9574 millions de dollars, l'un des plus bas de la région.

« Malgré les difficultés, la résistance du peuple – en particulier des femmes – a contraint la présidente à organiser, à contrecœur, des élections en octobre 2020. C'est le candidat du MAS-IPSP, Luis Arce, qui a été le vainqueur. »

Les niveaux d'exclusion sociale étaient effrayants et touchaient principalement la majorité indigène. La politique était dominée par une frénésie de privatisation, accompagnée d'une austérité sévère qui désespérait les ouvriers et les paysans. En 2004, un mineur qui demandait le remboursement des cotisations versées pour sa retraite – parce que la réforme du gouvernement Sánchez de

Lozada avait laissé des milliers de travailleurs sans retraite –, s'est fait exploser à la dynamite au sein du Congrès. Des réformes néolibérales antérieures à l'élection d'Evo Morales à la présidence en 2005 – nous n'en citerons ici que trois exemples – ont été imposées avec la répression étatique maximale.

En février 2000, dans le cadre d'un programme promu par la Banque mondiale, Hugo Banzer, président de la Bolivie, signe un contrat avec Bechtel et un conglomérat multinational pour privatiser l'eau, ce qui entraîne une augmentation des tarifs allant jusqu'à 300 %. Les protestations généralisées qui ont suivi ont été réprimées sans pitié, après que la loi martiale a été déclarée avec des centaines d'arrestations et de mises en détention. Cela a provoqué une crise qui a conduit à l'effondrement de l'économie nationale, forçant l'invalidation du contrat. Ce qui a été appelé la « guerre de l'eau » a été gagnée par le peuple. Cet épisode misérable a été magistralement capturé dans le film d'Icíar Bollaín, *Même la pluie* (2010), dont le titre évoque le fait que même la collecte des eaux de pluie avait été interdite par décret. La « guerre du gaz » (2003) fut une autre bataille du peuple bolivien contre les politiques néolibérales. Sánchez de Lozada décide d'exporter du gaz naturel vers le Chili, ignorant la demande populaire d'approvisionnement du marché intérieur. À cette époque, le mouvement populaire réclamait la nationalisation des hydrocarbures, puisque les plans d'exportation bénéficiaient à des multinationales telles que British Petroleum, ►►

► Repsol et Total, dont l'État bolivien recevait à peine 18 % du total. Le gouvernement militarise la répression contre l'opposition populaire, ce qui entraîne la mort par balles de plus de soixante personnes, la plupart à El Alto, un événement tragique connu sous le nom de « massacre d'octobre ». La pression sociale oblige Sánchez de Lozada à fuir ignominieusement le pays, laissant le vice-président Carlos Mesa aux commandes.

« La droite et l'impérialisme réussissent en 2019 à renverser Evo Morales, après le rôle méprisable joué par Luis Almagro, secrétaire général de l'Organisation des États américains, qui a publié un faux rapport sur le résultat électoral, suggérant une fraude électorale. »

Comme excuse plausible pour installer son appareil militaire dans d'autres pays, le président George Bush père avait renforcé, dans les années 1990, la guerre contre la drogue. La Bolivie, le Pérou et la Colombie sont les principaux producteurs de feuille de coca, matière première pour produire de la cocaïne. Les États-Unis, par le biais de la Drug Enforcement Administration (DEA), ont militarisé des programmes d'éradication de la coca, qui ont conduit à l'emprisonnement de nombreux producteurs de coca, à des violations persistantes des droits de l'homme et au harcèlement quotidien des cultivateurs et des dirigeants des syndicats. L'éradication pure et simple de la feuille de coca, que les Boliviens cultivent depuis des siècles, laisserait les cultivateurs de coca et leurs familles sans soutien économique. C'est pour cela que le mouvement syndical des cultivateurs de coca, né de cette lutte et partant de la revendication de leur droit à cultiver des feuilles de coca, s'est rapidement transformé en une défense de la dignité nationale souillée par la présence de troupes et de bases militaires yankees.

La nécessité politique de défendre la souveraineté nationale a conduit au développement du Mouvement vers le socialisme (MAS), fondé en 1997, un parti qui mobilise les paysans, les ouvriers et

les pauvres de la ville, rassemblant non seulement les classes laborieuses mais l'ensemble de la nation envahie par l'impérialisme yankee. À l'élection présidentielle de 2002, Evo Morales, porte-drapeau du MAS, a obtenu la deuxième place. Evo Morales a joué un rôle politique de premier plan dans les guerres du gaz et de l'eau et a été président du syndicat des cocaleros. Ce sont ces trois décennies de lutte du peuple bolivien qui ont créé les conditions de son élection comme premier président indigène de Bolivie en 2005 avec 54 % des voix. La droite n'a jamais accepté le verdict démocratique du peuple bolivien.

#### CRÉATION DE L'ÉTAT PLURINATIONAL

Les niveaux de violence raciste promus par la droite bolivienne ont atteint un sommet en septembre 2008, lorsqu'elle a lancé un coup d'État national, dirigé et financé depuis Washington par l'intermédiaire de son ambassadeur, Philip Goldberg, qui a tenté de diviser le pays en deux, en créant une nouvelle nation à partir de ce qui était connu sous le nom de Media Luna (départements de Santa Cruz, Beni, Pando et Tarija), exactement là où se trouvent les principaux gisements d'hydrocarbures du pays. Philip Goldberg avait déjà joué un rôle central dans la destruction de la Yougoslavie dans les années 1990, d'où sa nomination comme ambassadeur en Bolivie.

Les organisateurs espéraient renverser le gouvernement d'Evo Morales, qui a également dénoncé une tentative d'assassinat contre le président. La violence déchaînée était telle qu'à cette époque il y avait plusieurs villes dans lesquelles le président lui-même ne pouvait pas se rendre en raison des affrontements racistes. Des voyous armés parcouraient les rues de diverses villes, agressant toute personne d'apparence indigène, en particulier les femmes. Sans la position déterminée adoptée par l'Union des nations sud-américaines (UNASUR, douze nations), il est probable que la partition de la Bolivie et le renversement d'Evo Morales se seraient produits.

C'est en 2009 que le Mouvement vers le socialisme-instrument politique des peuples (MAS-IPSP), jouissant de la présidence et de la majorité parlementaire, a réussi à approuver la Constitution qui créa l'État plurinational de Bolivie, qui entama un processus très progressif de décolonisation de la nation. Le principe éthicojuridique qui sous-tend la nouvelle charte constitutionnelle stipule que les luttes de classes et les luttes nationales ont permis de créer un « État fondé sur le respect

« En 1997 est créé le Mouvement vers le socialisme (MAS), un parti qui mobilise les paysans, les ouvriers et les pauvres de la ville, rassemblant l'ensemble de la nation envahie par l'impérialisme yankee. »

et l'égalité entre tous, avec des principes de souveraineté, de dignité, de complémentarité, de solidarité, d'harmonie et d'équité dans la distribution et redistribution du produit social, où la recherche du bien-vivre prédomine; au regard de la pluralité économique, sociale, juridique, politique et culturelle des habitants de ce territoire; dans la coexistence collective avec accès à l'eau, au travail, à l'éducation, à la santé et au logement pour tous». Depuis, trente-sept langues officielles ont été reconnues, dont l'espagnol.

La transformation de la Bolivie, qui bat son plein, a mis en œuvre des conquêtes et des réalisations sans précédent, si l'on prend en compte les deux cents ans d'existence constitutionnelle du pays, sans même parler des cinq cents ans écoulés depuis sa « découverte » et sa colonisation. Dans l'espace réduit de cet article, nous ne pouvons citer que les plus importantes de ces réalisations, mettant en évidence la restauration de la dignité de la majorité indigène, car l'égalité identitaire va bien au-delà d'un simple enjeu économique.

La pauvreté et l'extrême pauvreté ont été réduites de 66,4 % et 45,2 %, en 2000, à 34,6 % et 15,2 %, respectivement, en 2018; les hydrocarbures ont été nationalisés fournissant les ressources qui financent les politiques sociales; plus de 50 % des Boliviens reçoivent des prestations et un soutien de l'État (personnes âgées, femmes enceintes, étudiants et bien d'autres); le *latifundium* a été liquidé; les télécommunications nationalisées; le pays est libre de toute ingérence étrangère (la DEA, la CIA, l'Agence des États-Unis pour le développement international [USAID], l'ambassadeur

Goldberg ont été expulsés et il n'y a plus de présence militaire américaine); la santé et l'éducation sont devenues universelles et gratuites (Morales a créé trois universités indigènes, dont une dans les bâtiments d'une ancienne base militaire américaine); l'analphabétisme a été éradiqué; un programme de logement populaire a été lancé; les investissements publics ont atteint un record; la dette publique a été réduite à 33 % du PIB; le chômage a connu une baisse drastique; le salaire minimum est passé de 440 à 2 050 Bs en 2018; et bien plus encore, le tout basé sur un taux de croissance moyen de 5 %.

#### DÉSTABILISATION ET COUPS D'ÉTAT

Les États-Unis et la droite bolivienne n'ont jamais cessé leurs tentatives de déstabilisation pour renverser le gouvernement du MAS-IPSP, objectif qu'ils atteignent en novembre 2019. La droite et l'impérialisme réussissent alors leur objectif tant attendu de renverser Evo Morales, après le rôle méprisable joué par Luis Almagro, secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA), qui a publié un faux rapport sur le résultat électoral, suggérant une fraude électorale.

Comme cela était évidemment prévu, le coup d'État s'est produit au plus fort d'une vague de violence raciste, accompagnée de la prise en otage de familles de ministres pour les forcer à démissionner, ainsi que d'agressions contre tout ce qui semblait – même de loin – indigène, en particulier les femmes en *pollera* (jupe caractéristique des femmes indigènes des hauts plateaux boliviens).

Le gouvernement qui a pris le pouvoir a eu la complicité de l'Union européenne, qui a soutenu la présidente *de facto*, Jeanine Añez, reconnue présidente de l'État plurinational – poste qu'elle a occupé pendant onze mois fatidiques.

Pendant le régime dictatorial de Jeanine Añez, les organisations sociales ont été persécutées, les militants du MAS-IPSP et ses dirigeants ont été criminalisés, la corruption s'est débridée et les droits

de l'homme ont été systématiquement violés. Une répression cruelle a été déchaînée par les forces militaires et policières dans le cadre de l'état de siège, accompagnée par des arrestations illégales, des blessés, des torturés et des dizaines ►►

« En 2009 le MAS-IPSP, jouissant de la présidence et de la majorité parlementaire, a réussi à approuver la Constitution qui créa l'État plurinational de Bolivie, qui entama un processus très progressif de décolonisation de la nation. »

► de morts dans des massacres où au moins trente-sept civils ont été exécutés. Un rôle notable a été joué par des groupes paramilitaires qui ont semé la terreur en attaquant la population et en particulier les indigènes. Malgré les difficultés, la résistance du peuple – en particulier des femmes qui, à travers leurs organisations, ont joué un rôle de premier plan – a contraint Añez et compagnie à organiser, à contre-cœur, des élections en octobre 2020. C'est le candidat du MAS-IPSP, Luis Arce, qui a été le vainqueur.

#### RÉTABLISSEMENT DE LA DÉMOCRATIE

Luis Arce a triomphé avec 55 % du vote populaire, suivi d'une formidable performance aux élections régionales et municipales (7 mars 2021) au cours desquelles le MAS-IPSP a remporté 240 des 339 municipalités. Le MAS-IPSP est le parti le plus soutenu dans l'État plurinational, depuis 2005. Ainsi, non seulement la droite a été vaincue par un puissant mouvement social et politique, mais la démocratie a été rétablie, l'activité économique a été restaurée (avec un taux de croissance supérieur à 5 %), le chômage a considérablement baissé, les peuples ont retrouvé leur statut social, économique, culturel et politique. La corruption est vigoureusement combattue et la justice pour les victimes du coup

« Ce sont trois décennies de lutte du peuple bolivien qui ont créé les conditions de l'élection d'Evo Morales comme premier président indigène de Bolivie en 2005 avec 54 % des voix. »

d'État avance. Jeanine Añez est en ce moment même jugée pour les délits qu'elle a commis en s'autoproclamant présidente. De plus, des mesures sanitaires ont été prises pour protéger

la population de la covid-19 avec des niveaux de vaccination impressionnants, applaudis par l'OMS. Plus important encore, le processus de changement vers le socialisme, le progrès social et la démocratie a vigoureusement redémarré.

La droite ne cesse pas ses tentatives désespérées de déstabilisation et de coups d'État, dans une campagne grossière de mensonges et des tentatives d'émeutes violentes, mais elle a trouvé face à elle une résistance et une opposition acharnées du peuple, mobilisé pour défendre le rétablissement de la démocratie. En novembre 2021, par exemple, une marche pour la démocratie, la patrie et la dignité a eu lieu, qui a dépassé le million de personnes, dirigée par le président Luis Arce, le vice-président David Choquehuanca et Evo Morales. Luis Arce a saisi l'esprit de la mobilisation: « Plus jamais il n'y aura de coup d'État ». ■

\*Francisco Dominguez est responsable du centre de recherches sur le Brésil et l'Amérique latine à l'université du Middlesex à Londres.

Texte traduit par Yaneth Ramos.



# Vers le retour des années Lula ?

Vingt ans après sa première élection à la présidence de la République fédérative du Brésil, Luiz Inácio Lula da Silva, appelé plus communément « Lula », espère retrouver la magistrature suprême, à 77 ans. Étonnant renversement de situation que le retour au premier plan de ce miraculé politique.

PAR **RICHARD MARIN\***

## UN RETOUR INESPÉRÉ

À partir de 2017, alors que Lula est favori à la présidentielle de l'année suivante pour le Parti des travailleurs (PT), plusieurs inculpations l'excluent de la compétition. Sous la houlette du juge Sergio Moro, futur ministre de la Justice de Jair Bolsonaro, il est condamné pour corruption passive, blanchiment d'argent et détournement de fonds publics. Emprisonné durant un an et demi, il est finalement condamné, en novembre 2019, à dix-sept ans de prison.

« Malgré les polémiques, Jair Bolsonaro dispose toujours de soutiens importants parmi les couches aisées ou celles qui craignent le déclassement social, dont un noyau dur d'adulateurs inconditionnels du « mythe », ainsi qu'ils le qualifient. »

En avril 2021, coup de théâtre : le tribunal fédéral suprême donne en partie raison à ses défenseurs en confirmant l'annulation de ses condamnations – pour vice de forme et « partialité » du juge Moro. Ce qui le rend à nouveau éligible.

En octobre 2022, Jair Bolsonaro, le président sortant d'extrême droite, sera son principal adversaire. Pour l'instant, Lula est donné largement gagnant, ses partisans se prenant même à rêver d'une élection dès le premier tour. Le dernier sondage, rendu public le 5 mai, le crédite de 44 % des intentions de vote contre 31 % pour son rival.

Il est vrai que la conjoncture politique latino-américaine lui est plutôt favorable : depuis 2020, sur fond de difficultés économiques et de mauvaise gestion de la pandémie, toutes les élections présidentielles ont été remportées par la gauche. Xiomara Castro au Honduras, Pedro Castillo au Pérou, Luis Arce en Bolivie, Gabriel Boric au Chili et, peut-être, demain, Gustavo Petro en Colombie. La stratégie modérée et rassembleuse, choisie par l'ancien syndicaliste n'est sans doute pas étrangère à ses bons sondages. Cette fois, il n'entend pas apparaître comme le candidat du seul PT, voire de la gauche, mais bien comme celui d'une sorte d'union sacrée anti-Bolsonaro, incorporant la droite démocratique. La probable désignation comme colistier à la vice-présidence de l'ancien gouverneur de São Paulo, Geraldo Alckmin, son adversaire de centre droit à la présidentielle de 2006 pour le Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB), illustre sa volonté de rassurer les milieux financiers et d'occuper une large part du spectre politique.

De tels choix préfigurent le « présidentialisme de coalition » auquel, en cas de succès, Lula ne pourra se soustraire. En effet, dans le cadre du système à la proportionnelle, seul le jeu de larges alliances, voire d'accords circonstanciels peut permettre de gouverner. Or la culture politique clientéliste brésilienne est ainsi faite que le compromis est souvent synonyme de compromission : on monnaie le soutien à l'exécutif pour peu qu'il concède des avantages substantiels. Comme leurs prédécesseurs, Lula et le PT, dans leur exercice du pouvoir, avaient dû y sacrifier. Dans ce contexte avaient surgi de nombreux scandales dont celui dit des « grosses mensualités » (2005), un système de ►►

►► financement du parti par le détournement complexe de l'argent public qui permettait, notamment, l'achat du vote de parlementaires. Ce Watergate à la brésilienne avait provoqué un séisme politique. Lula menacé d'*impeachment*, le pouvoir avait vacillé et l'image du PT, devenu un « parti comme les autres », en était sortie profondément abimée. Les leçons en ont-elles été tirées ?

Comme dans ses précédentes campagnes et, sans doute, de façon encore plus appuyée, Lula, figure de proue des gauches latino-américaines, se fait néanmoins le chantre d'un réformisme prudent et pragmatique. Un mixte d'orthodoxie libérale – priorité aux grands équilibres, à la réduction de la dette, à l'excédent primaire – et d'interventionnisme en renouant avec l'État développementaliste. La relance de l'investissement public, les transferts sociaux vers les plus pauvres, la mise en œuvre d'une réforme fiscale redistributive et la restauration de la démocratie ont rang de priorité, tout comme la préoccupation environnementale.

#### LE MANDAT DÉSASTREUX

##### DE JAIR BOLSONARO OUVRE LA VOIE

Nul doute que le bilan catastrophique du président sortant constitue pour lui un sérieux atout. Sur ce chef d'État inculte, misogynne, raciste, homophobe et nostalgique de la dictature (1964-1985) tout ou presque a été dit. Sa brutalité et son goût pour la provocation ont considérablement aggravé, à dessein, les clivages de la société.

Sa gestion de la crise de la covid-19 a été qualifiée de criminelle par le rapport de la commission parlementaire d'enquête (octobre 2021) qui a même recommandé son inculpation. Avec 664 000 décès au 7 mai 2022, le Brésil est au deuxième rang derrière les États-Unis en ce qui concerne le nombre de morts. Longtemps anti-vaccin, anti-passe sanitaire et persuadé de l'efficacité du traitement à base d'hydroxychloroquine, le président a délibérément fait fi de toutes les recommandations scientifiques. Conseillé par un cabinet parallèle d'affairistes, il a entériné l'achat massif de vaccins chinois pourtant peu efficaces.

La dramatique crise de la covid-19 a aussi entraîné la récession de 2020 et l'augmentation de la pauvreté. Si le Brésil a connu un rebond du PIB de 4,6 % en 2021, pour 2022, la stagflation est annoncée avec une croissance d'à peine 0,3 % et une inflation supérieure à 10 %. À quelques mois de l'élection, l'extrême pauvreté touche 20 des 214 millions de Brésiliens avec le pire niveau de

concentration de revenus depuis les années 2000. En 2021, d'après la banque Crédit Suisse, la moitié la plus pauvre de la population possédait seulement 0,4 % de la richesse nationale alors qu'à l'opposé le 1 % le plus riche détenait pratiquement la moitié de la fortune nationale.

---

« Comme dans ses précédentes campagnes et, sans doute, de façon encore plus appuyée, Lula, figure de proue des gauches latino-américaines, se fait néanmoins le chantre d'un réformisme prudent et pragmatique. »

---

L'aggravation de la situation environnementale est aussi à mettre au débit du bilan présidentiel. Dès son accession au pouvoir, en 2019, inspiré par le puissant lobby de l'agronogoc, Jair Bolsonaro a déclaré vouloir ouvrir les terres protégées et les réserves indigènes à l'agriculture et à l'extraction minière. Depuis, la déforestation n'a cessé de progresser au rythme de la superficie d'un Liban tous les ans. En 2019 et 2020, une multiplication sans précédent d'incendies de la forêt amazonienne a mis en péril les peuples indigènes. Enfin, durant son mandat, la démocratie a été sérieusement malmenée. Au nombre des dérives les plus criantes : la militarisation de la vie publique, avec l'accession de milliers d'officiers à des postes clés de l'appareil d'État et la politisation de l'armée qui s'est ensuivi ; les graves entorses à la laïcité d'un président se référant plus volontiers à la Bible qu'à la Constitution et truffant les institutions d'évangéliques prosélytes avant tout soucieux de faire bénéficier leurs Églises de la manne publique. Pour ne rien dire des tentatives présidentielles pour délégitimer les institutions qui le gênent, à commencer par le Tribunal fédéral suprême avec lequel il est en guerre ouverte.

#### UN CHEMIN SEMÉ D'EMBÛCHES

Bilan contre bilan, celui de Lula, lors de ses deux mandats (2002-2010), ne souffre pas la comparaison. Pour une partie des Brésiliens, il incarne une sorte d'âge d'or, associant inclusion sociale

et croissance, auquel son retour aux affaires les ramènerait automatiquement alors même que la conjoncture économique internationale est infiniment moins favorable. Grâce au programme « Bourse famille », tenu par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) comme un modèle pour les autres pays en développement, plus de 20 millions de Brésiliens avaient quitté la pauvreté. En 2010, les « classes moyenne inférieures » constituaient la moitié de la population, contre seulement un tiers en 1992, ce qui s'était traduit par une extraordinaire explosion de la consommation des ménages. Quand Lula quitta sa charge, le Brésil était un acteur géopolitique de premier plan et le président jouissait dans l'opinion d'un indice de satisfaction exceptionnel, supérieur à 80 %. S'appuyant sur sa popularité, la candidate à sa succession, Dilma Rousseff, était aisément portée à la présidence de la République, en octobre 2010.

---

« Sur Jair Bolsonaro, ce chef d'État inculte, misogyne, raciste, homophobe et nostalgique de la dictature (1964-1985) tout ou presque a été dit. Sa brutalité et son goût pour la provocation ont considérablement aggravé, à dessein, les clivages de la société. »

---

Pour octobre 2022, tout est cependant loin d'être déjà joué et il faut se garder de sous-estimer Jair Bolsonaro, d'autant qu'il devrait bénéficier du report en sa faveur des électeurs du juge anticorruption Sergio Moro qui vient de retirer sa candidature à la présidence. Certes, Jair Bolsonaro parle mal le portugais, mais il comprend la rue, sait parler la langue du peuple et s'exprime sans le moindre surmoi. À l'inverse de Lula, tout comme Trump son mentor, il est rompu à l'utilisation et à la manipulation des réseaux sociaux sur lesquels il compte des dizaines de millions d'abonnés. Malgré les polémiques, il dispose toujours de soutiens importants parmi les couches aisées ou celles qui craignent le déclassé social, dont un noyau dur d'adulateurs inconditionnels du

---

« Dès son accession au pouvoir, en 2019, Jair Bolsonaro a déclaré vouloir ouvrir les terres protégées et les réserves indigènes à l'agriculture et à l'extraction minière. »

---

« mythe », ainsi qu'ils le qualifient. Les élites militaires, les fidèles évangéliques, l'agro négoce et une bonne partie du monde des affaires sont les piliers sur lesquels il va s'appuyer durant sa campagne au cours de laquelle il va faire jouer à fond le sentiment anti-PT qui demeure fort dans une bonne partie de la population. Pour ce faire, il ne se prive pas de rappeler les scandales de corruption ayant émaillé les présidences de Lula et de Dilma Rousseff, même s'ils concernaient l'ensemble de la classe politique, y compris ses alliés. Toutefois, comme Jair Bolsonaro est lui-même empêtré, depuis le début de son mandat, dans plusieurs affaires de corruption impliquant y compris des membres de sa famille, l'argument aura sans doute moins de force qu'en 2018 quand il faisait figure de candidat neuf et antisystème. Enfin, depuis près d'un an, il s'est lancé dans un grand activisme avec l'accélération du rythme des privatisations sous l'égide du grand argentier et Chicago boy assumé, Paulo Guedes, la multiplication des grands travaux et, surtout, les programmes sociaux qu'il n'avait jusque-là cessé de dénoncer comme assistancialistes. En 2022, le programme « Aide Brésil » et ses déclinaisons ont remplacé la « Bourse famille ». Destiné aux Brésiliens en situation de pauvreté et d'extrême pauvreté, soit 16,9 millions de familles, son objectif est clair : cibler en priorité les neuf États pauvres du Nordeste, bastion électoral du lulisme. Si le pire n'est jamais sûr, il ne peut être entièrement exclu. Les « divines surprises » des victoires passées de Trump et Bolsonaro sont là pour le rappeler. ■

\*Richard Marin est historien. Il est professeur émérite à l'université Toulouse Jean-Jaurès.

# La fin du néolibéralisme au Chili ?

L'élection de Gabriel Boric et le processus en cours d'écriture d'une nouvelle Constitution représentent pour la gauche une opportunité historique de façonner un nouveau pacte social au Chili.

PAR MARCELO CASALS\*

**E**n octobre 2019, le vieux Chili a éclaté de manière inattendue. Une augmentation du prix du ticket de métro à Santiago a déclenché des semaines de protestations, menées notamment par des lycéens. Alors que la contestation s'intensifiait, le gouvernement de droite de Sebastián Piñera a répondu par une force policière disproportionnée. Puis, le 18 octobre, le gouvernement a ordonné la fermeture de toutes les stations, bloquant des millions de personnes dans les rues. En quelques heures, les manifestations sont devenues massives. À la nuit tombée, des barricades ont été érigées dans les quartiers pauvres et dans ceux habités par les classes moyennes. Le lendemain matin, plusieurs stations de métro de la périphérie de la capitale étaient en proie aux flammes. C'est le début violent de ce qu'on appellera bientôt l'« *estallido social* » (l'explosion sociale)[...].

« Le processus de changement au Chili est lié à une évolution politique plus large en Amérique latine, qui s'est exprimée de différentes manières dans chaque pays, du soulèvement colombien à l'élection de Pedro Castillo au Pérou et de Xiomara Castro au Honduras. »

Les mois de protestation qui ont suivi ont déclenché une crise qui couvrait depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle. L'ordre néolibéral, conçu pendant la dictature militaire initiée en 1973 et poursuivi avec quelques réformes après la transition négociée vers la démocratie en 1990, était en péril. Le sym-

bole le plus tangible de cette époque est la Constitution, ratifiée par le plébiscite frauduleux de la dictature de Pinochet en 1980. Le document a consolidé un mélange de démocratie limitée et d'économie de marché, orienté autour des intérêts des grandes entreprises. Il a transféré au marché des droits sociaux auparavant garantis par l'État, tout en affaiblissant les droits des travailleurs et des syndicats, réduisant ainsi leur pouvoir d'organisation. Ce n'est donc pas un hasard si le récent soulèvement s'est articulé autour de réclamations d'une nouvelle Constitution. Moins d'un mois après le début des manifestations, le gouvernement est contraint d'organiser un référendum appelant à se prononcer, ou non, pour un changement de Constitution. Une majorité écrasante approuve la mesure en octobre 2020 et, en mai 2021, les Chiliens retournent aux urnes pour élire une assemblée constituante chargée de rédiger une nouvelle Constitution. Les résultats sont surprenants. La droite remporte moins d'un tiers des sièges (ce qui était impensable quelques années auparavant), perdant ainsi son traditionnel droit de veto, tandis que les candidats indépendants et de gauche réalisent des gains importants. Bien que certaines alliances aient légèrement changé ces derniers mois, il existe toujours un bloc majoritaire solide attaché aux demandes populaires formulées pendant l'*estallido*.

## LE PROBLÈME CONSTITUTIONNEL

Dans les années qui ont précédé le soulèvement de 2019, l'idée de remplacer la Constitution commençait déjà à circuler dans les mouvements populaires. Pourtant, lorsque l'idée a été évoquée pour la première fois, lors des manifestations étudiantes de 2011, elle a été moquée par la droite et une bonne partie de la Concertation des partis

pour la démocratie (bloc social-démocrate et centriste). Bien que le deuxième gouvernement de Michelle Bachelet ait proposé d'entamer un processus constituant, il n'a jamais existé une volonté politique réelle de le faire aboutir, et le projet est tombé à l'eau en même temps que les réformes des retraites et de l'éducation. Ce n'est qu'à la suite des manifestations que l'idée a émergé comme quelque chose de possible et d'urgent. La dictature militaire de Pinochet avait autrefois considéré la réforme constitutionnelle avec la même urgence. Elle a commencé à élaborer une nouvelle Constitution peu après son arrivée au pouvoir, convaincue que le système démocratique ancré dans la Constitution de 1925 était obsolète. La junte militaire voulait éliminer la possibilité d'un nouveau projet révolutionnaire et anticapitaliste et changer radicalement l'économie, les institutions politiques et même le cœur et l'esprit des Chiliens. À la fin des années 1970, une petite commission mandatée par la dictature a présenté les premiers contours d'une nouvelle Constitution.

---

« C'est seulement face aux manifestations massives de protestation de 2019 que le gouvernement de droite a été contraint de reculer sur la question de l'ordre politique conçu sous la dictature. Cependant, le chemin vers l'Assemblée constituante n'a pas été facile. »

---

Après avoir modifié le document pour concentrer et étendre son pouvoir, Pinochet le ratifie par un plébiscite sans listes électorales et sans opposition politique.

Au cours de la contestation de l'ordre autoritaire qui a débuté par d'énormes manifestations nationales en 1983, des demandes pour une nouvelle assemblée constituante ont commencé à émerger. Néanmoins, l'opposition modérée – l'alliance entre les démocrates-chrétiens et le parti socialiste – a fini par accepter le processus de transition décrit dans la Constitution de 1980, ce qui a conduit à la défaite du dictateur lors d'un référendum en 1988. Les dirigeants modérés ont fait pression

pour réformer les aspects les plus antidémocratiques de la Constitution – comme l'interdiction des partis marxistes – par le biais de négociations avec le régime en 1989.

Ces négociations ont permis à une série de mécanismes antidémocratiques de survivre pendant la transition, notamment la présence de sénateurs nommés (composés d'anciens membres de la Cour suprême, des forces armées et d'autres institutions de l'État, tous nettement conservateurs), un système électoral binominal qui permettait à la droite de contrôler la moitié du Congrès avec environ un tiers des voix, et l'incapacité du président à révoquer le haut commandement des forces armées, entre autres règles. Toutefois, certains changements ont été obtenus en 2005 – comme la fin des sénateurs nommés –, une fois de plus grâce aux négociations entre la Concertation et la droite. Mais l'exigence d'une nouvelle Constitution démocratique a été mise de côté au profit de la stabilité politique. Cet objectif est resté une aspiration de la gauche (principalement du PC et d'autres petits groupes radicaux) qui a été exclu des termes de la transition.

#### LA GAUCHE ET LA CONVENTION CONSTITUTIONNELLE

La Constitution était un projet fondateur de la dictature et a joué un rôle important dans la transition incomplète vers la démocratie. Mais elle posait également de sérieux problèmes pour le fonctionnement de la démocratie, en raison des « lois organiques » qui réglementent des aspects centraux de l'État et de l'économie, et d'un tribunal constitutionnel composé de juges conservateurs, qui bloque de nombreuses lois réformistes approuvées par le Congrès.

C'est seulement face aux manifestations massives de protestation de 2019 que le gouvernement de droite a été contraint de reculer sur la question de l'ordre politique conçu sous la dictature. Cependant, le chemin vers l'assemblée constituante n'a pas été facile. La répression des manifestations de 2019 s'est appuyée sur des déclarations spectaculaires de « guerre » prononcées par Sebastián Piñera, des violations des droits de l'homme et le déploiement de l'armée dans les rues, rappelant les moments les plus sombres de la dictature militaire. Dans un contexte de crise croissante, le Congrès national a négocié l'accord pour la paix et la nouvelle Constitution, qui a été signé le 15 novembre, moins d'un mois après le début des manifestations. ▶▶

► Une grande partie de la gauche du Congrès – en particulier le PC et certaines parties du Front large (*Frente Amplio*) – était sceptique et n'a pas signé l'accord. L'un des points les plus sensibles était l'exigence d'une majorité des deux tiers des délégués au congrès pour l'approbation de nouveaux articles, ce qui, étant donné l'équilibre des forces électorales à l'époque, semblait donner à la droite un droit de veto virtuel. Malgré ces limites, d'autres ont estimé que la situation offrait une occasion sans précédent de mettre un terme à la démocratie néolibérale de la transition. C'est ainsi que Gabriel Boric, jeune député du Front large et ancien leader étudiant, l'a perçu, lorsqu'il a signé le document, malgré la position de son propre parti. Ce geste a marqué le lancement de la candidature de Gabriel Boric comme leader national puisque sa position était partagée par une majorité de Chiliens. Lors du référendum d'octobre 2020, près de 80 % des voix se sont exprimées en faveur de la formation d'une convention constituante.

Aux élections des délégués à la convention, qui ont eu lieu en mai 2021, la droite a été réduite à une minorité sans le droit de veto auquel elle était habituée. Au lieu de cela, les forces de la gauche indépendante ainsi que les partis historiques de la gauche ont obtenu un grand nombre de délégués. Avec les représentants des sièges réservés aux peuples indigènes, ils pouvaient former un bloc majoritaire, malgré d'importantes différences entre eux. Le résultat a également eu un effet sur la course à la présidence. L'alliance de gauche composée principalement du Front large et du Parti communiste (le Parti socialiste a décidé de rester avec les chrétiens-démocrates) a remporté un nombre impressionnant de voix lors des élections primaires. Pendant ce temps, la droite traditionnelle a eu du mal à convaincre les électeurs qu'elle était ouverte à des réformes limitées du néolibéralisme oligarchique et réactionnaire. Signe de la profondeur de la crise politique à droite, un candidat d'extrême droite, José Antonio Kast – qui défend ouvertement la dictature militaire, critique le gouvernement Piñera et s'identifie au président brésilien Jair Bolsonaro – mène désormais la réaction conservatrice contre les manifestations et la nouvelle Constitution.

« L'élection de Gabriel Boric marque la fin de l'ordre politique dominé par la Concertation et la droite traditionnelle. Néanmoins, la force de l'extrême droite atteste la fragilité de l'ordre politique chilien et la contingence des gains réalisés par la gauche. »

Alors qu'au premier tour de l'élection présidentielle, José Antonio Kast devance (27,9 %) Gabriel Boric (25,8 %), c'est Gabriel Boric qui remporte finalement l'élection au second tour le 19 décembre

avec près de 56 % des voix. L'élection de Boric marque la fin de l'ordre politique de la transition, autrefois dominé par la Concertation et la droite traditionnelle. Néanmoins, la force de l'extrême droite atteste la fragilité de l'ordre politique chilien et la contingence des gains réalisés par la gauche.

Le processus constitutionnel est une opportunité historique pour la gauche chilienne. Premièrement, il représente l'institutionnalisation du conflit déclenché par le soulèvement d'octobre 2019. Malgré le caractère fortement anti-partis des manifestations, la gauche a été capable de se connecter au nouveau sens commun, créé par les gens dans les rues, et de le canaliser en une force de changement. Elle est,

notamment, la force politique la mieux préparée à défendre les causes féministes, écologistes et indigénistes, largement ignorées durant la transition. Ces dernières seront probablement les fondements politiques du nouvel ordre constitutionnel.

Il est fort possible que la convention supprime les éléments les plus saillants de la Constitution de 1980, tels que les enclaves autoritaires restantes ou la notion plutôt rigide de propriété privée, qui a permis la marchandisation des droits sur l'eau. Parmi les points essentiels de la convention figurent la reconnaissance constitutionnelle des peuples indigènes, de nouvelles définitions de la société et de la famille, qui permettront des changements législatifs tels que la légalisation de l'avortement, et des limites efficaces et concrètes à l'exploitation des environnements naturels par les sociétés transnationales d'exploitation minière, forestière et de pêche. Et la convention devrait « démarchandiser » les systèmes de sécurité sociale, de santé et d'éducation. Toutes ces demandes s'alignent sur l'agenda historique de la gauche.

Mais il y a aussi des risques politiques à considérer. La durée et le caractère divisé de la convention constituante menacent déjà d'aliéner une grande

partie de l'opinion publique, ce qui pourrait affecter la légitimité du texte qui en sortira. La droite et les médias conservateurs sont déterminés à discréditer la convention, en utilisant toute erreur ou tout retard pour étayer leur point de vue. En même temps, des désaccords sur des questions clés concernant le système judiciaire ou la nature des futures institutions politiques ont divisé le camp progressiste. Si de nouvelles discordances surgissent, la gauche devra trouver un équilibre entre le respect de ses engagements historiques et le fait de ne pas compromettre le succès global des délibérations.

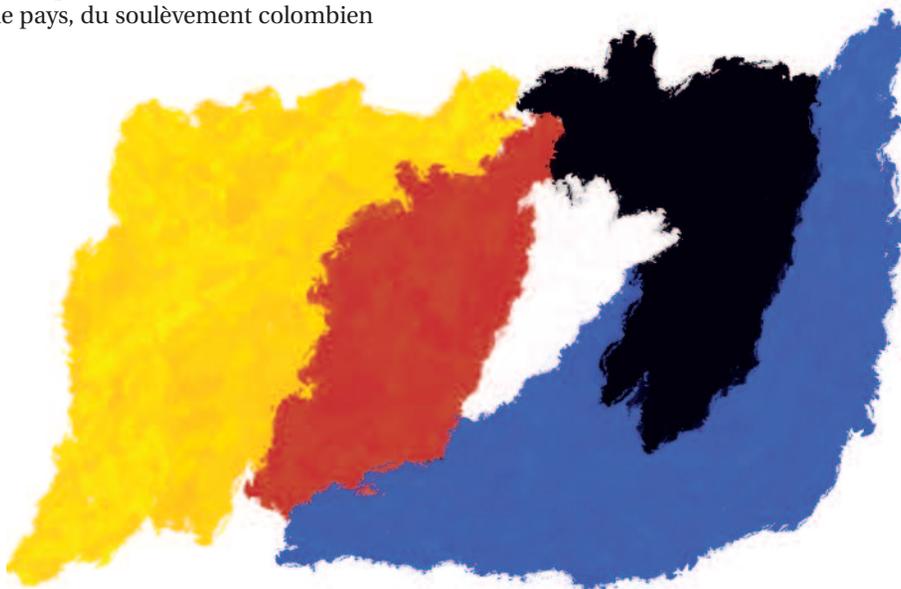
Au-delà des partis, demeure aussi le risque que certains aspects de la plate-forme progressiste finissent par inspirer plus de division que d'unité. L'Américaine Nancy Fraser a théorisé la différence entre une « politique de reconnaissance » et une « politique de redistribution ». La première, qui est largement soutenue par les jeunes générations, valorise la diversité et la différence. Ces aspirations ne devraient pas être les seuls objectifs ; sans une politique de redistribution qui l'accompagne, la politique de reconnaissance peut s'avérer aliénante pour certains électeurs. À cette fin, le bloc de gauche au congrès devrait mettre l'accent sur les changements à apporter à la Constitution pour établir le droit de se syndiquer, le droit de grève et d'autres lois qui auraient un impact direct sur la vie de millions de travailleurs.

Le processus de changement au Chili est lié à une évolution politique plus large en Amérique latine, qui s'est exprimée de différentes manières dans chaque pays, du soulèvement colombien

à l'élection de Pedro Castillo au Pérou et de Xiomara Castro au Honduras. Il existe des signes d'une restructuration mondiale dans le sillage de la pandémie de covid-19, caractérisée par le désir d'un plus grand contrôle des flux de capitaux et une prise de conscience de la nécessité de réduire l'extrême concentration des richesses et de prendre plus au sérieux le changement climatique. Si le monde entre dans une phase post-néolibérale – ce qui n'est en aucun cas une certitude –, le Chili peut servir de guide et de laboratoire, comme il l'a fait dans la seconde moitié des années 1970, lorsqu'il est devenu le pionnier de la réforme économique néolibérale radicale. Aujourd'hui, la gauche chilienne a l'occasion de contribuer à la construction d'un nouvel ordre qui pourrait façonner les structures sociales, économiques et politiques du pays pour les années à venir, et qui pourrait également avoir d'importantes répercussions régionales et mondiales. Le remplacement de la Constitution n'est pas la même chose qu'une révolution, ni qu'un changement immédiat dans les relations de pouvoir. Mais il représente le dépassement définitif de la longue dictature militaire et de ses héritages néolibéraux, ainsi qu'une amélioration radicale des possibilités de développer un programme progressiste solide pour avancer vers le socialisme démocratique. ■

**\*Marcelo Casals** est docteur en histoire. Il est actuellement postdoctorant à l'Institut latino-américain de l'université de Berlin.

Texte traduit par Élodie Lebeau, « The end of Neoliberalism in Chile », *Dissent*, janvier 2022.



# Cuba : faire face à la pandémie sous blocus

Plusieurs décennies de blocus n'ont pas empêché Cuba de développer l'un des systèmes de santé les plus efficaces au monde. Comment a-t-elle affronté la pandémie ?

PAR **OLIVIER LE ROY\***

**L**e 23 janvier 2022, cinquante médecins et infirmiers cubains atterrissent aux Bahamas. Quarante-deux femmes et huit hommes. C'est la cinquante-huitième brigade médicale que la petite île des Caraïbes envoie depuis le début de la pandémie de covid en 2020. Vieille de près de soixante ans, cette coopération est l'une des expressions de la solidarité internationale développée depuis la révolution de 1959. Et pourtant, après six décennies de blocus, le système de santé cubain est sévèrement affecté par la guerre économique que mènent les États-Unis à son encontre. Mais les innovations de la recherche médicale cubaine, l'efficacité de son système de santé public et la solidarité médicale internationale de ce petit pays de 11 millions d'habitants n'en finissent pas de surprendre.

## IMPORTATIONS DE MATÉRIELS ET ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX BLOQUÉS

Mars 2020, alors que la pandémie de covid fait rage à travers le monde, les pays s'emploient à se fournir en matériel de protection (masques, réactifs pour les tests de dépistage...) pour faire face à ce virus encore quasi inconnu. Pour Cuba, la bataille est bien plus difficile car il faut pouvoir importer les produits et matériels médicaux qui ne sont pas produits sur place, tout en subissant les contraintes exorbitantes que représente le blocus américain.

Dans les premiers mois de 2020, deux entreprises suisses, IMT Médical AG et Acutronic Medical Systems AG, qui livraient des respirateurs à Cuba, décident de stopper leurs livraisons après leur rachat par un fonds américain. Les Cubains doivent alors se débrouiller sans. Ils se mettent à

développer leurs propres respirateurs mais les difficultés subsistent car il faut importer des pièces venant de l'autre bout du monde. Les coûts et les délais d'approvisionnement en sont rallongés d'autant.

« Cuba est parvenu à produire cinq vaccins depuis le début de la pandémie : les vaccins Soberana (Soberana 01, Soberana 02 et Soberana Plus), le vaccin Abdala et le vaccin Mambisa, injecté par voie nasale. »

En avril 2020, une cargaison de masques, de kits de tests et de respirateurs, offerte par le fondateur du groupe chinois Alibaba ne parvient pas jusqu'à Cuba, car le transporteur américain redoute les sanctions états-uniennes. Ce ne sont que quelques exemples des difficultés auxquelles le secteur cubain de la santé s'est heurté durant la pandémie. Chaque fois la logique est la même : les entreprises étrangères refusent de commercer avec Cuba par peur des mesures de rétorsion de la Maison-Blanche.

## SOIXANTE ANS DE BLOCUS

Instauré en 1962, le blocus américain ne s'est jamais assoupli depuis. Si Cuba a pu échanger facilement avec les pays socialistes du temps de la guerre froide, la situation s'est compliquée dès

le début des années 1990. Privés de leurs anciens partenaires économiques, les Cubains se sont retrouvés isolés sur la scène internationale et ont dû affronter la dénommée « période spéciale en temps de paix », pendant laquelle les approvisionnements se faisaient plus rares et les privations plus intenses.

---

« La mortalité infantile y est de 4 pour 1 000 naissances et l'espérance de vie de 79 ans, soit des indicateurs similaires aux pays les plus développés. »

---

Durant la décennie 1990, les États-Unis ont même durci leurs sanctions. En 1996, Bill Clinton promulgue la loi Helms-Burton. Parmi les nombreuses dispositions qu'elle contient, son chapitre III interdit à toute entreprise mondiale d'exporter vers Cuba un produit contenant au moins 10 % de composants d'origine états-unienne.

Malgré une légère ouverture diplomatique sous la présidence de Barack Obama, des banques se sont vu infliger des amendes par les autorités états-uniennes pour avoir effectué des transactions avec Cuba. Ainsi la banque française BNP Paribas a écopé, en 2014, d'une amende de 9 milliards de dollars.

#### **L'OFFENSIVE DE TRUMP AGGRAVE LES DIFFICULTÉS PENDANT LA PANDÉMIE**

Donald Trump reste sans doute le dernier président américain en exercice à n'avoir jamais cessé de multiplier les sanctions contre Cuba. En janvier 2021, il va jusqu'à placer ce dernier sur la liste des pays accusés de soutenir le terrorisme. Les conséquences en matière d'approvisionnement pour le secteur de la santé cubain ont été brutales. Ainsi en 2021, Cuba passe

commande d'écouvillons, utilisés pour les tests de dépistage, auprès d'une entreprise allemande. Tout semble bon jusqu'à ce que cette entreprise se rétracte finalement en raison de la décision du président des États-Unis.

Aux difficultés provoquées par le blocus, on peut ajouter l'arrêt des revenus touristiques dû aux nombreuses restrictions aux voyages pendant la pandémie. En temps normal, avec environ 4 millions de touristes par an, le revenu généré par cette activité s'élève à environ 3,3 milliards de dollars par an.

Entre difficultés d'approvisionnement et difficultés économiques, des pénuries ont affecté les pharmacies cubaines. Sur les 619 médicaments de base disponibles, 58 % sont produits sur l'île. Le reste doit être importé.

Le président américain en exercice depuis 2021 Joe Biden n'a nullement allégé le blocus. Tout juste a-t-il décidé, début mars 2022, d'une réouverture progressive de l'ambassade américaine à La Havane que son prédécesseur avait fermée. Comme le stipulait une note du département d'État nord-américain en 1960, l'objectif du blocus est de provoquer « la faim, la désespérance et le renversement du régime ». Plus de soixante ans après, les États-Unis espèrent toujours arriver à leurs fins.

#### **UN SYSTÈME DE SANTÉ MODÈLE**

Toutefois, les décennies de blocus n'ont pas empêché Cuba de développer l'un des systèmes de santé les plus efficaces au monde. La mortalité infantile y est de 4 pour 1 000 naissances et l'espérance de vie de 79 ans, soit des indicateurs similaires aux pays les plus développés (données Banque mondiale).

Le système de santé cubain est fondé autour des trois principes suivants : gratuité, universalité et prévention. Cette dernière est assurée par un réseau de médecins réparti sur l'ensemble du territoire, au plus près des populations, des quartiers des grandes villes aux campagnes les plus reculées. L'île dispose du nombre de médecins ►►

---

« Le système de santé cubain est fondé autour des trois principes suivants : gratuité, universalité et prévention. »

---

► par habitant le plus élevé de la planète avec 8,4 médecins pour 1 000 habitants, alors que la France n'en compte que 3,3 pour 1 000 habitants (données de la Banque mondiale 2018).

### INNOVATIONS BIOTECHNOLOGIQUES : ENTRE EXCELLENCE ET SOUVERAINETÉ

À cela il faut ajouter le développement de la recherche médicale devenue l'un des points forts du pays caribéen. En 1981, Fidel Castro lance le plan Frente biológico (Front biologique) qui aboutira à la création du consortium étatique BioCubaFarma. Cette entité est aujourd'hui composée de pas moins de soixante et un sites dédiés à la recherche et à la fabrication de médicaments. Les succès de la recherche médicale cubaine sont déjà nombreux. Cuba a ainsi été le premier pays au monde à avoir su bloquer la transmission du VIH de la mère à l'enfant chez les femmes enceintes, le premier à développer un vaccin thérapeutique contre le cancer du poumon (CimaVAX), aujourd'hui à l'étude aux États-Unis et en Europe, et nombre de ses médicaments s'exportent – la vente de médicaments représente pour Cuba le deuxième revenu d'exportation après le nickel. Dès février 2020, plusieurs composantes du consortium BioCubaFarma se sont concentrées sur le développement de vaccins contre la covid. Cuba est ainsi parvenu à produire cinq vaccins depuis le

« L'île dispose du nombre de médecins par habitant le plus élevé de la planète avec 8,4 médecins pour 1 000 habitants, alors que la France n'en compte que 3,3 pour 1 000 habitants. »

début de la pandémie : les vaccins Soberana (Soberana 01, Soberana 02 et Soberana Plus), le vaccin Abdala et le vaccin Mambisa, injecté par voie nasale. Les taux d'efficacité des vaccins cubains sont similaires à ceux développés chez les laboratoires pharmaceutiques des grandes puissances occidentales. Abdala enregistre ainsi une efficacité de 92 % et Soberana de 91 %. La combinaison de différents vaccins donne même des résultats encore plus concluants selon les scientifiques cubains. Mais au moment de développer leur production à grande échelle, Cuba se confronte encore aux entraves du blocus.

### LE BLOCUS, FREIN À LA PRODUCTION À GRANDE ÉCHELLE DES VACCINS CUBAINS CONTRE LA COVID-19

Initialement les services de santé cubains prévoient de vacciner la population essentiellement avec le vaccin Soberana. Cependant, pour produire un vaccin, il faut compter environ neuf cents composants différents et, dans le cas de Soberana, tous ces composants n'étaient pas disponibles sur place. Cuba s'est ainsi heurtée à des retards dans sa production en raison des difficultés d'importation de certains ingrédients. À l'inverse, la plupart des composants du vaccin Abdala étant présents, le gouvernement cubain a finalement décidé d'administrer ce dernier aux populations.

En combinant Soberana et Abdala, Cuba pensait pouvoir s'acheminer vers une couverture quasi totale de la population dès juillet 2021. Mais les retards induits dans la production des vaccins Soberana n'ont pas permis de tenir ces délais. C'est d'ailleurs en juin 2021 que le pays a connu un pic de contaminations et de décès avec l'arrivée du variant Delta. Il ne fait guère de doute qu'avec un taux de vaccination plus avancé dans la population, ce dernier aurait été moins mortifère.

Depuis février 2022, Abdala et Soberana 02 sont étudiés par l'Organisation mondiale de la santé. Leur homologation par cette dernière ouvrirait la voie à leur diffusion internationale, signe d'un nouveau succès pour la médecine cubaine. ■

\*Olivier Le Roy est président de l'association Résistance et solidarité.

### Résistance et solidarité

Résistance et solidarité est une association progressiste qui mène des projets de solidarité dans le domaine de la santé à Cuba et en Palestine. Aux côtés du comité France-Cuba de Paris et du Comité Amérique latine de Caen, Résistance et solidarité est membre de Medicuba-France. Cette dernière est la branche française du réseau Medicuba-Europe qui initie de grandes campagnes d'appui aux capacités médicales cubaines depuis les années 1990.

# La rébellion zapatiste et l'internationalisme du XXI<sup>e</sup> siècle : luttes planétaires et pluralité des mondes

Les zapatistes ont déployé dans les territoires rebelles du Chiapas une expérience d'autogouvernement populaire, pour résister à l'avancée destructrice de la marchandisation capitaliste.

PAR JÉRÔME BASCHET\*

Lancé dans la nuit du 1<sup>er</sup> janvier 1994 avec l'occupation de plusieurs villes du Chiapas, au sud du Mexique, le soulèvement zapatiste est l'une des grandes aventures rebelles des dernières décennies. Il s'est agi tout à la fois d'une insurrection indienne contre cinq siècles d'oppression coloniale, d'un appel à mettre fin à la « dictature parfaite » du Parti révolutionnaire institutionnel, alors au pouvoir depuis six décennies, et d'un rejet de la globalisation néolibérale, rendue manifeste par le déclenchement du sou-

levement vis-à-vis des institutions de l'État mexicain et permettant de résister à l'avancée destructrice de la marchandisation capitaliste. Cette expérience se déploie à une échelle significative, avec trente et une communes autonomes et douze « conseils de bon gouvernement », qui sont des instances régionales de coordination des communes. Elle a développé son propre système de justice (de médiation et sans recours à la prison), de santé et d'éducation, le tout grâce à la multiplication des coopératives et à des formes de travail collectif sur les terres récupérées en 1994 (pour une présentation plus détaillée, voir J. Baschet, *La Rébellion zapatiste*, Champs-Flammarion, 2019).

« La proposition zapatiste oppose aux logiques globalisatrices de l'économie une politique de la multiplicité des expériences ancrées dans des lieux singuliers, dans des particularités culturelles assumées et des manières diversifiées de vivre et de se rapporter au monde. »

levement le jour de l'entrée en vigueur de l'ALENA, accord de libre-échange nord-américain. Depuis, les zapatistes ont déployé dans les territoires rebelles du Chiapas une expérience d'autogouvernement populaire, en sécession

## UNE UTOPIE RÉELLE

Ce que la lutte zapatiste est parvenue à faire émerger, non sans de grandes difficultés, peut être considéré comme l'une des utopies réelles les plus remarquables aujourd'hui, par son extension géographique, sa longévité et sa radicalité. Cependant, on aurait tort de réduire cette expérience à sa seule dimension locale. Si, pour les zapatistes, la construction territorialisée de formes de vie autodéterminées est indispensable, elle ne saurait se suffire à elle-même. Au contraire, elle ne prend sens que dans la perspective d'une lutte planétaire contre le capitalisme, qui a pour horizon l'émancipation de tous les habitants de la Terre. C'est en ce sens que la rébellion zapatiste offre de fruc- ►►

► tueux points d'appui pour penser un nouvel internationalisme adapté au XXI<sup>e</sup> siècle.

La rébellion zapatiste est à la fois un soulèvement indien pour la dignité retrouvée et pour l'autonomie, une lutte nationale pour transformer le Mexique et un combat pour l'humanité et contre le capitalisme. Alors que ces diverses dimensions sont souvent réputées incompatibles, il est clair, ici, qu'elles ne le sont nullement. Au contraire, c'est l'étroite articulation de ces trois échelles – intranationale, nationale et internationale –, qui permet d'écarter les périls que chaque registre pris isolément pourrait comporter, à savoir l'ethnicisme essentialiste, le nationalisme intolérant et l'universalisme abstrait.

### UNE DIMENSION INDIENNE ET INTERNATIONALISTE

De fait, le soulèvement de 1994 avait un objectif clairement national, puisqu'il constituait une déclaration de guerre à l'armée fédérale et un appel à destituer le président d'alors, Carlos Salinas de Gortari. Les initiatives nationales n'ont pas cessé ensuite, depuis l'immense réunion de la Convention nationale démocratique, à l'été 1994, jusqu'à l'Autre campagne, en 2006, qui a sillonné le pays pour écouter ses douleurs, apprendre de ses luttes et amorcer la formation d'un réseau de résistances – ou encore avec la tentative de présenter une candidate indienne issue du Congrès national indigène à l'élection présidentielle de 2018. L'appel à refonder le pays se combine d'ailleurs, pour les zapatistes, à une adhésion aux formes largement partagées du nationalisme mexicain, avec ses symboles omniprésents, comme l'hymne ou le drapeau. Mais l'articulation entre le national et l'international interdit d'associer le patriotisme zapatiste à un repli identitaire ou à un rejet de l'étranger. Car peut-on accuser de chauvinisme ceux qui invitent à « construire l'internationale de l'espérance [...] par-dessus les frontières, les langues, les couleurs, les cultures, les sexes » et qui affirment que « la dignité est cette patrie sans nationalité, cet arc-en-ciel qui est aussi un pont, ce murmure du cœur qui ne se soucie pas du sang qui le vit, cette irrévérence rebelle qui se moque des frontières, des douanes et des guerres » ?

---

« La rébellion zapatiste est à la fois un soulèvement indien pour la dignité retrouvée et pour l'autonomie, une lutte nationale pour transformer le Mexique et un combat pour l'humanité et contre le capitalisme. »

---

La dimension indienne du mouvement est massive, compte tenu de la composition de l'EZLN (Ejército zapatista de liberación nacional), tant au niveau de ses bases que de ses instances de direction (à l'exception du sous-commandant Marcos, devenu Galeano à partir de 2014). Pour autant, il ne s'agit nullement d'une lutte ethnociste. Ainsi, pendant la préparation du soulèvement, les commandants indiens avaient le souci que leur irruption n'apparaisse pas comme « une guerre des indigènes », « afin que celui qui n'est pas indigène ne se sente pas exclu ». Durant la marche jusqu'à Mexico, en 2001, il s'est agi d'affirmer la dignité des peuples indiens, mais la dignité a été présentée comme une relation, un pont, impliquant indiens et non-indiens. On a à faire ici à un mouvement indien qui manifeste sa méfiance à l'égard de toute idéalisation d'une supposée identité indigène pour promouvoir une conception ouverte de l'ethnicité, toujours articulée à une perspective politique plus ample, capable d'associer indigènes et non-indigènes.

Quant à la dimension internationale du zapatisme, elle est constante. On doit d'abord rappeler la Rencontre intercontinentale pour l'humanité et contre le néolibéralisme, organisée au Chiapas en juillet-août 1996, dans une période où les perspectives internationalistes étaient tombées au plus bas, et qui est souvent considérée comme un antécédent important et une source d'inspiration pour le mouvement altermondialiste, qui a pris son essor peu après. Depuis lors, les zapatistes n'ont pas cessé d'organiser des rencontres internationales, comme le Festival mondial de la digne rage, en 2008-2009, le

Festival mondial des résistances et des rébellions, en 2014-2015, ou encore la rencontre internationale des femmes qui luttent, en 2018. À maintes reprises, ils ont réitéré leur appel à former des réseaux planétaires de résistances et de rébellions. C'est dans cette perspective qu'ils ont entrepris, en 2021, un « Voyage pour la vie » sur les cinq continents. Ainsi, entre septembre et décembre dernier, cent quatre-vingts zapatistes ont sillonné l'Europe à la rencontre des luttes et des expériences alternatives.

## RECONNAÎTRE L'EXISTENCE D'IMPÉRIALISMES CONCURRENTS

Préciser la nature d'un internationalisme renoué suppose d'évoquer trois questions : contre quoi ? au nom de quoi ? comment ? Sur le premier point, la dimension internationaliste de la lutte zapatiste apparaît étroitement liée à son caractère anticapitaliste. Dans les premières années du soulèvement, c'est l'opposition au néolibéralisme qui avait été mise en avant, notamment lors de la Rencontre intercontinentale de 1996 ou encore dans le texte du sous-commandant Marcos intitulé « La quatrième guerre mondiale a commencé » (*Le Monde diplomatique*, août 1997). S'il était néanmoins clair que le capitalisme dans son ensemble était visé, la clarification sémantique est intervenue en 2005, avec la Sixième déclaration de la forêt Lacandone, puis lors d'un séminaire international organisé en 2015, « La pensée critique face à l'hydre capitaliste ». Pour les zapatistes, l'échelle internationale est indispensable si l'on veut combattre « l'hydre capitaliste » qui plonge la planète Terre dans une tourmente de plus en plus dévastatrice.

Pour autant, l'analyse du système-monde capitaliste ne saurait être d'un seul bloc. En particulier, elle ne saurait être ordonnée à la seule dénonciation de l'impérialisme nord-américain – pour prégnant que soit ce dernier lorsqu'on regarde le monde depuis le Mexique. En effet, il est indispensable de reconnaître l'existence d'impérialismes concurrents, agissant de façon autonome, et d'autres politiques de puissance, tout aussi condamnables que celle des États-Unis d'Amérique. Déjà patent lors de la guerre en Syrie, ceci devient crucial dans le contexte de la guerre en Ukraine, qui voit une ample partie de la gauche latino-américaine reproduire les schémas classiques du « campisme » et faire preuve d'indulgence à l'égard de Poutine, voire de porosité à l'égard de la propagande du Kremlin. Au contraire, dans un communiqué du 2 mars 2022, l'EZLN a certes dénoncé toutes les guerres capitalistes, mais en commençant par condamner sans ambiguïté l'inacceptable invasion d'un pays souverain par la Russie (cf. « Il n'y aura pas de paysage après la bataille », à propos de l'invasion de l'armée russe en Ukraine, disponible en ligne). Et, le 13 mars, lorsque les zapatistes ont manifesté dans plusieurs villes du Chiapas en soutien au peuple ukrainien, on a vu fleurir les pancartes « Poutine hors d'Ukraine ». Ce geste internationaliste fort était particulièrement remarquable venant de

peuples mayas vivant fort loin du théâtre des opérations, et dans un contexte latino-américain peu propice. Il montre qu'un internationalisme renoué ne saurait reproduire les réflexes usés d'un anti-impérialisme unilatéral.

## DES RÉSEAUX PLANÉTAIRES DE RÉSISTANCE

Sur le second point, on soulignera que les zapatistes, formés dans la tradition marxiste, n'ignorent rien de l'importance de la lutte des classes. Ils s'emploient néanmoins à l'inscrire dans une perspective plus ample. Pour eux, la lutte contre le capitalisme est une lutte pour tous les opprimés, mais aussi (potentiellement) pour l'humanité tout entière. À l'heure de la dévastation écologique, lorsque le capitalisme se révèle être un système mortifère qui détruit la planète et met en péril la vie sur Terre, les zapatistes considèrent que le combat anticapitaliste doit être compris dans toute son ampleur comme une « lutte pour la vie ». C'est le sens de la Déclaration pour la vie qu'ils ont signée, avec d'autres organisations et collectifs, le 1<sup>er</sup> janvier 2021 (disponible en ligne).

---

« À l'heure de la dévastation écologique, lorsque le capitalisme se révèle être un système mortifère qui détruit la planète et met en péril la vie sur Terre, les zapatistes considèrent que le combat anticapitaliste doit être compris dans toute son ampleur comme une "lutte pour la vie". »

---

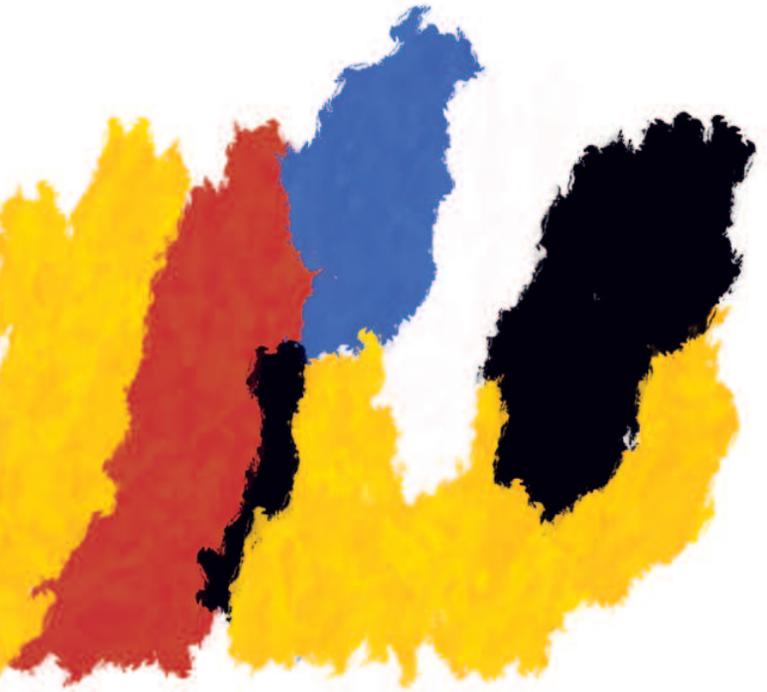
Enfin, on notera que le terme « international » et même celui d'« internationalisme » sont peu utilisés ici. Ainsi, la rencontre de 1996 était qualifiée d'intercontinentale (et aussi, avec l'humour qui caractérise les zapatistes, d'intergalactique). Depuis, c'est la notion de « planétaire » qui est mise en avant. Elle permet de se situer à l'échelle de la Terre, tout en se démarquant de la globalité promue par l'économie néolibérale. Elle suggère qu'il s'agit de tisser des liens transnationaux entre les résistances et les rébellions qui surgissent partout, sans nécessairement chercher à construire une nouvelle Internationale qui repro- ▶▶

►► duirait le modèle d'une structure unifiée regroupant des entités ou des organisations nationales.

### UN UNIVERSALISME DES MULTIPLICITÉS

La question de l'internationalisme débouche inévitablement sur celle de l'universalisme. Un internationalisme rénové suppose de concevoir un nouvel universalisme. De fait, on ne saurait s'en tenir, quelles que soient les vertus qu'il a pu avoir historiquement, à l'universalisme des Lumières. Trop peu attentif aux différences réelles, il n'a jamais été que l'universel particulier de l'Occident, autrement dit un « universalisme européen », selon la formule si juste d'Immanuel Wallerstein. L'invitation zapatiste à construire « un monde où il y ait place pour de nombreux mondes » suggère une approche toute différente. Ce que la proposition zapatiste oppose aux logiques globalisatrices de l'économie, porteuses à la fois d'homogénéisation et de fragmentation, est une politique de la multiplicité des expériences ancrées dans des lieux singuliers, dans des particularités culturelles assumées et des manières diversifiées de vivre et de se rapporter au monde. Mais l'énoncé zapatiste ne se contente pas d'en appeler à la pluralité des mondes ; il articule celle-ci à la reconnaissance de ce « un monde » qui les rend tous possibles. Ce « un monde », c'est d'abord la planète Terre, dont l'habitabilité est la condition des multiples mondes possibles. Mais il désigne aussi l'horizon, bien apte à récuser l'enfermement localiste et l'absolutisation des identités, d'un commun à construire par la coopération, la rencontre des géographies et l'interpénétration des mémoires. Il y a dans l'expérience zapatiste de fortes suggestions pour engager l'élaboration d'un nouvel universalisme. Plutôt que de pluriversalisme, on pourrait le qualifier de pluniversalisme (en joignant les deux dimensions que suggèrent les préfixes pluri- et uni-). Mais, en un moment qui exige à la fois de récuser toute indifférence aux différences et de résister à la tentation des identités essentialisées et excluantes, on préférera le caractériser comme universalisme des multiplicités.

Au total, la rébellion zapatiste montre que l'affirmation d'une perspective anticapitaliste ayant un horizon planétaire n'est en rien incompatible avec des luttes pour la défense de modes de vie particuliers, ancrée dans des territoires propres et des singularités ethnoculturelles. C'est un faux dilemme de croire qu'il n'y aurait d'autres choix que de défendre l'universel en récusant



l'importance des différences (donc en déniait la pertinence de luttes particulières) ou d'exalter les différences en les absolutisant (donc en niant la possibilité d'une lutte commune avec d'autres différences). Un universalisme des multiplicités permet au contraire l'affirmation conjointe d'une pluralité des mondes et d'une communauté planétaire.

C'est sur cette base que peut s'épanouir un nouvel internationalisme. Soucieux de fortifier des réseaux transnationaux de résistances et de rébellions, il pourrait assumer un horizon planétaire qui, à la différence des logiques globalisatrices, articule le souci de la Terre dans son ensemble et celui de la multiplicité des lieux et des écosystèmes qui la composent. En ce sens, le combat planétaire contre l'hydre capitaliste peut être conçu à la fois comme la conjonction de luttes multiples, aux enjeux spécifiques et relevant de traditions fort différentes, et comme une lutte commune pour la vie et pour la sauvegarde de l'habitabilité de la Terre, qui en est la première condition. ■

**\*Jérôme Baschet** est historien. Il a été enseignant-chercheur à l'EHESS et est actuellement professeur à l'Universidad Autónoma de Chiapas, à San Cristóbal de Las Casas (Mexique).

# Venezuela : l'épopée d'une résistance

Un retour sur l'histoire du Venezuela au cours de ces dernières années est révélateur de l'obstination démocratique de son peuple. Malgré la volonté de déstabilisation, exercée en particulier par les États-Unis, ce pays renoue avec la croissance après sept années de récession.

PAR **LINA SANKARI\***

**C**e 5 mars 2013, combien espèrent en finir ? À peine le décès du président Chávez était-il annoncé, que les thuriféraires du néolibéralisme présageaient déjà l'impossibilité d'un « chavisme sans Chávez ». C'était profondément méconnaître l'ampleur de la dynamique politique à l'œuvre au Venezuela depuis des décennies : sa guérilla, ses soulèvements réprimés dans le sang et la torture au nom de la stabilité démocratique, ses occupations de terres et de campus universitaires. En clair, une histoire populaire de la révolution bolivarienne qui commença bien avant l'élection de Hugo Chávez au palais de Miraflores, en 1998. La droite et l'extrême droite vénézuéliennes, leurs soutiens internationaux n'ont jamais vu non plus la tendance démocratique et progressiste au sein de l'armée vénézuélienne, qui la distingue de ses analogues continentaux aux mains des forces conservatrices. Bien avant la tentative de coup d'État du lieu-

tenant-colonel Hugo Chávez, en 1992, contre le président social-démocrate Carlos Andrés Pérez, l'une des premières révoltes contre l'ancien monde se joue au Venezuela. En 1989, le Fonds monétaire international impose un plan d'ajustement structurel au pays endetté, provoquant stagnation des salaires, inflation, dévaluation de la monnaie et pénuries. La pauvreté touche alors 44 % des foyers, cinq fois plus qu'en 1984. Le « Caracazo », le soulèvement de Caracas, qui s'est soldé par la mort de trois cents à trois mille personnes, est « une véritable insurrection dont les participants regardèrent la révolution droit dans les yeux avant de subir la réponse terrible du talon de fer de l'État », relève George Ciccarriello-Maher, professeur en science politique à l'université Drexel de Philadelphie, dans *La Révolution au Venezuela*. Deux ans plus tard, cette expérience débouche sur l'assemblée de quartier de Caracas qui se donne pour but de coordonner les luttes.

## UN SOUTIEN POPULAIRE

Comme à l'époque du Caracazo, les pauvres n'hésitent pas à descendre des collines, comprendre des « barrios » (quartiers), ou à effectuer de longs trajets en bus depuis les zones rurales pour défendre Hugo Chávez contre la tentative de coup d'État. La droite joue la carte de la grève patronale, du verrouillage de l'industrie pétrolière, principale source de revenu national. À cette époque, les habitants du quartier informel de Petare, à l'est de la capitale, investissent la télévision nationale pour reprendre les émissions et informer le pays du putsch. Le soutien des masses est sans appel, la légitimité de Hugo ►►

---

« À la faveur de sa victoire écrasante aux élections régionales et locales de novembre 2021 et de l'émiettement de l'opposition faute de projet commun et alternatif, le chavisme retrouve des couleurs. »

---

► Châvez indéniable. Dans les urnes, le président emporte quinze des seize élections qui ont lieu entre son arrivée au pouvoir et son décès en 2013. Scrutins dont l'Union européenne et l'Organisation des États américains reconnaissent le caractère transparent jusqu'à la laudation : l'ancien président James Carter explique même que le système électoral vénézuélien est le « meilleur au monde ». Vertigineux quand on connaît la suite.

« L'expérience vénézuélienne permet de mesurer les termes imposés par le spectre des droites mais aussi la nécessité d'une intégration régionale qui permette de renouer avec la solidarité continentale et le progrès social. »

Le soutien populaire s'explique aisément. L'universalisation de l'accès à l'éducation à travers les « missions Robinson » permet à 1,5 million de personnes d'apprendre à lire, écrire, compter, et d'éradiquer l'illettrisme. L'accès à l'université est également facilité : entre 2000 et 2011, on compte 1,4 million d'étudiants supplémentaires. Sur le plan de la santé, plusieurs milliers de centres de santé sont créés et l'accès gratuit aux soins est favorisé. Chez les enfants, le taux de mortalité est réduit de 49 %. Quant à l'espérance de vie, elle passe de 72,2 ans en 1999 à 74,3 ans en 2011. Enfin, le taux de pauvreté diminue de 42,8 % à 26,5 %. Autre élément qui contribue à la popularité du président Châvez : sept cent mille logements sortent de terre. Une mission encore plus précieuse après les terribles éboulements provoqués par la pluie, qui engloutissent des quartiers entiers de Caracas en 2010.

En outre, dans ce laps de temps, plus d'un million d'hectares de terre sont remis aux peuples originaires. À cette liste, on pourrait ajouter la baisse du chômage, la réforme agraire, l'augmentation du salaire minimum qui devient à l'époque l'un des plus élevés d'Amérique latine, mais aussi le passage du travail à 36 heures hebdomadaires. Les valeurs cardinales de la révolution bolivarienne, à savoir le peuple et la souveraineté,

celles qui seront précisément attaquées de front par les sanctions nord-américaines, s'incarnent dans la Constitution de 1999. Ainsi, si les institutions fondamentales de la démocratie sont préservées, de nouveaux espaces de participation s'ouvrent avec le référendum révocatoire, le référendum autorisant la proposition ou l'abrogation de lois et une part de contrôle démocratique de la gestion publique, de la production et de l'économie sociale sont également introduits. La mise en place des communes – « l'âme du projet de socialisme réel », assurait Châvez – introduit une nouvelle forme d'organisation locale autogérée. On peut relever l'ironie : en instaurant ce pouvoir communal, l'État livre les clefs de son démantèlement.

#### D'IMPORTANTES CONTRADICTIONS

Le « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle » n'est toutefois pas exempt de contradictions. De lourds problèmes de gestion publique demeurent. Lorsqu'une politique offre peu de résultats, l'équipe est écartée et la nouvelle n'engage aucun bilan et n'a parfois aucun souci de la continuité. En revanche, les membres du gouvernement ou leurs proches se sont maintes fois vu reprocher de participer eux-mêmes à l'accumulation privée du capital grâce aux ressources collectives ou d'avoir insuffisamment rompu avec la corruption. Le front révolutionnaire s'est même fissuré ces dernières années. Le Parti communiste du Venezuela (PCV), qui a soutenu Nicolás Maduro à la présidentielle de 2018 sur la base d'un accord programmatique, dénonce aujourd'hui une « politique économique gouvernementale de plus en plus soumise aux intérêts du capital » et « la mise en place d'une politique économique libérale, réformatrice et visant la privatisation » de secteurs aussi stratégiques que l'eau ou les sols. En conséquence, pour la première fois, le PCV a présenté des listes autonomes lors des législatives de 2020 et déplore depuis les entraves faites à certaines de ses candidatures. Les chavistes justifient les privatisations par le fait qu'elles constituent une porte de sortie économique quand seul le secteur étatique est sous le coup des sanctions américaines.

#### LA VOLONTÉ DE DÉSTABILISATION DU VENEZUELA

Car le gros des problèmes vient de l'extérieur. À Washington, l'administration Trump a mille fois répété que « toutes les options (étaient) sur

la table » en vue de la déstabilisation du Venezuela. Avant lui, Barack Obama, qui avait travaillé à la détente avec Cuba, a également dû donner des gages aux républicains, trouvant dans la République bolivarienne le profil du parfait ennemi. Par ailleurs, dans son combat, la Maison-Blanche peut compter sur la dévouée Organisation des États américains (OEA). « Le durcissement des sanctions auquel le pays est confronté depuis 2015 sape la capacité de l'État à entretenir les infrastructures et à mettre en œuvre des projets sociaux. Aujourd'hui, le Venezuela fait face à un manque de machines nécessaires, de pièces détachées, d'électricité, d'eau, de carburant, de gaz, de nourriture et de médicaments », relève à ce propos Alena Douhan, rapporteuse spéciale de l'ONU sur les effets des mesures coercitives unilatérales. Conséquence, la population est étranglée, le taux de pauvreté repasse à 65 % et le PIB chute de 80 % depuis 2013. Sur le terrain, les agents économiques qui font gonfler artificiellement les prix et organisent la pénurie ne sont pas en reste. L'hyperinflation atteint des sommets : 400 000 % en 2018, 10 000 % en 2019 et 3 000 % en 2020. Ce cycle inflationniste est alimenté par la contrebande de centaines de milliards de bolivars (monnaie du Venezuela) en Colombie qui pousse le gouvernement de Caracas à imprimer davantage de billets pour combler ce manque de masse monétaire.

Autre trafic qui passe par le territoire du redoutable voisin : celui des produits alimentaires subventionnés. Après avoir été détournée, la marchandise réapparaît au Venezuela avec une importante marge bénéficiaire. Pour faire face à l'inflation, le gouvernement distribue des colis alimentaires qui « permettent d'éviter la famine mais les coupures d'eau, d'électricité et l'état des transports pèsent dans les têtes », explique Carolus Wimmer, membre du bureau politique du Parti communiste vénézuélien. En outre, l'asphyxie économique complique les programmes de redistribution sociale et les politiques sanitaires ambitieuses.

Mais ce n'est pas tout. Début mai 2020, Bogota donne le coup d'envoi de l'opération Gedeon : plusieurs groupes surarmés tentent de débarquer au Venezuela avant d'être neutralisés. L'incursion

est revendiquée par le patron de Silvercorp USA (société de sécurité privée basée en Floride), Jordan Goudreau, et l'ex-capitaine vénézuélien Javier Nieto Quintero. Tentatives de provoquer

des soulèvements de l'armée, envoi de drones chargés d'explosifs lors d'un meeting de Nicolás Maduro auquel participe tout son état-major, en 2018, soupçons de torture et extradition illégale du diplomate Alex Saab vers les États-Unis... des méthodes qui rappellent celles de la guerre froide.

Le pan le plus radicalisé de l'opposition mène enfin une stratégie insurrectionnelle à grand renfort de groupes fascistes et de rétribution de casseurs chargés de provoquer la garde nationale, comme

ce fut le cas lors des manifestations de 2017. Ces agents factieux prennent parfois la tête des cortèges pour les diriger vers les ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères, le Conseil national électoral et le Tribunal suprême de justice (TSJ). À l'époque, le TSJ assume provisoirement les fonctions de l'Assemblée nationale, dont le fonctionnement était paralysé par la majorité de droite au Parlement et ses tentatives de destitution du président Maduro, en dépit de la Constitution, qui n'autorise pas les parlementaires à entreprendre cette démarche. Pour sortir de cette situation de blocage, une Assemblée nationale constituante est formée afin de contraindre la droite à discuter. Un jour après l'élection de cette assemblée, Donald Trump annonce des sanctions qui interdisent aux investisseurs américains toute transaction sur la dette vénézuélienne. Washington s'attaque également au cœur de l'économie vénézuélienne en décrétant de ►►

---

« L'asphyxie économique complique les programmes de redistribution sociale et les politiques sanitaires ambitieuses. »

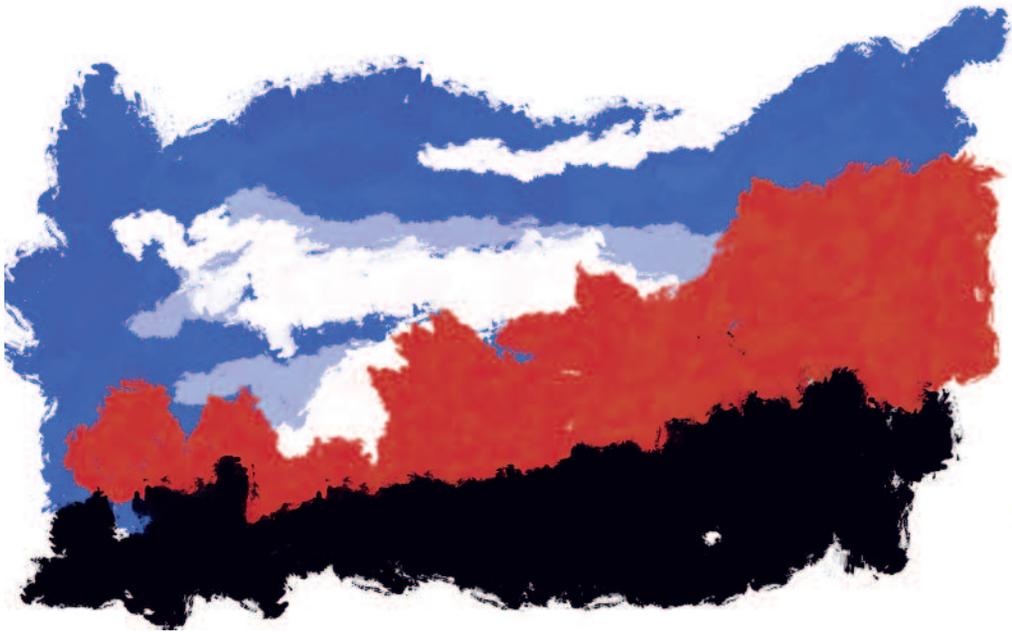
---



---

« Les valeurs cardinales de la révolution bolivarienne, à savoir le peuple et la souveraineté, celles qui seront précisément attaquées de front par les sanctions nord-américaines, s'incarnent dans la Constitution de 1999. »

---



►► lourdes mesures de rétorsion contre la compagnie pétrolière PDVSA (Petróleos de Venezuela SA). La production et les revenus s'effondrent : le pays produit aujourd'hui près de 800 000 barils par jour, contre 3,2 millions il y a treize ans. Avril 2022, des groupes d'opposition finissent par demander la levée de ces sanctions sur le pétrole. Cet appel intervient après l'embargo états-unien sur l'or noir russe à la guerre en Ukraine et après la visite d'une délégation nord-américaine à Caracas, début mars, dans le but de trouver un accord avec le président Maduro. Un paria qui a néanmoins la main sur les premières réserves mondiales.

#### LE CHAVISME RETROUVE DES COULEURS

À la faveur de sa victoire écrasante aux élections régionales et locales de novembre 2021 et de l'émiettement de l'opposition faute de projet commun et alternatif, le chavisme retrouve des couleurs. Après sept années de récession, le pays renoue avec la croissance. Le Crédit suisse prévoit une augmentation de 20 % du produit intérieur brut cette année. Si elle a permis de stabiliser la situation et de régler certains problèmes d'approvisionnement, la dollarisation de l'économie

a toutefois généré des inégalités. Sur le plan politique, le département d'État des États-Unis reconnaît à demi-mot avoir échoué dans sa stratégie de renversement du chavisme. Le 15 février, Washington dit vouloir aboutir à une « solution négociée » et à l'organisation de scrutins présidentiel et législatifs « transparents » au plus tard en 2024, soit à la fin du mandat de Nicolás Maduro dont il n'avait pas reconnu l'élection en 2018. Une manière de lâcher en douceur l'autoproclamé président Juan Guaido, de plus en plus minoritaire. Dans ce contexte, l'exclusion du pays de l'économie mondiale ne semble plus justifiée. La levée des sanctions reste le point nodal des discussions. L'issue de cette crise ne manquera pas d'être observée avec attention par l'ensemble des gauches latino-américaines qui multiplient ces dernières années les victoires après une parenthèse conservatrice et putschiste. L'expérience vénézuélienne contribue à mesurer les termes imposés par le spectre des droites mais aussi la nécessité d'une intégration régionale qui permette de renouer avec la solidarité continentale et le progrès social. ■

\*Lina Sankari est journaliste à *L'Humanité*.

# À (re)découvrir...



Les ouvrages *Découvrir Marx*, *Découvrir Engels* et *Découvrir Gramsci*, publiés aux Éditions sociales, reprennent chacun douze extraits expliqués par Florian Gulli et Jean Quétier dans la rubrique « Dans le texte » de *La Revue du projet* puis de *Cause commune*. Un bon moyen d'entrer dans l'œuvre de ces théoriciens et acteurs majeurs du mouvement ouvrier ! Il en est de même pour *Introduction à la pensée de Lénine*, publié aux éditions Aden, qui reprend des extraits choisis dans *Cause commune* et commentés par Aurélien Aramini et Florian Gulli.

# Les attentes de la génération Z\*

Le 10 avril, ce sont les moins de 34 ans (43 %) qui ont le plus boudé les urnes. L'abstention deviendrait-elle un nouveau mode d'expression politique du mécontentement ?

— PAR GÉRARD STREIFF —

**P**lusieurs études récentes permettent de cerner d'un peu plus près les attentes de la jeune génération. La première a été réalisée par la sociologue Anne Muxel, directrice de recherche au Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) ; trois mille jeunes Français de 16-18 ans ont été sollicités (voir *Observatoire de la génération Z*, étude de l'IIRSEM, n°89, octobre 2021). L'autre enquête a été menée auprès de huit mille jeunes de 18-24 ans, par les sociologues Olivier Galland et Marc Lazar pour l'institut (libéral) Montaigne ; elle est intitulée *Une jeunesse plurielle*.

« Le doute sur l'utilité du vote est fort, la tentation de l'abstention aussi. »

Le travail d'Anne Muxel sur la génération Z, celle qui est née au début des années 2000, montre que les 16-18 ans, que l'on caricature parfois comme individualistes, sont disposés à s'engager pour le collectif. Certes, cette tranche d'âge, confrontée à des crises tous azimuts, « a intériorisé la nécessité de s'adapter aux multiples défis auxquels elle est confrontée. [...] Enfants des crises, ils se préparent à de nouveaux

désastres », estime la sociologue. On peut dire que cette génération est globalement inquiète sur ce que la société peut lui offrir et en même temps assez confiante sur sa destinée personnelle. « Le pessimisme collectif et l'optimisme individuel, assure Anne Muxel, favorisent finalement une certaine forme d'engagement. Il est faux de dire aujourd'hui que ces jeunes sont indifférents, apathiques, individualistes, repliés sur eux, consuméristes. Au contraire, depuis quelques années, on observe plutôt un regain d'engagement et de disponibilité pour le bénévolat. On l'a vu notamment avec la préoccupation pour l'environnement et les marches pour le climat. Un jeune sur cinq y a participé, c'est beaucoup pour cet âge-là. »

Cette tranche d'âge partage la défiance générale envers les institutions. 20 % seulement ont confiance dans les partis, un tiers dans les médias, 40 % dans le gouvernement. Anne Muxel ajoute cette donnée étonnante : « 39 % de ces jeunes pensent que les attentats du 11 septembre ont pu être organisés par la CIA ! »

Concernant leurs rapports à la nation et à l'Europe, la directrice de recherche précise : « On peut voir une forme de regain de patriotisme dans cette génération. Mais c'est un patriotisme ouvert qui ne se conjugue pas seulement à l'échelle nationale mais aussi à l'échelle locale, régionale, et qui, plus largement, peut même prendre en compte une acception plus globale, voire planétaire. Cet élargissement se constate aussi au niveau de leurs appartenances personnelles : 45 % des jeunes revendiquent une appartenance locale,



29 % une appartenance nationale et 26 % une appartenance supranationale. L'Europe reste le chaînon manquant : elle n'est citée que par 5 %. Elle n'est pas incarnée en tant que territoire, elle ne suscite guère de lien affectif revendiqué comme tel. »

### LES RAPPORTS À LA POLITIQUE

Autre élément intéressant de cette étude : les rapports de cette génération à la politique. Si un jeune sur deux se dit ni de droite ni de gauche, « le reste d'entre eux continue de voter plus à gauche que la moyenne nationale, mais moins qu'auparavant ; le

### CHAQUE GÉNÉRATION...

Une génération peut apprendre beaucoup d'une autre, mais ce qui est humain au sens propre, elle ne peut l'apprendre de celle qui l'a précédée. À cet égard, chaque génération commence comme si elle était la première, elle n'a pas une tâche différente de celle qui l'a précédée, pas plus qu'elle ne la dépasse [...]. Ainsi, nulle génération ne part d'un point qui ne soit autre que le commencement, nulle, plus jeune, n'a une tâche moindre que la génération précédente.

Soren Kierkegaard, *Crainte et tremblement*

tropisme de gauche s'est affaibli par rapport aux années 1970 ou 1980 ». Le doute sur l'utilité du vote est fort, la tentation de l'abstention aussi ; une petite minorité regarde vers la droite extrême.

Ces données semblent globalement confirmées dans l'enquête « Une jeunesse plurielle » concernant les 18-24 ans. Jeunesse « plurielle », disent les enquêteurs pour souligner la diversité de positionnement de cette catégorie. Ils insistent sur « l'impressionnante désaffiliation politique » d'une grande partie de cette tranche d'âge, s'interrogent sur la possibilité d'un record d'abstention (aux régionales de juin 2021 les 18-24 ans s'étaient abstenus à 87 %), parlent du facteur de « repli sur soi » qu'a entraîné la crise de la covid. Mais des nuances s'imposent. « Des jeunes issus de famille à fort capital culturel (ces familles que l'on dit engagées) vont trouver leur place dans la vie de la cité, même si c'est pour la contester, quand d'autres garderont leurs distances au risque d'accentuer les clivages et les inégalités au sein d'une même génération. »

« Cette tranche d'âge partage la défiance générale envers les institutions. 20 % seulement ont confiance dans les partis, un tiers dans les médias, 40 % dans le gouvernement. »

Les sociologues distinguent donc deux groupes : « Dans le premier qui rassemble quasiment un jeune sur deux, tous les registres de l'action et de l'engagement politique sont utilisés, qu'ils soient ou non conventionnels. » Mais dans le second groupe, apparemment donc désengagé, ils identifient une forte minorité de « révoltés, 22 %, constitués à majorité de femmes qui disent approuver les gilets jaunes, qu'ils aient ou non participé aux mouvements, tout en refusant toute allégeance ». ●

\*La génération Z est la génération des personnes nées entre 1997 et 2010.

# La nature et l'animal chez Marx et Engels

Dans une perspective matérialiste, Marx et Engels récusent l'opposition entre nature et société ainsi que la supposée exception humaine, en insistant sur la continuité entre les formes du vivant.

— PAR **GUILLAUME MÉJAT\*** —

## PAR-DELÀ NATURE ET SOCIÉTÉ

La critique de l'opposition entre nature et société constitue chez Marx et Engels l'un des aspects essentiels de leur matérialisme. Dans *Dialectique de la nature*, Engels note : « Et ainsi les faits nous rappellent à chaque pas que nous ne régnons nullement sur la nature comme un conquérant règne sur un peuple étranger, comme quelqu'un qui serait en dehors de la nature, mais que nous lui appartenons avec notre chair, notre sang, notre cerveau, que nous sommes dans son sein, et que toute notre domination sur elle réside dans l'avantage que nous avons sur l'ensemble des autres créatures, de connaître ses lois et de pouvoir nous en servir judicieusement [...] plus il en sera ainsi, plus les hommes non seulement sentiront, mais sauront à nouveau qu'ils ne font qu'un avec la nature et plus deviendra impossible cette idée absurde et contre-nature d'une opposition entre l'esprit et la matière, l'homme et la nature, l'âme et le corps, idée qui s'est répandue en Europe depuis le déclin de l'antiquité classique et qui a connu

avec le christianisme son développement le plus élevé. »

Dès leurs premiers textes, Marx et Engels critiquent l'opposition entre nature et société et ils voient en elle l'expression de l'idéalisme philosophique, qui est lui-même l'expression de la division entre

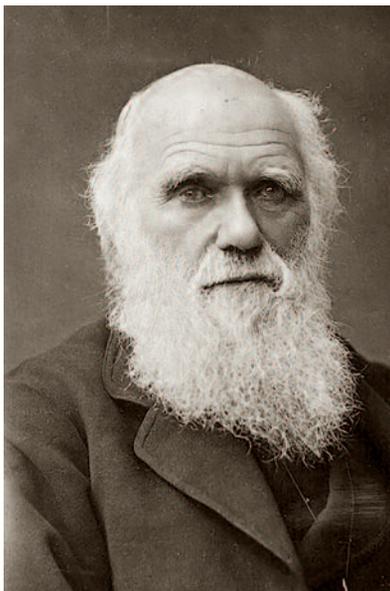
« L'homme et ses capacités historiques sont les produits d'une histoire de la nature. »

travail manuel et travail intellectuel. L'idée d'une séparation et d'une opposition entre l'âme et le corps, la matière et la pensée, l'homme et la nature ne peut germer que dans l'esprit d'hommes qui vivent dans une société profondément

divisée et qui appartiennent à une classe d'intellectuels qui vivent en ville : l'idéalisme comme position philosophique est l'expression d'une vie bornée et mutilée, au sens où elle est en partie coupée de ses conditions naturelles d'existence et ne se développe que dans une seule direction. C'est sur ce point que Marx et Engels attaquent les jeunes-hégéliens dans l'*Idéologie allemande*. Ainsi voient-ils dans l'idéalisme de Max Stirner l'expression de son mode de vie et de l'état de son corps : « [...] chez un maître d'école ou chez un écrivain fixé à Berlin, dont l'activité se limite, d'une part, à un travail de forçat, d'autre part aux jouissances de l'esprit (dont l'univers s'étend de Moabit à Köpenick...), dont les relations avec ce monde sont réduites au minimum à cause d'une misérable situation, il est certes fatal, s'il éprouve le besoin de penser, que cette pensée prenne un tour aussi abstrait que l'individu lui-même. » Marx et Engels ne cesseront en effet de rappeler que l'être humain est un être naturel, une « partie de la nature », qui ne peut exister que si des conditions matérielles le lui permettent.



Friedrich Engels



Charles Darwin

Marx et Engels élaborent ce matérialisme en reprenant la critique que Ludwig Feuerbach fait de Hegel tout en critiquant Feuerbach à son tour. Ils reprochent au matérialisme de Feuerbach de considérer la nature comme un donné et donc de reconduire l'opposition entre nature et société. Ils lui reprochent d'être trop abstrait en posant l'homme face à la nature dans un rapport contemplatif. Feuerbach oublie que ce que nous appelons nature aujourd'hui est le produit de l'activité humaine et que le rapport sensible que nous entretenons avec elle est médié par l'activité productive de générations d'êtres humains. Ici, Marx et Engels substituent à la catégorie feuerbachienne de sensibilité celle de production : si l'homme et la nature sont bien dans un rapport de coappartenance essentielle, ce rapport s'exprime bien plutôt dans la catégorie de production que dans la catégorie de sensibilité. En effet, il est selon eux possible de dire que la nature est historique au sens où elle est, comme nous venons de le voir, le produit de l'activité de générations d'êtres humains. Tout autant, l'histoire est naturelle au sens où la capacité productive des êtres humains est le fruit de

la complexion naturelle de l'espèce humaine, qui lui permet de régler consciemment son rapport à son environnement.

#### UNE PENSÉE DE L'ANIMAL

Dans la perspective de cette analyse matérialiste de l'opposition entre nature et société s'élabore une pensée originale de l'animal. Au nom d'une critique de l'idéalisme philosophique, Engels critique l'idée d'une différence de nature entre l'homme et l'animal. Dans une lettre à Marx datée de 1858, Engels écrit : « Une chose est certaine : en faisant de la physiologie comparée, on se met à concevoir un mépris extrême pour la

conception idéaliste qui situe l'homme bien au-dessus des autres animaux. À chaque pas, on met le nez sur une concordance de structure absolument parfaite entre l'homme et les autres mammifères ; pour les traits fondamentaux, cette concordance se vérifie avec tous les vertébrés, et même — de façon moins nette — chez des insectes, des crustacés, des vers plats, etc. »

Engels pense donc une continuité entre toutes les formes du vivant. Dans *Dialectique de la nature*, il critique l'idée d'une différence de nature entre l'intelligence animale et l'intelligence humaine. Certes, les hommes ont cet avantage sur les autres animaux de pouvoir transformer la nature de façon consciente, méthodique et préméditée. Cependant, il ne faudrait pas penser selon lui que les animaux sont dénués de capacités intellectuelles : « D'ailleurs, il va de soi qu'il ne nous vient pas à l'idée de dénier aux animaux la possibilité d'agir de façon méthodique, préméditée. Au contraire. Un mode d'action méthodique existe déjà en germe partout où du protoplasme, de l'albumine vivante existent et réagissent, c'est-à-dire exécutent des mouvements déterminés, si simples soient-ils, comme suite à des excitations externes déterminées. Une telle réaction a lieu là où il n'existe même pas encore de cellule, et bien moins encore de cellule nerveuse. La façon dont les plantes insectivores capturent leur proie apparaît ►►

« Ce que nous appelons nature aujourd'hui est le produit de l'activité humaine et le rapport sensible que nous entretenons avec elle est médié par l'activité productive de générations d'êtres humains. »

► également, dans une certaine mesure, méthodique, bien qu'absolument inconsciente. Chez les animaux, la capacité d'agir de façon consciente, méthodique, se développe à mesure que se développe le système nerveux, et, chez les mammifères, elle atteint un niveau déjà élevé. Dans la chasse à courre au renard, telle qu'on la pratique en Angleterre, on peut observer chaque jour avec quelle précision le renard sait mettre à profit sa grande connaissance des lieux pour échapper à ses poursuivants, et combien il connaît et utilise bien tous les avantages de terrain qui interrompent la piste. » Il y a donc une continuité entre l'intelligence des formes inférieures du vivant et l'intelligence humaine et, si cette dernière diffère qualitativement de celle des animaux (puisqu'elle seule est consciente), cette différence peut être comprise comme provenant d'un saut qualitatif à partir de variations quantitatives. Il faut noter en passant que, dans le texte que l'on vient de lire, l'évocation de la chasse à courre au renard n'est pas anodine. En effet, pendant sa pratique assidue de la chasse au renard, Engels a pu effectuer des observations éthologiques qui ont très certainement contribué à renforcer son intérêt pour les théories de l'évolution du vivant. La chasse à courre qu'il pratiquait est une chasse de pistage, c'est-à-dire une chasse qui implique de se mettre dans la peau de l'animal pour reconstituer son itinéraire de fuite. Il serait d'ailleurs intéressant de rapprocher les remarques de Engels de l'ouvrage récent de Charles Stépanoff *L'Animal et la mort* (La Découverte, 2021). À partir d'une enquête de terrain sur les différentes pratiques de chasse, cet

anthropologue spécialiste des peuples sibériens met en lumière le fait que, comme les sociétés traditionnelles de chasseurs-cueilleurs, les chasseurs des campagnes françaises ont accumulé des savoirs éthologiques au moment

sous l'influence du développement du darwinisme social. Ce qu'ils reprochent à la théorie darwinienne, c'est d'avoir fait de la lutte pour la survie l'opérateur de la sélection naturelle. Selon eux, il y a là une opération idéologique : Darwin

« L'être humain est un être naturel, une "partie de la nature", qui ne peut exister que si des conditions matérielles le lui permettent. »

même où les savants des villes continuaient à penser le comportement animal comme étant purement mécanique. Quoi qu'il en soit de ce sujet sensible qu'est la chasse, on comprend pourquoi Engels (et Marx avec lui, évidemment) a été très enthousiaste à la lecture de Darwin.

#### LA LECTURE DE DARWIN

Engels lit *L'Origine des espèces* dès sa parution en 1859 et il en conseille la lecture à Marx. Tous deux souhaiteront faire de la théorie de Darwin la « base de la lutte historique des classes » (Marx à Lassalle). Autrement dit, ils considèrent que Darwin a fait, à propos de l'histoire de la nature, ce qu'ils ont fait à propos de l'histoire des sociétés, et que leur matérialisme historique pourra être achevé lorsqu'ils auront effectué la synthèse de leurs propres travaux et de ceux de Darwin. Cependant, très rapidement, leur rapport à la théorie darwinienne devient très problématique, certainement

projetterait dans la nature la logique concurrentielle du marché, ce qui lui permettrait en retour de naturaliser la forme de société à laquelle il appartient, c'est-à-dire la société bourgeoise. C'est pourquoi ils chercheront ailleurs l'opérateur de la sélection naturelle et c'est également pourquoi on peut considérer que, dans « Le rôle de la transformation du singe en homme » (*Dialectique de la nature*), Engels retombe dans le lamarkisme en faisant de la station debout et de la libération de la main, non plus le fruit de la sélection naturelle comme le pensait Darwin, mais le produit du travail et d'une tendance à s'adapter à l'environnement. Autrement dit, faute de pouvoir fonder la sélection naturelle sur autre chose que la lutte pour la survie, Engels s'en passe et perd par là ce qu'il pensait gagner avec le darwinisme : l'idée d'une histoire naturelle qui n'est pas téléologique puisqu'elle s'opère par un mécanisme qui sélectionne des variations dues au hasard. Cependant, Marx et Engels n'abandonneront jamais leur idée de fonder leur matérialisme sur celui de Darwin et ils retiendront de lui l'idée selon laquelle l'homme et ses capacités historiques sont les produits d'une histoire de la nature. ●

« Il y a une continuité entre l'intelligence des formes inférieures du vivant et l'intelligence humaine. »

\*Guillaume Méjat est philosophe. Il enseigne à Montbéliard.

# Histoire et biographie : rendre compte du Chili contemporain

— ENTRETIEN AVEC MARIO AMORÓS\* —

**© Pourquoi, en tant qu'historien et journaliste espagnol, avez-vous travaillé principalement sur l'histoire politique contemporaine du Chili ? Est-ce simplement une affinité personnelle ou pensez-vous que les questions relatives à l'histoire récente du Chili sont également pertinentes pour appréhender l'histoire mondiale ?**

Mon intérêt pour l'histoire du Chili a commencé en 1995, alors que j'étudiais le journalisme à Madrid et que j'étais déjà membre du Parti communiste espagnol. À cette époque, j'ai découvert Salvador Allende à travers le dernier discours qu'il a adressé au peuple depuis La Moneda, le siège de la présidence du Chili, le 11 septembre 1973, sur Radio Magallanes. J'ai commencé à lire quelques livres sur l'expérience de l'Unité populaire et, en 1996, je me suis installé à Barcelone pour terminer ma licence d'histoire. C'est dans cette ville, également par hasard, que je suis tombé sur la fondation CIDOB (Centre des affaires internationales de Barcelone), qui disposait à l'époque d'archives constituées par l'association Agermanament dans les années 1970 : dans le cas du Chili, on y trouvait des publications aussi importantes que les revues *Chile Hoy* (dirigée par Marta Harnecker) et *Punto Final*, ainsi que des centaines

de livres et de documents sur l'histoire de ce pays dans les années 1960 et 1970. Aujourd'hui, la collection complète de ces deux publications est numérisée et peut être consultée en ligne partout dans le monde mais, à l'époque, cette découverte était un véritable trésor pour l'historien intéressé par le Chili. Ces pages étaient empreintes d'un journalisme politique de haut niveau, d'une idéologie révolutionnaire et d'un engagement en faveur du processus de changement dans ce pays.

interviews. En 2001 et 2004, mes deux premiers livres sont parus (*Chile, la herida abierta* et *Después de la lluvia. Chile, la memoria herida*), tous deux disponibles sur le journal numérique *Rebellion.org*.

Entre 2013 et 2019, j'ai publié mes biographies de Salvador Allende, Miguel Enríquez, Pablo Neruda et du dictateur Augusto Pinochet chez Penguin Random House. Ces livres ont été très bien accueillis par les lecteurs et ont été largement diffusés dans les Amériques et

« La lecture d'ouvrages biographiques peut aider les lecteurs à aborder des périodes historiques spécifiques et à s'intéresser à leurs aspects les plus pertinents en les amenant à lire d'autres ouvrages. »

En 1997, je suis allé pour la première fois au Chili et j'y ai travaillé pendant deux mois en tant que journaliste. En 1998, l'affaire Pinochet a relancé l'intérêt des grands médias pour ce qui s'est passé après l'élection de Salvador Allende en 1970, et j'ai publié d'innombrables

en Espagne. Ils se trouvent dans des bibliothèques universitaires en France. J'ai également effectué des recherches et publié des articles sur la dictature du général Pinochet et les crimes contre l'humanité commis par ses subordonnés entre 1973 et 1990. ►►

►► Ma motivation initiale pour aborder l'histoire récente du Chili était l'expérience de l'Unité populaire, épisode véritablement unique dans l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle. Cette convergence entre socialistes, communistes, radicaux et chrétiens de gauche, autour d'un programme politique commun qui s'est étoffé au fil des ans, est principalement due à la capacité de rassembler de Salvador Allende (candidat à la présidence en 1952, 1958, 1964 et 1970) et à l'intelligence politique et à la générosité des dirigeants du Parti communiste chilien. Rappelons également l'importance que l'Unité populaire et sa défaite par les armes en septembre 1973 ont eue en Europe occidentale : les « réflexions sur le Chili » énoncées par Enrico Berlinguer, secrétaire général du Parti communiste italien, à l'automne de cette année-là dans les pages de *Rinascita* ou le programme commun de la gauche française pour l'élection présidentielle de 1974.

L'histoire du Chili présente un intérêt mondial : la voie chilienne vers le socialisme, le coup d'État du 11 septembre 1973 (résultat de la convergence d'ennemis internes – la droite et la démocratie-chrétienne, le pouvoir économique – et externes – l'administration Nixon et Kissinger et les multinationales

ménagement du projet et du programme néolibéral à partir d'avril 1975, et la transition (avec la mobilisation et la lutte de masse depuis 1983 et le plébiscite emblématique du 5 octobre 1988) sont des jalons de l'histoire de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle dont l'intérêt dépasse les frontières chiliennes. Le nombre surprenant de jeunes historiens qui font des recherches sur le Chili récent dans les universités du monde entier en est la preuve.

**© Vous avez consacré votre thèse de doctorat au prêtre Antonio Llidó, tué en 1974 par la police secrète de Pinochet. Comment avez-vous intégré votre formation de journaliste dans une thèse scientifique d'historien ?**

Antonio Llidó est né à Xàbia (province d'Alicante) en avril 1936. En 1963, il est ordonné prêtre et dans sa première affectation – les villages de Quatretondeta et de Balones –, il réalise un travail social extraordinaire, qui le met en contact avec un groupe d'étudiants de l'université de Valence, dont certains sont proches ou militants du PCE. En 1966, Llidó refuse publiquement de voter lors d'un référendum organisé par la dictature franquiste et est puni par l'obligation d'ef-

enseignant dans l'éducation et le travail avec les classes les plus pauvres. Il soutient publiquement Salvador Allende en 1970 et les ouvriers et paysans dans leurs luttes. À partir de 1971, il participe à la fondation du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) dans la région.

Llidó n'a jamais cru à la viabilité de la voie chilienne vers le socialisme, comme il l'exprime dans les nombreuses lettres qu'il envoie de Quillota à sa famille et à ses amis : dès 1972, il leur écrit que les forces armées y mettront fin. Après le coup d'État, il décide de rester dans le pays, malgré la demande de la direction du MIR qu'il se rende en France pour travailler en solidarité avec la résistance. Le 1<sup>er</sup> octobre 1974, au plus fort de la répression contre le MIR, il est arrêté et conduit au centre de détention clandestin de la rue José Domingo Cañas à Santiago, où il est torturé pendant plusieurs jours. Il disparaît du camp de prisonniers de Cuatro Álamos autour du 25 octobre 1975. Des six prêtres assassinés par la dictature, il est le seul à être toujours porté disparu. Pinochet a justifié son meurtre auprès des évêques Helmut Frenz et Fernando Ariztía. Depuis, ses parents, amis et collègues de Valence œuvrent sans relâche pour éclaircir les circonstances de sa disparition et demander justice. Sa sœur, Pepa, a été la première personne à se joindre à la procédure ouverte en juillet 1996 à l'Audiencia Nacional de Madrid contre la junte militaire chilienne, qui a conduit à l'arrestation de Pinochet à Londres le 16 octobre 1998.

Je crois que ma formation et ma profession de journaliste m'ont aidé dans la recherche de ma thèse de doctorat sur Antonio Llidó, que j'ai soutenue à l'université de Barcelone en 2005, comme elles m'aident dans tous mes travaux : dans ma capacité à écrire un texte rigoureux mais aussi à le lire de manière conviviale et claire, ou dans ma recherche de sources et de témoignages oraux. De par ma formation d'historien, j'ai appris

« Ma motivation initiale pour aborder l'histoire récente du Chili était l'expérience de l'Unité populaire, épisode véritablement unique dans l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle. »

comme ITT et les compagnies de cuivre), l'installation de la dictature de Pinochet (inspirée par la doctrine de sécurité nationale) et les crimes contre l'humanité commis par ses subordonnés entre 1973 et 1990, la mise en œuvre brutale et sans

fectuer son service militaire à El Ferrol (base navale et ville natale de Franco). En 1969, il arrive au Chili, dans le cadre des accords entre les évêchés de Valence et de Valparaíso, et très vite, une fois de plus, il s'engage comme prêtre et comme

au fil des ans l'importance cruciale de la documentation archivistique, de ce que le professeur Ángel Viñas appelle les « preuves primaires pertinentes de l'époque ».

**© Vos travaux comportent de nombreuses biographies. Qu'est-ce qui vous attire dans ce genre ? Comment le définiriez-vous ? Qu'apporte-t-il, selon vous, à la discipline historique ?**

Au fil des ans, j'ai découvert l'attrait de ce genre, qui me permet de raconter une longue période historique à travers des vies représentatives. J'ai non seulement effectué des recherches sur des personnages aussi attachants et chers à mes yeux que Salvador Allende ou Pablo Neruda, mais aussi sur un individu que je déteste particulièrement : Augusto Pinochet. Sa biographie était un défi que j'ai relevé avec les armes de l'histoire : je suis le seul historien à avoir réussi à consulter et à citer son abondant dossier personnel dans l'armée, la documentation le concernant depuis son passage à la franc-maçonnerie au début des années 1940 ou celle conservée dans les archives du ministère chilien des Affaires étrangères sur ses cinq cent trois jours de détention à Londres, ainsi que des milliers de rapports de presse de la période 1973-1990 et des dizaines de discours et bien d'autres documents d'archives sur son époque de dictateur.

La biographie est un genre très attirant car elle permet d'aborder des aspects tels que les années scolaires ou les relations familiales et amicales. Dans le cas d'Allende, par exemple, j'ai rendu compte de la vénération qu'il éprouvait pour son grand-père, Ramón Allende Padín, médecin, député, sénateur, grand maître de la franc-maçonnerie chilienne... connu sous le nom d'« Allende le rouge ». Dans le cas de Miguel Enríquez (secrétaire général du MIR de 1967 à son assassinat en octobre 1974), il était très gratifiant d'apprendre la belle relation qu'il entre-

tenait avec ses parents, qui l'ont élevé dans un foyer où la culture était la valeur primordiale, ou sa profonde vocation de médecin, qu'il a abandonnée en raison de son engagement révolutionnaire. Je crois que tous ces éléments nous aident à mieux connaître une époque et ils ne figurent pas toujours dans les livres d'histoire.

« Je pense que, comme tout travail d'histoire, les biographies doivent répondre à toutes les exigences de rigueur et de qualité. »

**© En France, l'École des annales et l'historiographie marxiste ont énormément critiqué ce genre, estimant que la biographie participait à écrire une histoire politique des élites et à effacer le rôle social des populations. Quelle réponse opposez-vous à ce constat ? Estimez-vous possible de dépasser cette problématique ?**

L'« histoire d'en bas » du genre biographique fournit des éléments très humains et émouvants pour connaître et raconter le passé du point de vue des actions et de la mémoire des classes populaires. Dans mon cas, en plus de ma thèse de doctorat sur Antonio Llidó (publiée sous forme de livre en 2007 en Espagne et en 2016 au Chili), j'ai publié un ouvrage, en 2012, sur l'histoire de

deux familles communistes, les frères Montalbán Gámez et les frères Moya Sánchez, qui ont émigré de Cordoue à Valence dans les années 1960 et qui ont joué un rôle très important dans la lutte du PCE et dans la construction des Commissions ouvrières. Ce livre s'appelle *El hilo rojo. Memorias de dos familias obreras*. (Le Fil rouge. Mémoires de deux familles ouvrières).

**© Il est souvent évoqué le rapport de fascination, de curiosité, que peut ressentir un biographe vis-à-vis de la personne étudiée. La biographie offrirait-elle un rapport plus organique à l'histoire ? Quels biais cognitifs cela peut-il susciter ? Comment les éviter ?**

Je pense que, comme tout travail d'histoire, les biographies doivent répondre à toutes les exigences de rigueur et de qualité. Elles doivent s'appuyer sur une documentation solidement mentionnée et nuancée et doivent également apporter des éléments nouveaux et pertinents aux connaissances préexistantes. Personnellement, je ne suis pas intéressé par les biographies qui mélangent histoire et fiction.

**© En quoi votre travail vous permet-il de mieux comprendre le Chili actuel en plein processus constituant ?**

Le Chili vit actuellement un processus sans précédent dans son histoire, qui est le produit de l'inattendue et formidable rébellion populaire d'octobre et novembre 2019. La colère et l'exaspération qui se déchaînent face à un modèle insupportable et injuste nécessitent de comprendre comment et quand ce modèle a été mis en place, comment la dictature civile et militaire, dirigée par Pinochet, l'a étendu à tous les domaines de la société, à la fin des années 1970 et au début des années 1980 (éducation, santé, retraites, droit du travail, etc.), et ►►

► comment, dans les années 1990, la coalition de la Concertación (menée par les démocrates-chrétiens et les socialistes) l'a administré sans critique, en pleine euphorie néolibérale et alors que tonnaient les chants des sirènes de la supposée « fin de l'histoire » proclamée par Fukuyama. À travers une biographie comme celle de Pinochet, décédé en 2006, il est possible d'aborder une partie très importante de cette période historique et, par conséquent, de mieux comprendre ce qui se passe dans le présent.

**📄 Le genre biographique est-il idéal, selon vous, pour faciliter l'accès du grand public au savoir historique et au développement de son esprit critique ?**

Je pense que la lecture d'ouvrages biographiques peut aider les lecteurs à aborder des périodes historiques spécifiques et à s'intéresser à leurs aspects les plus pertinents en les amenant à lire d'autres ouvrages. En 2021, j'ai publié *¡No pasarán!*, une biographie exhaustive de Dolores Ibárruri, la Pasionaria (pour laquelle les publications du PCF ont été une source très pertinente), qui a été très bien accueillie et qui, je l'espère, contribuera à stimuler l'intérêt pour l'histoire du communisme en Espagne.

**📄 Dans vos recherches sur Pablo Neruda, qu'est-ce qui vous a principalement attiré : la création ou l'engagement politique ? Comment avez-vous intégré la création de cette grande personnalité populaire à l'écriture de son récit de vie ?**

Pablo Neruda a eu une vie passionnante. Il est sans doute l'un des plus grands poètes de langue espagnole. À partir de 1936, avec le déclenchement de la guerre antifasciste en Espagne, il embrasse passionnément la cause du communisme. Il a été élu sénateur avec le grand dirigeant communiste Elías Lafferte en mars 1945, a adhéré au Parti commu-

niste chilien en juillet de la même année (en citant le merveilleux discours par lequel Pablo Picasso a rejoint le PCF), a été membre du comité central du PCC jusqu'à sa mort et candidat à la présidence en 1969, ainsi qu'ambassadeur d'Allende en France à partir de 1971. C'est là qu'il se trouvait lorsqu'il a été informé de l'attribution du prix Nobel. Écrire sa biographie a été un défi car j'ai parcouru, pas à pas, toutes les étapes

José Balmes et Roser Bru ou encore l'intellectuel Víctor Pey, l'un des grands amis de Salvador Allende.

**📄 Sur quoi travaillez-vous actuellement ?**

Je prépare une biographie de Víctor Jara, qui sera publiée en Espagne, au Chili, en Argentine et au Mexique en 2023, à l'occasion du cinquantième anniversaire du coup d'État et de son cruel assassinat.

« J'ai non seulement effectué des recherches sur des personnages aussi attachants et chers à mes yeux que Salvador Allende ou Pablo Neruda, mais aussi sur un individu que je déteste particulièrement : Augusto Pinochet. »

de sa vie, tous les ouvrages de poésie qu'il a publiés... Certes, sa figure a été très critiquée récemment pour un événement exécrable qu'il a lui-même révélé dans ses mémoires, *Confieso que he vivido*, (J'avoue que j'ai vécu) avec un sincère sentiment de culpabilité. Malgré cela, on retient surtout sa merveilleuse œuvre poétique, son engagement toujours généreux envers son peuple, son indéfectible militantisme politique et un épisode comme celui du *Winnipeg* (un cargo appartenant à France-Navigation, une compagnie créée par le PCF) avec lequel il contribua à amener au Chili, durant l'été 1939, plus de deux mille réfugiés républicains espagnols et à leur donner une vie nouvelle dans un pays qui les a accueillis à bras ouverts. La sénatrice communiste Claudia Pascual (ministre de la Femme et de l'Égalité des genres sous la présidence de Michelle Bachelet, qui a obtenu la reconnaissance du droit à l'avortement) est la petite-fille de passagers du *Winnipeg*. Tout comme de grands peintres tels que

Victor était le fils de paysans qui a pu se former comme homme de théâtre à l'université du Chili dans les années 1950 et 1960, dans un Chili où l'enseignement supérieur était gratuit (contrairement aux abus qui définissent le Chili néolibéral), et qui, à partir de 1969, s'est consacré pleinement à une activité musicale qui nous a laissé un fabuleux héritage de beauté, d'engagement et d'humanité. Militant communiste depuis la fin des années 1950, sa « guitare travailleuse » a accompagné Salvador Allende lors de la campagne de 1970 et a participé à la lutte de l'Unité populaire. Il était l'une des icônes de la rébellion populaire de 2019. Ma biographie s'appuiera sur une documentation et des sources inexplorées jusqu'à présent. ●

**\*Mario Amorós** est historien et journaliste, docteur en histoire de l'université de Barcelone.

Entretien réalisé par Baptiste Giron et Élodie Lebeau. Il est traduit par Élodie Lebeau.

# Chaos urbain au Liban

Le développement urbain du Liban et l'abandon des pouvoirs publics donnent à voir un apparent chaos dans lequel les Libanais subsistent par eux-mêmes, forts de leur célèbre résilience.

— PAR **AMAURY GANDON-VALLIER** ET **SIDI ABBAS\*** —

**L**e Liban, carrefour des peuples depuis les prémices de l'histoire, n'en finit pas de fasciner les visiteurs. Le pays, qui traverse actuellement une grave crise économique, financière, politique et sociale, doit se réinventer d'urgence pour ne pas sombrer véritablement dans le chaos. Son potentiel est énorme et ne demande qu'à se développer. Il est possible de renouer avec le passé glorieux du pays au cèdre appelé autrefois « La Suisse du Moyen-Orient ». Les quinze ans de guerre civile (1975-1990) ont freiné le développement du Liban, lequel s'est ensuite reconstruit de façon totalement anarchique. La mainmise de clans politiques et la banalisation de la corruption contribuent à l'absence de politique nationale. Dans un pays aux multiples facettes, l'État est aux abonnés absents.

## PROBLÈMES D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION

À l'international le caractère urbain du Liban est symbolisé par sa capitale Beyrouth, ville phare du littoral oriental du bassin méditerranéen. Son aire métropolitaine compte plus de deux millions d'habitants. Mais le paysage urbain libanais est loin de se limiter à cette image. Le Liban est un pays où le fait urbain est

saillant, la grande majorité de la population se concentre dans des villes situées sur une étroite bande littorale qui se retrouve saturée, où la densité de population est forte et l'occupation des sols destinée pour un quart aux espaces urbains. On retrouve donc un continuum urbain sur le littoral libanais s'étirant sur une cinquantaine de kilomètres entre Beyrouth et Batroun. Les autres villes du pays sont toutes situées sur le littoral. Le pays est donc marqué par un caractère urbain très fort mais aussi très déséqui-

bande littorale libanaise. Les espaces donnent l'impression de s'être agencés par à-coups et opportunités, superposant les constructions et les équipements au fil du temps et des destructions sans cohérence clairement identifiable. On peut évoquer quelques-uns des dysfonctionnements d'aménagement majeurs du pays :

- la plupart des infrastructures dites « de réseaux » sont défaillantes du fait de leur sursollicitation et surtout d'un désengagement massif de l'État libanais.

« Une vraie politique publique doit être mise en place pour mettre fin à des décennies d'abandon de la part des promoteurs et d'autres investisseurs privés qui n'ont qu'une vision individualiste et à court terme de l'aménagement de cet incroyable pays. »

libré, ce qui ne va pas sans contraintes en matière d'aménagement.

Ce qui frappe le visiteur extérieur de ce point de vue, c'est l'apparent chaos, l'anarchie de façade qui règne dans cette

Ainsi la distribution d'électricité publique n'atteint plus les foyers qu'au mieux quelques heures par jour en raison de problèmes de production électrique. Le ramassage des ordures est quant à ►►



- lui géré de manière informelle. Ces défaillances entraînent des problèmes majeurs de pollution et de dégradation des milieux ;
- les transports souffrent eux aussi d'un abandon de la part de l'État libanais. Les infrastructures routières sont entretenues de manière aléatoire. De plus, le pays ne compte aucun système de transports en commun, qu'ils soient urbains ou interurbains. Cette situation engendre une dépendance absolue à la voiture éminemment néfaste en matière de pollution ;
  - d'un point de vue strictement urbanistique, le fait le plus marquant concerne le nombre de chantiers abandonnés avant l'achèvement des travaux. Le nombre de carcasses de bâtiments inachevés qui peuplent le paysage libanais est stupéfiant. Et toutes les régions sont touchées ; même les villages de montagne de l'arrière-pays n'y échappent pas. Les autorités locales ont beaucoup de mal à peser face aux promoteurs immobiliers ;
  - enfin, au niveau architectural, on peut noter que ce désengagement de l'État et la dégradation qui en résulte touchent aussi le patrimoine libanais. Prenons pour exemples deux sites emblématiques du pays : d'une part, le site his-

torique de la vallée de Nahr el Kalb où des stèles retraçant plus de trois millénaires d'histoire du pays sont livrées à la pollution de la route – qui passe parfois à quelques centimètres – et aux dégradations du temps... De l'autre, le site de la foire internationale de Tripoli, un des plus beaux exemples du travail de l'architecte brésilien Oscar Niemeyer est laissé à l'abandon... Rappelons que la quasi-totalité des travaux de restauration et de mise en valeur du patrimoine libanais dépend de pays étrangers ou d'ONG.

Il apparaît donc que l'absence de l'État libanais en matière d'aménagement du territoire crée une situation de laisser-faire total, où les intérêts privés guident largement le développement urbain, son organisation, son fonctionnement. Cette situation, qui s'inscrit dans une configuration géographique contrainte, est génératrice de nombreuses conséquences négatives telles qu'inégalités, pollutions, dégradation de l'environnement et du patrimoine. Pour autant, elle n'est pas une fatalité et des solutions existent pour changer la donne.

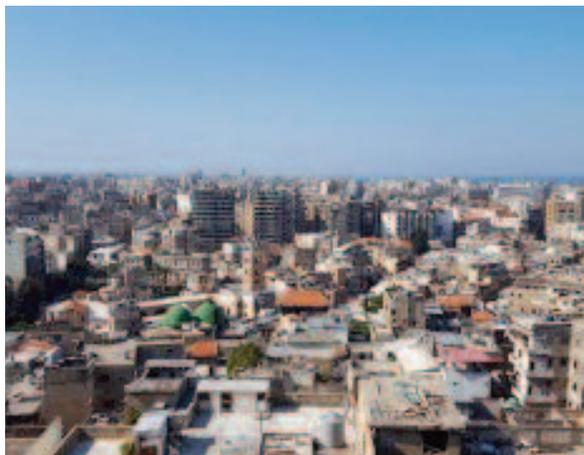
#### DES SOLUTIONS EXISTENT

Les Libanais ont su faire preuve d'une résilience étonnante face aux épreuves

qu'ils ont traversées et l'envie d'améliorer la situation de leur pays ne manque pas. En ce qui concerne l'aménagement, il est primordial que cette volonté de changer les choses soit accompagnée, impulsée et conduite par l'État. Celui-ci et les pouvoirs publics ont dans ce domaine un rôle essentiel à jouer car ce sont eux qui fixent les règles et les font appliquer ; ils tracent les grandes orientations de développement du pays et financent les infrastructures structurantes sur lesquelles celui-ci va s'appuyer.

Sur la question des infrastructures de transport, nous avons vu précédemment que le pays est sous-doté en la matière, carences exacerbées par la destruction du port de Beyrouth à l'été 2020. Or des infrastructures de transport efficaces, qui permettent des déplacements fiables, rapides et peu chers sont essentielles à la mobilité de la population et au développement économique.

Le pays a bénéficié d'une desserte ferroviaire nord-sud jusqu'au déclenchement de la guerre civile en 1975. Depuis, le réseau est à l'abandon. Plusieurs projets de réactivation ont vu le jour, s'appuyant sur l'infrastructure passée, mais jusqu'ici ils sont bloqués faute de financements. La France et l'Espagne semblent prêtes à s'impliquer dans le dossier.



Affaire donc à suivre, d'autant qu'elle est devenue un enjeu crucial pour de nombreux Libanais qui voient leurs déplacements automobiles de plus en plus contraints par l'envolée des prix des carburants.

De manière plus générique sur la question de l'urbanisme au Liban, ce sont les

secteur dévasté, pour une durée de deux ans, afin de freiner les appétits des promoteurs et d'éviter ainsi une reconstruction chaotique.

Comme il a été remarqué précédemment, le Liban est constellé de programmes immobiliers inachevés, laissés à l'abandon. Les pouvoirs publics devraient

l'aménagement du territoire est un acte éminemment politique, qui doit permettre la réduction des fractures sociales et territoriales. Les autorités libanaises doivent cesser la politique du laisser-faire qui a conduit à toujours plus de fractionnements et de dysfonctionnements de la société.

Pour conclure, on ne peut que souhaiter que le Liban se relève enfin de la guerre civile et retrouve son lustre d'antan. Le pays a tant à offrir à ses habitants et à ses visiteurs. La partition confessionnelle, voire clanique, du pays doit cesser pour qu'un État fort voie le jour et reprenne en main l'aménagement du territoire. Une vraie politique publique doit être mise en place pour mettre fin à des décennies d'abandon de la part des promoteurs et d'autres investisseurs privés qui n'ont qu'une vision individualiste et à court terme de l'aménagement de cet incroyable pays. ●

« Le Liban est un pays où le fait urbain est saillant, la grande majorité de la population se concentre dans des villes situées sur une étroite bande littorale qui se retrouve saturée. »

pouvoirs publics qui doivent reprendre la main pour conduire un aménagement raisonné et équilibré du territoire. L'État doit fixer des règles de construction et d'occupation des sols plus strictes et, surtout, ce qui est plus difficile, les faire respecter. À la suite de l'explosion de l'été 2020 à Beyrouth, les autorités ont dû faire voter une loi sur le gel des transactions immobilières et foncières concer-

ner le secteur dévasté, pour une durée de deux ans, afin de freiner les appétits des promoteurs et d'éviter ainsi une reconstruction chaotique. Les solutions tendant vers un aménagement et un urbanisme plus équilibrés et efficaces, tout en respectant l'environnement, sont nombreuses. La volonté de la population libanaise pour y parvenir ne manque pas, c'est à l'État d'en prendre la mesure et de s'y atteler, car l'aména-

**\*Amaury Gandon-Vallier**  
est urbaniste.  
**Sidi Abbas** est expert  
en géopolitique, spécialiste  
du Proche-Orient.

# Sciences chinoise, grecque, arabe : mythes et réalités

Dans les principaux médias, aujourd'hui, l'adversaire économique et politique, c'est la Chine (plus la Russie) ; et, sur le plan social, ce sont les « Arabes » ou assimilés. L'Orient n'y est guère présenté à son avantage. Chez les uns, l'hostilité est frontale, chez d'autres, elle n'est qu'implicite.

— ENTRETIEN AVEC KARINE CHEMLA\* —

## 🕒 **Commençons par la Chine. Quel a été son apport au monde dans le domaine des sciences ?**

On a posé de façon générale la question en ces termes depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, et j'ai tendance à proposer qu'avant de répondre à des questions de ce type, on fasse une pause et on en examine les présupposés. La Chine est aujourd'hui une entité bien déterminée, mais à quoi ceci correspond-il dans le passé ? Ce même territoire a parfois été découpé en royaumes, en guerre les uns avec les autres ou pas. Lorsque, aux yeux des acteurs du passé, l'empire était unifié sous une même autorité politique, le pouvoir impérial n'étendait pas toujours son contrôle sur l'ensemble de ce qu'est la Chine pour nous aujourd'hui. Donc comment déterminerons-nous ce à quoi s'applique la question ? Quels apports ferons-nous entrer dans les réponses à la question ? Mais il y a plus. Depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, « la » science est perçue comme un « capital symbolique » qui permet de mesurer – je reprends l'expression de Michael Adas dans le clas-

sique *Machines as the Measure of Men. Science, Technology, and Ideologies of Western Dominance* (Cornell University Press, Science, 1989, nouvelle édition 2015) – la valeur des peuples et des nations. Voulons-nous jouer à ce jeu ? Dans un tel contexte, il devient primordial de déterminer si X, qui est né ici et a travaillé là, doit être compté comme partie prenante du trésor scientifique d'ici ou de là. On perçoit immédiatement le

Dès qu'on y pense un peu, cela n'a rien de surprenant, et je plaide donc pour qu'on identifie les milieux producteurs de science sans présupposer d'emblée qu'ils doivent être situés au sein d'une nation, d'un peuple, d'une civilisation ou de tout autre cadre plaqué *a priori* sur ces activités. En fait, pour un certain nombre d'apports clés à la science, nous sommes bien en mal de savoir s'ils ont émergé en Chine, en Inde ou quelque

« L'activité scientifique n'est pas uniforme, mais sa diversité ne se laisse pas corrélér à celle de "civilisations". »

caractère superficiel de ces décomptes. Il y a eu de tout temps des activités scientifiques qui se sont déroulées dans des contextes qui enjambaient allègrement les frontières des États-nations récents.

part entre les deux, simplement parce que les échanges entre ces zones géographiques étaient suffisamment intenses pour que les écrits les plus anciens en chinois et en sanskrit pré-

sentent bien des connaissances et des pratiques communes sans qu'on puisse raisonnablement dire à « qui » assigner l'« apport » ! Ce point étant clarifié, on peut dire que les documents mathématiques, astronomiques ou médicaux écrits au cours de l'histoire en chinois attestent parfois les premiers une invention qui joua un rôle important dans l'histoire des sciences.

**© On a souvent dit que les Chinois n'avaient qu'une vision utilitaire des sciences, est-ce vrai ?**

C'est bien sûr faux, sauf à m'expliquer de quelle utilité procédait l'introduction de nombres positifs et négatifs, pour résoudre des systèmes d'équations linéaires, ou de nombres irrationnels comme  $\sqrt{17}$  (racine de 17). On peut en fait se douter qu'une phrase qui a pour sujet « les Chinois » soit fautive, même sans en connaître la suite. Il y a partout de la diversité, en Chine comme ailleurs. Le mathématicien Jean-Paul Benzécri avait pour thèse qu'en mathématiques, la théorie commence par l'introduction de la multiplication. Je pense que cette thèse est profonde mais, et surtout, qu'elle nous invite à comprendre les dimensions théoriques des travaux des acteurs du passé non pas sous les traits qu'elles revêtent pour nous, mais en nous plaçant de leur point de vue. Un tel exercice ne peut que nous permettre de mieux apprécier la profondeur de connaissances scientifiques que nous croyons dénuées d'intérêt.

**© Qu'ont su les pays occidentaux de cette culture chinoise et quand ? A-t-elle interagi avec celle des Européens ?**

Je dois dire d'entrée de jeu que j'évite d'employer l'expression de « culture chinoise », tout comme je ne parle jamais de « culture européenne » ou autre. Il

**« Le premier contact massif scientifique entre des Européens et des Chinois débuta à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle quand des missionnaires européens arrivèrent aux portes Sud de la Chine dans l'intention de pousser plus loin leur projet d'évangélisation. »**

me semble que ces expressions entretiennent subrepticement l'idée qu'il y aurait des cultures sous la forme de blocs différents et incompatibles. Or, pour moi, elles sont vides de sens ! Je ne vois pas comment on pourrait définir quelque chose d'aussi large que la « culture chinoise » en cherchant un dénominateur commun à une diversité qui défie l'entendement, alors même que les activités scientifiques nous montrent précisément que certaines pratiques culturelles ne se laissent pas enfermer dans de tels cadres. Pour reformuler la question, on peut dire que le premier contact massif scientifique entre des Européens et des Chinois débuta à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle quand des missionnaires européens arrivèrent aux portes Sud de la Chine dans l'intention de pousser plus loin leur projet d'évangélisation. Dans ce contexte, les jésuites, plus spécifiquement, perçurent l'intérêt que présentaient leurs connaissances scientifiques et techniques pour intéresser les autorités ainsi que les lettrés chinois et mieux parvenir à leurs fins. Ils se firent donc les intermédiaires entre la Chine et l'Europe en introduisant des ouvrages scientifiques venus d'Europe et en participant à leur traduction. Dans ce contexte, sciences et enseignements

religieux furent mêlés, les premières contribuant à plaider la supériorité des seconds. L'échange qui s'établit par la suite fut, on s'en doute, asymétrique. Les Chinois qui s'intéressaient à ces savoirs tentaient de comprendre les liens qu'ils présentaient avec les connaissances disponibles en Chine à l'époque et ils s'attelèrent bientôt à retrouver les ouvrages scientifiques chinois du passé. Lors de ces premières décennies, les jésuites ne manifestèrent pas un intérêt patent pour les sciences en Chine. Les choses évoluèrent : la curiosité de l'Europe envers la Chine devient plus vive et au XVIII<sup>e</sup> siècle les missionnaires servent de pourvoyeurs d'informations de tous ordres, sur les savoirs, les textes classiques, les techniques, etc. Ce n'est qu'au XIX<sup>e</sup> siècle qu'on voit se développer en Europe des études laïques sur la Chine.

**© Venons-en au « miracle grec ». Est-ce purement interne à la Grèce antique ou y a-t-il eu des influences orientales, indiennes, mésopotamiennes, qui auraient facilité cette « rupture » dans les sciences et la philosophie ?**

Une première remarque nous sera utile ►►

► ici : pour les périodes anciennes, très peu de documents ont survécu, et il est donc en général difficile de bâtir des grandes théories. Il est absolument clair que les savoirs mathématiques et astronomiques que nous trouvons dans des ouvrages mathématiques comme les *Éléments* d'Euclide ou astronomiques comme *l'Almageste* de Ptolémée présentent des relations étroites avec des savoirs dont témoignent des tablettes mésopotamiennes des derniers siècles avant notre ère ou des papyrus écrits en hiéroglyphes. De quelles connaissances et de quelles pratiques exactement les auteurs hellénophones sont-ils les héritiers, ou encore au contact de quels savoirs se trouvent-ils dans des villes comme Alexandrie ? Il est presque impossible de répondre à ces questions. En revanche, il est clair que tous ceux qui écrivent en grec ne parlent pas d'une seule voix. Si « miracle » il y a eu – et ce serait un acte de foi que d'y souscrire –, nos documents montrent qu'il a été très localisé et certainement pas le fait de tous les auteurs qui se sont exprimés en grec. Une fois de plus, cette thèse du « miracle grec » a une histoire qui plonge ses racines au XIX<sup>e</sup> siècle et parle plus de courants de pensée dans l'Europe de l'époque qu'elle ne parle de « la Grèce » ancienne.

**© Que saurait-on aujourd'hui d'Euclide, de Pythagore, d'Hippocrate, etc., sans l'intermédiaire des traductions, adaptations et prolongements arabes ?**

La réponse à cette question présente sa dose d'ironie. Quand Johan Heiberg s'attelle à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à l'édition critique de cet ouvrage d'environ 300 avant notre ère que sont les *Éléments* d'Euclide, il s'appuie sur les seuls témoins grecs, arguant que les manuscrits arabes et latins médiévaux desdits *Éléments* sont corrompus et ne peuvent servir de base à une édition critique. En effet, les *Élé-*

*ments* avaient été traduits à plusieurs reprises en arabe à partir du VIII<sup>e</sup> siècle, et ces traductions arabes avaient à leur tour donné naissance, à partir du XII<sup>e</sup> siècle, à des traductions latines. Pour Heiberg, les documents qui témoignent de ces traductions n'avaient pas de valeur historique suffisante pour son travail phi-

il faudrait qu'il y ait des civilisations. Personnellement, je ne sais pas à quoi renvoie ce mot. Et j'attends qu'on m'en donne une définition maniable. Pour l'heure, je n'en vois pas. Ce qu'à mes yeux montrent les activités scientifiques, ce sont des milieux qui pratiquent les sciences de manière différente, parfois

« Les documents mathématiques, astronomiques ou médicaux écrits au cours de l'histoire en chinois attestent parfois les premiers d'une invention qui joua un rôle important dans l'histoire des sciences. »

lologique. Or, peu avant sa mort, le grand historien des mathématiques Wilbur Knorr a publié un article au titre évocateur : « The Wrong Text of Euclid : On Heiberg's Text and its Alternatives ». Il y défend la thèse que ces documents en arabe et en latin sont de fait plus proches de l'original d'Euclide que ne le sont les éditions grecques sur lesquelles Heiberg s'est appuyé et qui sont, elles, puissamment influencées par une réédition des *Éléments* du IV<sup>e</sup> siècle de notre ère. En d'autres termes, on en saurait plus d'Euclide si l'on avait étudié les traductions en arabe et en latin ! Mais voilà si, dans les dernières décennies, il y a eu un immense effort pour éditer les versions latines médiévales des *Éléments*, les recherches sur l'Euclide arabe sont dans un état calamiteux : nous n'avons aucune édition des traductions ou adaptations en arabe ! On en saura donc plus quand ces recherches auront été menées.

**© Alors, y a-t-il un mélange subtil et interactif des cultures ou un « choc des civilisations » ?** Pour qu'il y ait un choc des civilisations,

en une même langue, parfois à cheval sur plusieurs langues. Ainsi, on peut identifier à un même moment en Chine des pratiques différentes des mathématiques, ou des pratiques spécifiques dont se font l'écho des sources en chinois, en sanskrit et en arabe, par contraste avec d'autres sources en chinois, en sanskrit et en arabe. Ces milieux parfois fusionnent, parfois disparaissent. Ils empruntent des savoirs et des pratiques à d'autres milieux. Ainsi pour moi l'activité scientifique n'est pas uniforme, mais sa diversité ne se laisse pas corrélée à celle de « civilisations ». Comment appréhender cette diversité et comment comprendre l'histoire des sciences sur fond de diversité, ce sont à mes yeux les deux questions fondamentales auxquelles il est essentiel de travailler. ●

\***Karine Chemla** est historienne des sciences. Elle est directrice de recherches au CNRS.

Propos recueillis par Pierre Crépel.

# Cause ★ commune

vous propose...  
autour du centenaire du PCF  
3 numéros exceptionnels !



Je souhaite recevoir ..... exemplaire(s) du lot des numéros (14/15, 19 et 20)  
de **Cause commune** • prix 25 € (+ 4 € de frais de port)

À RÉGLER par chèque bancaire ou postal (France uniquement)

à l'ordre de : Association Paul-Langevin

À envoyer à : CAUSE COMMUNE :

6, avenue Mathurin-Moreau - 75167 Paris Cedex 19

PAR GÉRARD STREIFF

## Moins de 2 000 euros

L'institut IFOP et la société de microcrédit Finfrog ont sondé, en février dernier, un panel de 1 000 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus et qui gagne moins de 2 000 euros nets par mois. Soit un public de 38 millions de personnes. Alors qu'on parle d'une inflation avoisinant les 4,5 %, c'est le pouvoir d'achat qui constitue le sujet d'inquiétude pour la quasi-totalité (95 %). Second enseignement choc : la moitié de ces Français a moins de 100 euros sur son compte bancaire au 10 du mois !

C'est une population fragile, habitée par la hantise de « basculer dans la pauvreté » (59 %).

Un tiers des sondés épargnent et ils se trouvent en difficulté dès qu'il y a un imprévu. Solution ? Ils font des sacrifices, font une croix sur les vacances (76 %), vont moins souvent chez le coiffeur, utilisent avec parcimonie la voiture.

Ils ont recours au système D pour gérer le budget, paient en plusieurs fois, sollicitent les proches, revendent leurs affaires sur des sites d'occasion, etc.

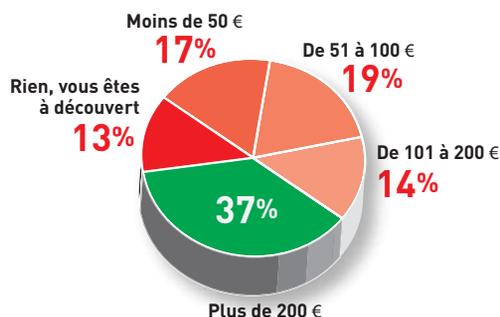
« C'est la débrouille pour essayer de tenir un budget extrêmement serré dès le 10 du mois » estime le directeur du département Opinions à l'IFOP, Jérôme Fourquet.

Les dépenses contraintes sont de plus en plus envahissantes (logement, énergie, carburants, portable, Internet...)

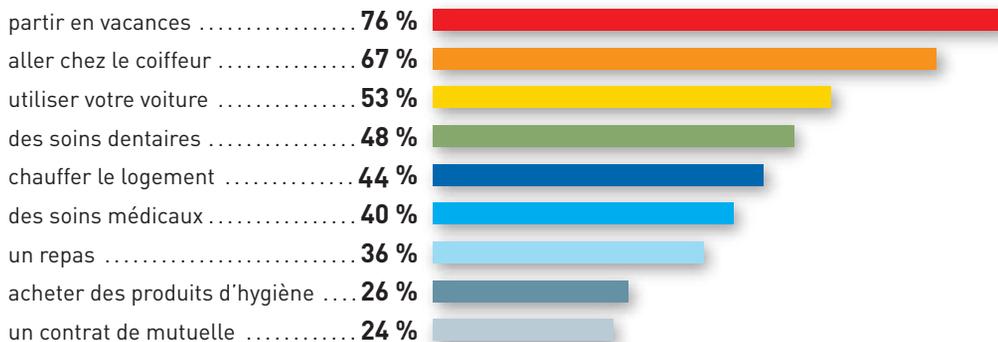
L'enquête montrerait encore que cette population n'est pas maniaque de la surconsommation ; quand on leur demande ce qu'ils feraient de 300 euros supplémentaires, ils répondent : épargner et payer les factures. Reste que ces Français, pour reprendre une formule de Jérôme Fourquet, « ont le sentiment de ne plus avoir de prise sur leur propre vie, de devenir des citoyens de seconde zone ». ●

### COMBIEN VOUS RESTE-T-IL EN MOYENNE SUR VOTRE COMPTE EN BANQUE AU 10 DU MOIS ?

(Sondage sur un panel de 1 000 personnes, de 18 ans et plus, gagnant moins de 2 000 euros nets/mois.)



### PAR MANQUE D'ARGENT VOUS ARRIVE-T-IL DE RENONCER À :



— PAR **FANNY CHARNIÈRE** —

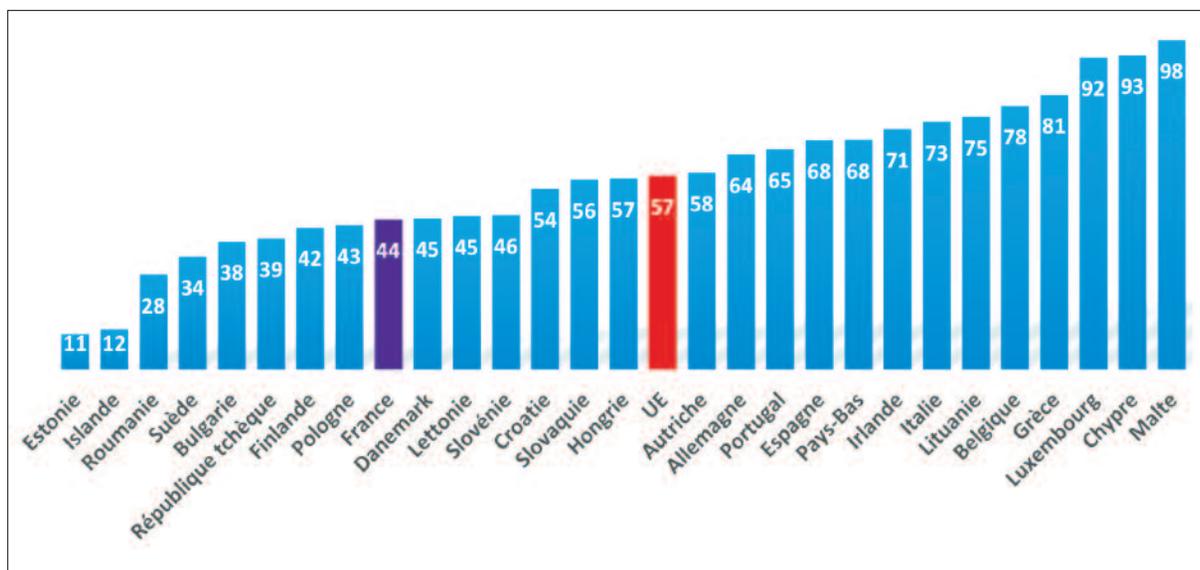
# 57 % des besoins énergétiques de l'Union européenne proviennent des importations

**L**a dépendance énergétique de l'Europe à la Russie est un sujet crucial depuis le début de la guerre en Ukraine. Le taux de dépendance énergétique mesure le niveau de dépendance d'une économie vis-à-vis des importations pour satisfaire ses besoins énergétiques. En 2019, ce taux s'élevait à 57 %. Aucun des États membres de l'Union européenne n'est autonome du point de vue énergétique et certains pays, comme Malte, le Luxembourg et Chypre, dépendent presque exclusivement des approvisionnements extérieurs. L'Estonie (11 %), l'Islande (12 %) et la Roumanie (28 %) dépendent beaucoup moins des importations pour répondre à leurs besoins énergétiques. Avec un taux de 44 %,

la France est restée moins dépendante que la moyenne des pays de l'UE.

La Russie est le principal partenaire énergétique de l'Union européenne et cette dépendance est particulièrement élevée sur le pétrole brut et le gaz naturel. En 2019, la Russie est l'origine de plus d'un quart (26,9 %) des importations de pétrole brut de l'UE, suivie par l'Irak (9 %). Concernant les importations de gaz naturel de l'UE, la Russie représente une fois encore la plus grande part (41 %), suivie par la Norvège (16,2 %) et l'Algérie (7,6 %). Sur les combustibles solides, la Russie représente 46,7 % des importations européennes, les États-Unis (17,7 %) et l'Australie (13,7 %). ●

**TAUX DE DÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE DES PAYS DE L'UNION EUROPÉENNE\***



\* Part des importations nettes dans la consommation intérieure brute et les soutages maritimes internationaux, 2019.  
Source : Eurostat, 2020.



Deux livres, rédigés par des journalistes, ont récemment défrayé la chronique, mettant en lumière deux scandales d'État.

**A**vec *Les Fossoyeurs* (Fayard, 2022), Victor Castanet a suscité un très vif émoi, au point de contraindre le gouvernement à diligenter une enquête sur les pratiques du groupe Orpea, leader mondial des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad).

Le second, passé plus inaperçu, jette une lumière aussi crue sur un autre pan du secteur médico-social. Dans *Handicap à vendre* (Les Arènes, 2022), Thibault Petit décrit de quelle manière nombre d'établissements et services d'aide par le travail (Esat) se sont transformés en entreprises des plus rentables, reposant sur la surexploitation des travailleurs et travailleuses handicapés (TH). De grande ampleur par leur durée (trois ans), ces deux enquêtes sont évidemment limitées dans leur champ d'investigation. À raison, les deux auteurs font preuve de précaution et répètent que leur enquête n'implique pas qu'il n'y a pas de « bons » Ehpad ni d'Esat qui remplissent leurs missions médico-sociales. Néanmoins, les deux cas décrivent bien un système pervers, déterminé par le taux de profit et les choix de financement de l'État. C'est tout l'intérêt du chapitre comparant Orpea et Korian dans *Les Fossoyeurs* : Orpea est certes allé très loin, dépassant les limites légales, mais, quoique édulcorées, des dynamiques similaires sont à l'œuvre chez Korian.

#### DE L'EXPLOITATION

#### À LA SUREXPLOITATION TOUS AZIMUTS

Ces deux secteurs reposent sur une double exploitation : des salariés encadrants et des usagers. Cette double exploitation les rend extrêmement profitables. Comme le formule le docteur Métais, l'ancien médecin coordinateur national d'Orpea de 2004 à 2010 : « Si tu veux

gagner du fric, la santé, c'est un secteur formidable. Ça brasse des milliards et tu as des moyens de truaner absolument considérables. »

La description concrète de cette exploitation et de ses conséquences offre les pages les plus poignantes de ces deux livres. Les décrire par le menu dépasse le format de ce court article. Petites incuries criminelles, maltraitements systémiques, économies de bouts de chandelle, sur les couches de protection et leur qualité, ou sur le café que l'on fait payer plus cher au TH qu'aux encadrants, tout cela fait système.

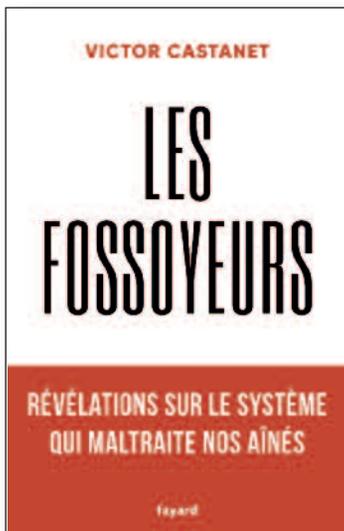
Et autant dire que ce n'est pas par la qualité de son service qu'Orpea dégage des taux de marge de 35 % à 38 % (27,25 % en moyenne dans le secteur)

mais bien en faisant du « parcage de vieux », selon l'expression qu'aurait eue Jean-Claude Marian pour décrire l'activité du groupe qu'il a fondé. La qualité n'est tellement pas un souci que le directeur général exécutif, Jean-Claude Brdenk aurait déclaré : « Personne ne peut me dire ce qu'est un soin de qualité et ce qui ne l'est pas. Il n'y a aucun indice de qualité, [...], donc on s'en fout ! » On peut toutefois gager que la qualité ne sera pas au rendez-vous en précarisant les salariés, en multipliant les CDD (33 % de la main-d'œuvre) ou en n'embauchant pas les salariés financés par l'État, tout en inventant des fausses fiches de paye pour empocher l'argent...

Devant ces pratiques de bandits, on est pris d'admiration pour les salariés syndiqués à la CGT, qui doivent faire face à tout le registre de la discrimination syndicale et à une direction qui n'hésiterait pas à bourrer les urnes aux élections professionnelles, financer un syndicat-maison, payer des détectives privés pour déterrer de quoi salir un « rouge », envoyer des « directeurs net-

## Taux de profit et surexploitation dans le secteur médico-social

— PAR Kevin Guillas-Gavan\* —



toyeurs » (*sic* !) pour licencier, sur le parking même de leur établissement, les directeurs émettant le moindre doute, avant de détruire ou falsifier les preuves qu'ils auraient pu réunir.

De manière regrettable, Thibault Petit n'essaie jamais de connaître les taux de marge pour les Esat. Il est néanmoins clair que ces établissements sont extrêmement rentables, au point de concurrencer des usines roumaines dans la sous-traitance automobile. Et pour atteindre ces taux de rentabilité, on ne lésine pas sur les cadences infernales. Dans un article intitulé « Cost killing et externalisation », l'un des directeurs vend les services de son Esat ainsi sur Internet : « Plus de cent soixante quinze travailleurs handicapés sont prêts à répondre à vos besoins à un coût défiant l'externalisation [...] Leurs différences, leurs petits défauts sont, bien souvent, dans le domaine du travail de sous-traitance (minutieux, répétitif, taylorisation) un réel avantage. »

Et pour obtenir ces cadences, tous les moyens sont bons car les donneurs d'ordre « ne font pas de distinction entre un sous-traitant ordinaire et un Esat. [...] On attend de la productivité et zéro défaut » comme le formule une ancienne responsable d'une entreprise de luxe travaillant avec un Esat. Le livre fourmille de nombreux témoignages de TH ou d'encadrants sur des cas de brutalisation pour tenir les cadences. Ainsi, quand Thibault Petit demande

**« Dans le cas  
des EHPAD, l'État prend  
en charge les frais  
de personnels médicaux  
à 100 %,  
les frais d'auxiliaires  
de vie à 30 % et à 100 %  
l'achat ou la location  
de matériel médical. »**

à un directeur si les ouvriers arrivent à tenir le rythme imposé par les donneurs d'ordre, celui-ci lui répond : « Oui, parce qu'il y a un pilotage au cordeau [...] Il faut des moniteurs qui ont connu les quartiers, parce que bon, à un moment, il faut rentrer dans le chou... »

**LE PARASITISME, PHASE  
SUPRÊME(MENT DÉGÉNÉRÉE)  
DU CAPITALISME  
MONOPOLISTE D'ÉTAT ?**

Le plus terrible dans ces deux livres réside évidemment dans cette surexploitation éhontée. Les taux

de profit mirobolants proviennent cependant aussi d'un pillage complet des ressources de l'assurance maladie et de l'État.

Dans le cas des Ehpads, l'État prend en charge les frais de personnels médicaux à 100 %, les frais d'auxiliaires de vie à 30 % et à 100 % l'achat ou la location de matériel médical. Une part substantielle du profit du groupe Orpea (1 milliard sur les 4 de profit annuel du groupe, excusez du peu !) proviendrait directement de la Sécurité sociale. Une série d'accords signés par le groupe avec Bastide (matériel médical) et Hartmann (couches) prévoirait que ces dernières surfacturent leurs produits à Orpea (et donc à la Sécurité sociale) en échange de rétro-commissions pour Orpea.

Une manière similaire d'abuser des fonds publics s'observe dans les Esat où l'État garantit aux TH un niveau de ►►

rémunération (50,7% du SMIC) et paye la différence entre ce niveau et le « salaire atelier » payé par l'Esat sur son budget dit « commercial » (au minimum : 5 % du SMIC). Le niveau du salaire atelier n'affectant pas le niveau de revenu des TH, il n'y a pas intérêt à dépasser le minimum, ce qui permet de réserver le budget commercial aux investissements et à en reverser une part substantielle aux structures gérant les Esat. Quel autre secteur peut dire que ses bénéficiaires sont pratiquement égaux à son chiffre d'affaires puisque l'intégralité du salaire des encadrants et des frais de fonctionnement est prise en charge ? On comprend mieux en lisant cela qu'un grand patron comme Jean-Claude Marian soit un fervent défenseur de la Sécurité sociale et ait milité pour la création d'une cinquième branche de la Sécurité sociale. Plus il y a d'argent déversé par l'État à sucer, plus la tique est heureuse.

#### SCOOP, QUEL SCOOP ?

Le plus révoltant dans cette histoire est peut-être l'hypocrisie de l'État. Suite au scandale suscité par *Les Fossoyeurs*, celui-ci a diligenté une enquête et a même annoncé le 26 mars saisir la justice pour « faux et usage de faux et infraction à la législation sur le travail », mais surtout en raison des « dysfonctionnements graves », dont l'insincérité des comptes, la suroccupation des établissements et même de la maltraitance liée, entre autres, à l'insuffisance des grammages des repas, constatée par l'Institut de gérontologie sociale (IGS) et l'Inspection

« Les taux de profit mirobolants proviennent cependant aussi d'un pillage complet des ressources de l'assurance maladie et de l'État. »

juridique... » Mais est-ce si étonnant qu'il n'ait pas été entendu, vu les liens incestueux entre la direction d'Orpea et les plus hauts niveaux de l'État décrits dans *Les Fossoyeurs*. Hauts fonctionnaires, préfets, ministres, tout le monde y passe !

De même, en ce qui concerne les Esat, l'État peut-il prétendre ignorer les dérives productivistes quand il a été condamné en 2015 par la Cour de Justice de l'UE demandant la requalification des TH en salariés ? Dans l'arrêt Fenoll, la Cour note en effet que « l'activité n'y est pas marginale et accessoire mais réelle et effective » et qu'il ne s'agit plus d'insertion mais « de valoriser la productivité ». Les dérives sont connues, les tendances lourdes à l'œuvre sont liées au mode de financement. Chasser les cas les plus extrêmes est une nécessité mais ne remet pas en cause ces pratiques qui défigurent la mission de service public de ces établissements et transforment les salariés, contre leur gré, en personnels maltraitants... ●

\*Kevin Guillas-Gavan est économiste. Il est chargé de mission à l'Institut de recherches économiques et sociales.

## CRITIQUES



### La Modernité assiégée

Éditions Delga, 2020

JUAN JOSÉ SEBRELI

PAR MATHIEU MENGHINI

Philosophe et historien aujourd'hui nonagénaire, Juan José Sebrelli se présente volontiers comme un « marxiste hors-la-loi », un « militant sans parti ».

Au fil de nombreux ouvrages, l'intellectuel argentin s'attache à défendre les notions de raison et de modernité contre les attaques des courants post-Lumières et post-modernes. C'est encore l'enjeu de la vaste somme récemment traduite par les éditions Delga : *La Modernité assiégée*.

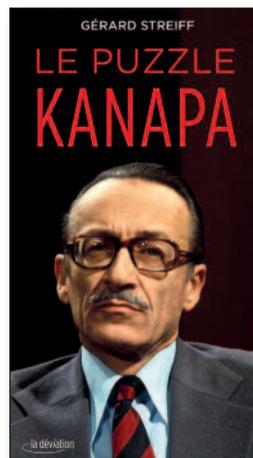
Notre époque semble vouloir proposer un nouvel écho à la dispute entre Kant et Herder. Comme le philosophe criticiste, José Sebrelli invoque les notions d'universel et de progrès ; il défend une philosophie de l'histoire ar-

ticulant causalité, hasard et libertés humaines et fustige les forces rétrogrades dans lesquels se retrouvent pêle-mêle le primitivisme, le populisme, les nationalismes, l'orientalisme, la négritude, l'indigénisme, etc. Avec la même énergie, il éreinte les courants qui s'épanouissent après « l'effondrement du mythe stalinien » : l'existentialisme heideggérien, le nietzschéisme, le structuralisme, la psychanalyse junguienne et lacanienne. Il déplore la disqualification de l'histoire au profit de la linguistique et de l'anthropologie. Embrassant large, Sebrelé étreint parfois mal, néglige la complexité – lorsqu'il fait, par exemple, du premier stasimon du Chœur dans *Antigone* une illustration de la validation du progrès, alors qu'on peut tout aussi bien y lire le témoignage d'une inquiétude sourde face à la puissance humaine.

Malgré tout, une telle somme transporte le lecteur qui y retrouve son panthéon européen, mais accède également à des intellectuels latino-américains qu'il connaît sans doute moins (Miguel Ángel Asturias, Ezequiel Martínez Estrada, Ángel Ganivet, Héctor Álvarez Murena, Jaume Vicens Vives, etc.).

Plusieurs développements intéresseront particulièrement les militants : les distinctions sémantiques et politiques entre classe, peuple ou masses, ou la reprise – polémique – des notions de pauvreté et de retard culturels. Sous-titré « Critique du relativisme culturel », l'ouvrage de José Sebrelé peut, de fait, nous aider à distinguer plus nettement la diversité (à reconnaître) et les inégalités (à pourfendre). Cherchant à donner quelque substance au progrès humain, l'auteur s'attache à définir une hiérarchie sans doute trop sommaire pour emporter l'adhésion de tous, mais suffisamment évidente pour ne pas être écartée d'un revers de main : « La liberté plutôt que l'esclavage, le plaisir plutôt que la douleur, la connaissance plutôt que l'ignorance, la beauté plutôt que la laideur, la santé plutôt que la maladie, la vérité plutôt que le mensonge. »

Considérant que les aspects les plus pervers de la modernité peuvent être critiqués par la raison elle-même, José Sebrelé nous incite à ne pas donner dans l'irrationalité postmoderne, à développer notre conscience de l'historicité, sans jamais perdre de vue le commun de l'humanité, à réinterroger l'héritage de Hegel et celui de Marx, surtout, pour enfin réaliser l'humanisme et traiter – selon l'impératif kantien – les êtres humains en fins. ●



## Le Puzzle Kanapa

Éditions La Déviation,  
2021

**GÉRARD STREIFF**

PAR **RAPHAËL CHARLET**

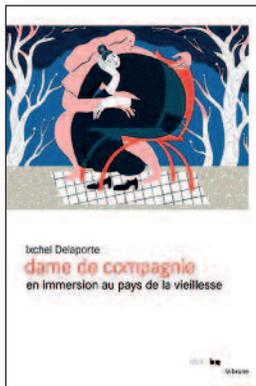
À travers l'exploration de la vie militante de Jean Kanapa, c'est une partie de l'histoire du Parti communiste français et du monde politique français et international qui est mise en lumière. Au cours des 272 pages qui composent son ouvrage, Gérard Streiff, compagnon de route de Jean Kanapa, auquel il a déjà dédié de nombreux travaux, se livre à une complète biographie de ce personnage complexe qui fut, à la fin de la décennie 1970, une pièce maîtresse de la direction du PCF.

De ses jeunes années marquées par la guerre à sa disparition en 1978, en passant par sa formation comme disciple de Jean-Paul Sartre, son travail en tant que rédacteur en chef de *La Nouvelle Critique*, ainsi que son rôle auprès des trois principaux secrétaires généraux du PCF de la seconde partie du XX<sup>e</sup> siècle, Gérard Streiff traite en détail de toutes les pièces constitutives du « puzzle » Jean Kanapa.

L'homme doit sa complexité, outre à son parcours particulièrement fourni et diversifié dans les responsabilités qui lui furent confiées, aux importants changements de conception du communisme qui jalonnèrent sa réflexion. Élève admirateur de Sartre avant de devenir son contradicteur, défenseur acharné des doctrines stalinienne puis fervent partisan de l'eurocommunisme, Jean Kanapa a toujours, comme le rappelle Gérard Streiff, forcé le trait : « Il en faisait toujours trop. » Si l'on peut en effet trouver l'ancien responsable de la Poxex particulièrement clivant, il apparaît que cette caractéristique semble constituer une qualité pour qui souhaite se pencher sur l'histoire du PCF, en particulier au cours des années Georges Marchais. Comme le rappelle Gérard Streiff dans son prologue, Kanapa est un bon révélateur : « Il indique les lignes de force de l'histoire communiste que masquent des profils plus lisses. » Tout au long des pages du *Puzzle Kanapa*, ce sont les évolutions du monde communiste que l'on voit s'opérer à travers le regard d'un observateur attentif. Jean Kanapa, militant, rédacteur en chef, correspondant de ►►

*L'Humanité* à Moscou, dirigeant du PCF, romancier, est aussi un prisme par lequel Gérard Streiff revient sur les événements cruciaux qui ont marqué l'histoire du PCF, de l'après-guerre aux élections législatives de 1978 qui virent pour la première fois le Parti socialiste affirmer sa suprématie sur le Parti communiste.

Alors que le PCF nouvellement centenaire poursuit sa route politique, le retour sur la personnalité d'un dirigeant comme Jean Kanapa et sur la réalité du Parti communiste à son époque ne peut que participer à nourrir les réflexions. ●



**Dame de compagnie en immersion au pays de la vieillesse**

Éditions du Rouergue, 2021

**IXCHEL DELAPORTE**  
PAR **MARINE MIQUEL**

Ancienne journaliste à *L'Humanité*, Ixchel Delaporte est l'auteure de plusieurs ouvrages

d'enquête, tous publiés aux éditions du Rouergue : *Les Raisins de la misère* (2018), qui dénonce la condition très précaire des travailleurs des vignobles bordelais a été adapté et diffusé en documentaire sur France Télévision ; son tout récent ouvrage, *Les Enfants martyrs de Riaumont*, qui s'intéresse aux violences subies par des garçons dans le pensionnat de la communauté intégriste de Riaumont, agréé par l'État et soutenu par les notables de la région du Pas-de-Calais, fait suite à un autre ouvrage, *L'Affaire Vincent Lambert* (2020), consacré aux agressions sexuelles perpétrées par un prêtre de la Fraternité Saint Pie X.

*Dame de compagnie* nous parle d'autres précaires et d'autres violences : les « forçats et forçats de l'aide à la personne » ; la maltraitance, ou tout simplement l'abandon, des personnes âgées, dont le « soin » est désormais au cœur d'un marché, la *silver economy*, filière concernant l'ensemble des produits et services destinés aux personnes âgées de plus de 62 ans, pesant 92 milliards d'euros. De même que Madeleine Riffaud, dans *Les Linges de la nuit* (Julliard, 1974, réédition Michel Lafon, 2021, et chroniqué dans le numéro 26 de *Cause commune*), choisissait de se faire embaucher

comme agente hospitalière à l'Assistance publique des hôpitaux de Paris, Ixchel Delaporte devient « dame de compagnie », ou « auxiliaire de vie » et nous raconte son quotidien au travail auprès du « monde enseveli » des personnes que leur grand âge rend dépendantes. Durant son immersion, elle découvre, elle aussi, le métier des 830 000 femmes qui accompagnent aujourd'hui 2 millions de personnes en France, fait de faibles salaires et d'horaires fragmentés, sans grande perspective d'évolution salariale, engendrant une intense fatigue physique et morale (le médecin auquel elle finit par demander un arrêt maladie lui confie recevoir beaucoup de ses collègues « au bout du rouleau »), encore accrue par des entreprises prestataires qui imposent des rythmes de travail incompatibles avec le temps nécessaire pour tisser et développer des relations avec les personnes, pour leur permettre de conserver leur autonomie. Comme Madeleine Riffaud, Ixchel Delaporte crée, à travers une écriture sensible, parfois drôle, une série de portraits qui sont autant d'éclats de vies marquées par la pauvreté ou les violences : Hélène, qui quitta son premier époux parce qu'il l'avait frappée ; Jacqueline, qui éleva seule ses enfants en travaillant dans une usine de savon ; Fidélia, qui quitta l'Espagne pendant la guerre civile pour travailler comme bonne, puis femme de ménage, à Paris, et son époux Alberto, ouvrier dans une fonderie d'aluminium qui fournissait Peugeot et Renault, etc. Si elle redonne ainsi un peu de dignité aux « anciens » qu'elle a croisés, Ixchel Delaporte ne laisse pas toutefois se dessiner de perspective collective : dans ce secteur en tension, dans un pays qui comptera, d'ici 2030, près de 20 millions de personnes âgées, elle va de contrat en contrat, de personne en personne, sans jamais tisser de liens avec ses collègues, qu'elle ne croise pas, ou presque. En émerge une réflexion sur la nécessité de profiter du temps présent, sur le débat très actuel autour de la fin de vie. Il reste aux militants politiques et syndicaux de compléter en réfléchissant aux possibilités de structurer des luttes communes, prenant en compte ces emplois du temps fragmentés et cette dispersion spatiale ; en pensant aussi, au-delà de la prise en charge, encore effective (la France reste encore « un pays qui protège les faibles, les vieux seuls, les malades », puisque les services sociaux et médicaux se relayent autour des personnes âgées), et à l'inverse de la création d'une cinquième branche de la Sécurité sociale (pas en avant vers la gestion par le privé lucratif d'une « dépendance ») les véritables conditions de l'« autonomie » des personnes. ●



# ORGANISEZ DES DÉBATS !



avec les membres de l'équipe de votre revue autour d'un des thèmes des dossiers ou des livres c'est possible !

Contactez-nous au 01 40 40 13 50



Claude Saligny

ou au 01 40 40 12 30



Monique Renault

Mail :

redaction@causecommune-larevue.fr



Cause ★ commune  
est sur Facebook

[Facebook.com/CauseCommunepcf](https://www.facebook.com/CauseCommunepcf)

## ..... L'ÉQUIPE DE LA REVUE .....



**Guillaume Roubaud-Quashie**  
Directeur



**Sabrina Royer**  
Rédactrice en chef



**Jean Quétier**  
Rédacteur en chef



**Gérard Streiff**  
Rédacteur en chef  
(Controverses/  
Sondages)



**Sébastien Thomassey**  
Mise en page



**Frédo Coyère**  
Mise en page  
et graphisme



**Noëlle Mansoux**  
Secrétariat  
de rédaction



**Chantal Guerre**  
Secrétariat  
de rédaction



**François Polomé**  
Secrétariat  
de rédaction



**Marine Miquel**  
(Critiques/Lire)



**Vincent Boulet**  
(Chronique  
européenne)



**Aurélien Bonnarel**  
(Droit)



**Maëva Durand**  
(Féminisme)



**Igor Martinache**  
(Féminisme)



**Baptiste Giron**  
(Histoire)



**Aurélien Aramini**  
(Philosophiques)



**Jean-Michel Galano**  
(Philosophiques)



**Victor Blanc**  
(Poésies)



**Nicolas Lambert**  
(Production  
de territoires)



**Pierrick Monnet**  
(Réactions)



**Élodie Lebeau**  
(Regard)



**Pierre Crépel**  
(Sciences)



**Fanny Chartier**  
(Statistiques)



**Michaël Orand**  
(Statistiques)



**Claudine Périllaud**  
Relecture



**Dorian Mellot**



**Mathieu Menghini**



**Constantin Lopez**  
Réseaux sociaux



**Nicolas Tardits**



**Julien Rossi**  
Débats



**Saliha Bousseadra**



**Florian Gulli**  
Université permanente



PROCHAIN NUMÉRO  
septembre-octobre 2022  
**Décomposition/recomposition**

